

INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL 12
ASSOCIATIONS



ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES

1977

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

The 29th year of our periodical begins with a bold change to a new title « Transnational Associations » in harmony with the diminishing relevance of the old one « International Associations ».

The transnational nature of nonprofit associations demands recognition and our informed readers will not be surprised that we want to give a good example of conceptual clarity.

The purpose of * Transnational Associations » is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense « Transnational Associations » is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociology of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

* Transnational Associations » is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIA.

Cette 29^{ème} année de notre Revue apporte un nouveau titre « Associations Transnationales » au lieu d'« Associations Internationales ».

Le fait transnational des associations non lucratives (OING) le veut ainsi et nos lecteurs ne seront pas surpris que nous donnions le bon exemple d'un langage clair.

La raison principale d'« Associations Transnationales » est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d'« Associations Transnationales » est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif — les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Transnationales » est la tribune des associations transnationales et de tous ceux qui s'y intéressent. Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations des ONG avec les organisations intergouvernementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, outre les entreprises multinationales.

« Associations Transnationales » est l'organe de l'UIA, association sans but lucratif, bien que les opinions qu'il exprime ne soient pas nécessairement celles de cet Institut.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 29th year, 1977

The subscription rate is: BF 850, FF 110, FS 65, US \$ 24.00 per year (10 issues) + postage.

Method of payment :

Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London : Crossed cheque to Union of International Associations, 17, Anson Road, London N7 0RB.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES : 29^e année, 1977

Le prix de l'abonnement est de: FB 850, FF 110, FS 65, \$ 24.00 par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de paiement à utiliser :

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170,09).

Copyright 1977 UIA

Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UIA.

Copyright 1977 UIA
Les opinions exprimées dans les articles,
signés ou non, ne reflètent

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

29th year

1977 - n° 12

29e

année

UNION DES ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

COMITE DE DIRECTION
EXECUTIVE COUNCIL

Président : F.A. CASADIO, Directeur, Societa Italiana per l'Organizations Internationale (Italie)

Vice-Présidents : Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organization for Economic Cooperation.

S.K.SAVENA (India).
Director of the International Cooperative Alliance.

Trésorier Général : Paul E. HIERNAUX (Belgique)
President of the Conference Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Communauté Economique Européenne.

Membres : F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.
Luis G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit International.
Mahmoud FOROUGH-I (Iran)
Ambassadeur, Directeur de l'Institut des Affaires Internationales au Ministère des Affaires étrangères d'Iran.
Johan GALTUNG (Norvège)
Director, International Peace Research

Institute Oslo.
Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement Ouvrier International de l'Académie des sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France)
Professeur à l'Université de Paris I.
Jef RIENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International Development.

Secrétaire Général : Robert FENAUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.

- ASSOCIATIONS INTERNATIONALES »
- INTERNATIONAL ASSOCIATIONS »

Rédaction / Editorial
Robert FENAUX

décembre
december



Editorial	518
The International Federation of Agriculture Producers — La fédération internationale des producteurs agricoles	520
La consultation des ONG à l'UNESCO	525
Enhancing communication at a large conference festival	532
Association et innovation, par François Bloch-Lainé	541
Les organismes privés à but non lucratif ou l'économie sociale et l'innovation sociale, par J.B. Gins	543
6th supplement to the Yearbook of International Organizations, 16th edition	546
The Great American Congress Embargo by G. de Coninck	553
Congressalia	555
IAPCO news	556
10th supplement to the International Congress Calendar, 17th edition	558

Published MONTHLY by
Union of International Associations (founded 1910)
Editorial and Administration: Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02) 511.83.96.
UK Representation (including advertising): 17 Anson Road, London N7
ORB Tel. (01) 609 2677
Advertising: Roger Ranson, Advertising Manager, 9. av. de Latre de
Tassigny, 92210 St. Cloud France. Tél. 602.5383.
International Associations, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgium
Tél. (02) 511.63.96 — 512.54.42.

BENELUX Media 4, av. du Pois de Senteur, 33
B-1020 Brussels, Belgium, Tel. (02) 268.04.18

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)

Editeur responsable: R. Fenaux 1. rue aux Laines, 1000 Bruxelles
(Belgique). Tél. (02) 511.03.96.

de Tassigny, 92210 St. Cloud, France. Tél. 602.5383.

Associations Internationales, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgique
Tél. (02) 511.83.96 — 512.54.42.
BENELUX: Média 4, av. du Pois de Senteur 33
B-1020 Bruxelles. Tél. (02) 268 04 18

LE TEMPS DES ASSOCIATIONS ET DES REGIONS



L'idée de changement, on dit plus prêtement de mutation, semble actuellement la plus répandue dans le monde. Toute une littérature politique et sociale s'en prévaut. C'est, en démocratie parlementaire ou présidentielle, l'argument électoral le mieux coté, sans distinction de partis, de tendances. Au grand siècle français. Bossuet disait que c'est l'apanage de la créature d'être sujette au changement, et Pascal, son contemporain, que la nature humaine n'est qu'un continuel changement. Ce propre de l'homme, autant que le rire, est aussi le propre de la société, nationale ou internationale. Un certain conservatisme craint le changement comme les vieux et les faibles craignent d'être désemparés dans leurs habitudes et leurs points d'appui. A l'opposé, un certain esprit anarchique ou révolutionnaire attend un miracle du changement : le déblaiement du terrain social, l'élimination des privilèges et des injustices permettant l'édification d'un ordre plus moralement équitable. Entre ces deux pôles de l'égoïsme et de l'altruisme, les réformateurs meublent l'histoire des institutions et des civilisations.

Au plan de l'organisation internationale, l'aspiration au changement emprunte la méthode réformiste, quand elle revendique un nouvel ordre mondial, plus spécifiquement même un ordre économique international.

Dans les pays démocratiques à régimes pluralistes, la réforme du jour a nom *autonomie* ou *décentralisation*. La concentration monstrueuse de la puissance, qu'elle soit politique, économique, scientifique ou autre; la mutation technologique et technocratique, à l'heure de l'ordinateur et de l'informatique, dans la sphère des problèmes mondiaux; l'emprise de la bureaucratie publique ou privée; volla autant

d'incitations à une réaction d'autonomie et de décentralisation.

Notre propos est ici de constater que ce phénomène de changement politique et social va de concert avec le développement national et transnational des associations. Dans les deux cas, il s'agit d'un mouvement centrifuge à l'intérieur de la société close des Etats, mais qui cherche ses solidarités au dehors à travers toutes les frontières souveraines jusqu'aux confins de l'universalité, dans tout l'espace du monde fini. Cette pulsion de solidarité explique la densité croissante du réseau transnational des associations que l'Annuaire de l'UAI s'essouffie à dénombrer et à identifier exactement, de même qu'elle explique les rapports qui s'établissent entre pouvoirs locaux, telles les villes, par-delà les frontières et les initiatives des régions.

Nous venons de vivre à Florence une de ces initiatives typiques. Il s'agissait, sous le co-patronage de la Société italienne de l'organisation internationale et des autorités de la région toscane, avec le concours du Centre de l'Unesco et du Centre européen de Florence, aussi du Bureau de l'information des Nations-Unies à Rome, de débattre du problème-clé de la documentation et, partant, de l'information, dans la nouvelle société contemporaine. De l'information rapide trop aisément subjective, selon les exigences du journalisme pressé, et de la documentation par définition plus objective, sous la garde de ses bibliothécaires et de ses analystes.

Comment « objectiver » l'information ? En langage cru, on dirait comment débourrer les crânes ? Tout est là. Paul Otlet, ancêtre de l'UAI, dirait le *Problème des problèmes*, dans sa

suprême gravité dès lors que la paix globale en est l'enjeu, le temps venu de l'interdépendance.

Nous reviendrons ultérieurement aux travaux de Florence dans la relation de l'événement. Disons déjà deux choses. La première, c'est qu'il n'y a d'objectivité que dans la tolérance et le pluralisme, qui en est l'expression politique et sociale. L'Etat autoritaire centralisé, le parti unique, l'agence officielle, c'est l'information dirigée et imposée, l'information choisie, interprétée, omise. La société démocratique, décentralisée, associative, c'est l'information franche, multiple, complète, aussi vraie que possible. Absolument parlant, l'objectivité est certes irréalisable, même dans le chef des personnes ou des groupes les plus scrupuleux. On ne peut y tendre, sinon y atteindre, que dans la présentation concurrente et dans le commentaire pluraliste des faits, depuis la source jusqu'à la consommation des nouvelles. La deuxième chose, qui nous paraît essentielle et que nous avons soulignée pour notre part à Florence, c'est l'importance du document de référence, cette clé de l'information qui y mène objectivement tous ceux qui sont en quête de l'honnête vérité. Les conclusions de la réunion de Florence vont dans le sens de l'institution d'un réseau de points de références. En somme une Banque internationale et transnationale de données développant l'organisation de ses filiales.

*

L'Unesco assume sa fonction institutionnelle en traitant les problèmes de l'information et de la documentation qui sont en définitive ceux de la paix tout court.

C'est une raison pour être attentif aux positions politiques que cette institution intergouvernementale, adopte dans ses résolutions quant au rôle des organisations non-gouvernementales qui sont par excellence les forces organisées de l'opinion, donc de l'information et de la documentation.

On lira plus loin les documents que nous publions à l'occasion de la 16ème conférence des ONG ayant un statut consultatif auprès de l'Unesco et les commentaires dont nous les accompagnons.

On sait que la crise de la consultation des associations (OING), entités indépendantes des Etats, est née ces dernières années de l'Unesco et si un *modus vivendi* s'est établi, grâce à la compréhension de l'administration in-

ternationale Instruite de l'importance des ONG, il apparaît malheureusement que les Etats-membres demeurent en majorité butés dans leur méconnaissance du lait associatif mondial, de la nature indépendante des ONG et de leur rôle au service de la société. Témoin cet alinéa de la résolution relative au rapport sexennal qui prie le Directeur Général de l'Unesco de s'assurer que « non seulement elles (les OING) respectent les principes de l'Acte constitutif et les normes établies, mais qu'elles agissent conformément aux résolutions de la Conférence générale les concernant ». Le Comité permanent des ONG s'est ému de ce que son président M. Mailempré a appelé une tentative « de modifier la base sur laquelle se fondent les relations de consultation entre l'Unesco et les ONG » et le Directeur général a été informé de cette émotion. Les OING Unesco et, au-delà de l'Unesco, toutes les associations OING attendent une réponse à leur inquiétude. Nous ne savons pas, à l'instant où nous écrivons ces lignes, ce que l'assemblée des OING de l'Unesco aura décidé ou entrepris à cet égard, mais nous disons, du devoir de notre Institut, qu'il ne peut être question de

s'incliner en s'en tenant à l'acquit de conscience d'un débat suspendu à des interrogations après la consultation éminente de Mme Bastid que nous avons reproduite dans ces colonnes (1). L'indépendance statutaire des OING ne faisant pas question, — c'est là une chose bien entendue — il demeure de savoir quel est le contenu, quelles sont les obligations du statut consultatif. Tout doit être mis en œuvre pour faire la clarté sur ce point dont dépend la participation efficace des ONG à l'action internationale, en particulier au

nouvel ordre international économique et social. La prise de conscience des intérêts communs aux associations (OING) doit y aider. A la limite de ces intérêts communs, qui se confondent avec le bien général, il pourrait y avoir, *ultima ratio*, une sorte de grève des OING, une grève totale ou partielle, peu importe; un refus assez solidaire en tout cas pour obliger l'organisation interétatique à traiter les associations avec la considération due à des partenaires sociaux. Y a-t-on pensé ?

Robert FENAUX

(1) Associations internationales N° 5 pp. 266-267.

LES VŒUX DE L'UAI

En cette fin d'année 1977, chargée d'événements concernant le mouvement des ONG — dont nous aurons, quelque jour, à faire le bilan — une tradition de bon aloi veut que la Revue de l'UAI présente ses meilleurs vœux à ses fidèles lecteurs, en particulier à la grande famille des associations, sœurs de l'UAI, auxquelles va, de vocation, la sollicitude de notre Institut.

GREETINGS FROM UAI

As 1977 draws to a close, we may look back on a year filled with important NGO activity; activity which has been reflected by this magazine, whose role, is above all, to serve as the organ of NGOs; activity which we must, one day, try properly to assess and record as a whole. As has been our tradition over the years, the review of UAI presents seasons greetings to all its readers, and in particular, to the large family of associations for whom our concern is fundamental to our very vocation as the Union of International Associations.

The International Federation of Agriculture Producers

La fédération internationale des producteurs agricoles

Rapport quadriennal à l'Ecosoc

Le portrait de la Fédération internationale des producteurs agricoles manquait à notre galerie des associations non-gouvernementales dont l'importance apparaît dans l'évidence de leur objet. Aussi bien nous plaît-il de publier ici, en version anglaise, de larges extraits du rapport qu'a bien voulu nous envoyer M. Michael P. Cracknell, Secrétaire Général de la FIPA, et qui est introduit par une pièce d'identité de la Fédération.

Ce document témoigne du rôle considérable joué par une OING dans le domaine international de l'agriculture et il en montre le réseau complexe de relations internationales. On appréciera le souci que la FIPA a de son indépendance, tant dans la conception du statut consultatif que dans l'expression de ses critiques « de l'action' (ou de l'inaction) des gouvernements ». De même que l'objectif statutaire de la Fédération de « découvrir quels sont les intérêts communs aux organisations composantes ».

Le rapport se termine par une adhésion à la démarche de la Conférence des ONG à statut consultatif auprès de l'Ecosoc, dont nous avons publié le memorandum successivement en français et en anglais (1).

On constate à ce propos que tes associations apparemment les plus spécifiquement techniques et professionnelles s'intéressent à la politique générale du mouvement associatif qui les concerne toutes indistinctement. C'est ainsi qu'à l'occasion de la dix-neuvième Conférence des organisations internationales pour l'étude en commun des plans d'activité dans le domaine de l'agriculture en Europe, qui se tiendra à Paris du 21 au 24 février 1978 sur l'initiative de la FAO et de sa Commission européenne d'agriculture, un exposé a été prévu sur le thème de notre colloque de Genève : « L'avenir des associations transnationales dans les perspectives du nouvel ordre mondial ».

Introduction :

The International Federation of Agricultural Producers was constituted in 1946. Its objectives are defined in the preamble to the Constitution as follows :

« To secure the fullest co-operation between organizations of agricultural primary producers in meeting the optimum nutritional and consumptive requirements of the peoples of the world and in improving the economic and social status of all who live by and on the land;

« to promote the well-being of all who obtain livelihood from the land and to assure to them the maintenance of adequate and stable remuneration: « to exchange information and ideas, to discuss problems of mutual interest, and to develop understanding of world

problems and how they affect the agricultural primary producers of the world;

« to discover mutual interests among such organizations and to take coordinated action to further such interests;

« to encourage, in any manner determined by the Federation, efficiency of production, processing, and marketing of agricultural commodities; to confer with, advise, or assist, as the Federation may deem expedient, international organizations, such as the Food and Agriculture Organization of the United Nations, on any matters affecting the interests or welfare of agricultural primary producers;

« to take active steps to encourage the formation and support of independent organizations of agricultural producers throughout the world, eligible for mem-

(1) Associations Transnationales, juillet / août 1977 et novembre 1977.

bership of the Federation, and to promote their admission to such membership so that the world wide opinion of agricultural producers may be represented on the broadest possible basis; « to do anything, either alone or in concert with any other persons or organizations, conductive or incidental to any of the objects above-mentioned in any part of the world ». The objectives of IFAP have remained unchanged over the past 30 years though its methods of work and activities have naturally evolved.

Membership

To date, this has been restricted to national-level organizations which must be « *substantially and nationally representative of the agricultural primary producers within a country* ». Consideration is currently being given to broadening the definition of organizations eligible for membership to take account of the fact that in many countries, especially Third World countries, organizations conforming with the definition of national representativity do not always exist; substantial and effective representativity will nevertheless remain a major criterion of eligibility for membership.

Member organizations of the Federation are democratically constituted at national level. The farm leaders participating in the work and policy decisions of the Federation are national-level spokesmen for their farmer-members. With respect to members from the industrialized countries, IFAP's member organizations usually represent 75 per cent or more of the primary producers and in most cases 90 per cent or more. With respect to the developing countries, member organizations represent the majority of commercial farmers and, in many cases, of all farmers. Farmers represented through their national organizations within IFAP stretch from subsistence farmers in Niger and Indonesia to large-scale crop and livestock producers in North America and Argentina; methods of farming range from the wooden plough in certain African countries to highly capital-intensive production in Europe; political systems under which members work range from collectivism in Yugoslavia to the free market system of the U.S.A.

Nature and Activities of the Federation

The Federation is an international professional organization. It is a-political and non-denominational. It is concerned exclusively with matters having a

bearing on the livelihood and well-being of the world forming community in general and farmer members of its constituent organizations in particular, as well as with every aspect of world food policy. Its activities include ;

- (i) collating, analyzing and circulating to members information about national and international economic and policy developments of concern to farmers;
- (ii) organizing meetings to discuss these questions at sectorial, regional and world-wide level and, where appropriate, adopting an agreed policy position or consensus with regard to them;
- (iii) representing the Federation at international meetings, in particular those of the UN family of organizations, where farmers' interests are involved.

IFAP is the only world-wide body having a mandate from the farming community to speak on its behalf.

Relations with the United Nations family of organizations

The Federation endeavours to be represented, and to represent its members, at all major intergovernmental meetings where farmers' interests are in any way affected. Organizations constituting the UN family are regularly invited to participate in meetings organized by the Federation. The following organizations are regularly invited to attend meetings of the Federation :

--- Food and Agriculture Organization

- General Agreement of Tariffs and Trade
- International Bank for Reconstruction and Development
- International Cocoa Organization
- International Coffee Organization
- International Cotton Advisory Committee
- International Labour Organization
- International Sugar Organization
- International Wheat Council
- United Nations
- UNCTAD
- UNICEF
- Un Economic Commission for Africa
- Un Economic and Social Commission for Asia and the Pacific
- Un Economic Commission for Europe
- Un Economic Commission for Latin America
- Un Economic Commission for Western Asia
- UN/FAO World Food Programme
- United Nations Environment Programme
- United Nations Development Programme
- World Food Council

The Federation is not in the habit of presenting written statements to ECOSOC and its subsidiary bodies. It has, on occasion, made oral statements at particular sessions, and while no complete record of such presentations has been kept examples can be given. At the session of ESCAP held in New Delhi in March 1975 a statement was prepared for presentation by the Federation's representative. For ESCAP's

32nd session in Bangkok in March 1976, though unable to be represented, the Federation sent a written statement on « Rural Development, the Small Farmer and Institutional Change ». The Federation has not been in a position to contribute written or oral statements to the technical commissions, though a number of them deal with matters of direct concern to the Federation's field of interest.

Consultations with members of ECOSOC and its subsidiary bodies or with the secretariat

Consultations with members of ECOSOC and other UN bodies are held at national level by the Federation's national member organizations. The Federation as such is excluded by its Constitution from holding consultations with individual governments of countries where it has members; it has no reason to consult with governments of countries where it has no members. Consultations between member organizations and national governments take place in the course of normal and regular contacts or as a result of memoranda submitted to members by the Secretariat of the Federation concerning particularly important issues to be discussed at intergovernmental level and which may affect farmers. Insofar as questions under discussion have been discussed within the Federation's own policy structures, members would normally expect, and be expected to, consult the Federation's policy prior to such consultations.

Consultation take place informally at Secretariat level from time to time, either on the occasion of attendance at meetings or with a view to discussing specific issues. Relations between the Secretariat of IFAP and the UN are generally cordial and consultations have always proved fruitful.

Co-operation with United Nations Organizations or Agencies

FAO Among the UN specialized agencies, the Food and Agriculture Organization is the natural main partner of IFAP. The Federation is represented by a permanent liaison officer based in Rome and members of the Secretariat from headquarters regularly attend FAO meetings. The Federation has attended on a regular basis the following FAO sessions since mid-1973:

--- Conference

Novembre 1973 — November 1975 : on both occasions, as at every FAO Conference to date, the President of IFAP addressed the Plenary;

- Council
Twice yearly :
the Federation has been represented at every session of FAO's Council since mid-1973;
 - Committee on Commodity Problems and its Subsidiary Bodies
most sessions where the Federation has considered that its presence might be useful and constructive;
 - Committee on World Food Security etc.
 - Regional Conference
in 1976 the Federation was represented at FAO Regional Conferences for Asia and the Far East, Europe, Near East.
- The Federation's representatives frequently make oral statements as observers at FAO sessions.

UNCTAD:

Since its creation, the UN Conference on Trade and Development has also become a major focus of the Federation's attention, both because it seeks to improve trade and development conditions of the developing countries where approximately half of the Federation's members are now located, and because actions initiated through UNCTAD and affecting trade in primary products would materially affect primary producers in all countries. The Federation is represented by a permanent though part-time officer based in Geneva. He is a retired Director of the Economic Analysis Division of FAO and closely follows developments in UNCTAD as well as ECOSOC in Geneva.

Meetings of the Trade and Development Board and the Committee on Commodities and subsidiary bodies are regularly attended by representatives of the Federation. For organizations with limited staff availability, attendance at UNCTAD meetings is made difficult by frequent suspensions of sessions and the fact that published meeting time-tables are often changed without notice. This also severely restricts possibilities of positive and constructive participation (presentation of oral statements) as opposed to a passive rôle confined to listening to the debates. Informal consultations with the Secretariat are regularly undertaken by the Federation's representative as well as by the Secretary General on the occasion of visits to Geneva.

The Federation was represented in Nairobi at UNCTAD IV where its Secretary for Developing Countries made a statement which was reflected in the Conference press as well as the local Kenyan press.

Other Organizations and Agencies

The Federation provides essentially moral support to UNICEF and is re-



FAO, by F. Bolts

presented at UNICEF NGO meetings by a permanent New-York-based representative. It is a member of the NGO International Year of the Child Committee.

The Federation enjoys consultative relations with the World Food Council and participates in its meetings, essentially the Preparatory Committee. Informal consultations are held regularly with its secretariat. Indeed, in an editorial in the Federation's monthly publication in September 1973 the name « World Food Council », was coined and a precise description of that body and its functions given, one year before its actual creation, in the following terms : « a permanent World Food Council composed of top-level executives to keep the world food situation under review, to gauge requirements and assess availabilities, to make recommendations on the maintenance of reserves or on the mechanisms which must be devised and resolutely applied in order to ban anarchy from world markets, ensuring essential supplies to all ». The 22nd General Conference of the Federation, meeting in Helsinki in June 1977, cabled a message containing proposals on the world food problem to the World Food Council which was meeting at the same time in Manila.

Farmers everywhere, as « guardians of nature », are intimately concerned with problems of the environment. For this reason, the Federation has followed closely the work of the UN Environment Program from its inception. It has a permanent representative based

in Nairobi. It was a member of the Environment Liaison Board (now disbanded) and supports the Environment Liaison Centre.

Though relations with the World Meteorological Organization are few and far between, the Federation was represented at the 7th Congress of WMO in 1975.

IFAP — which has always been a strong supporter of commodity arrangements — maintains contacts with the International Commodity Councils based in London. In November 1976, the executive heads of the Cocoa, Sugar and Wheat Councils participated in a discussion with the Federation's Executive Committee. Contacts are also maintained at Secretariat level. In December 1972 a Working Group of the Federation drew up proposals for an International Grains Arrangement many elements of which are reflected in plans currently under discussion by governments.

The International Labour Organization also presents an increasing interest for the Federation for consultative purposes, the more so as, over recent years, it has become more concerned with questions of rural employment. The Federation is normally represented at sessions of the ILO Conference and was represented at and made a statement of the World Conference on Employment in 1976.

Participation in Conferences
Sponsored by the United Nations
Every major Conference sponsored by the United Nations over the past four years has held an interest for agricultural producers. The Federation parti-

cipated in the following and prepared written or oral statements for presentation at each :

- UN Conference on the Human Environment, Stockholm, 1972
- UN World Food Conference, Rome, 1974
- UN Conference on International Women's Year, Mexico City, 1975
- UN Conference on Human Settlements, Vancouver, 1976
- UN Water Conference, March, 1977
- UN Conference on Desertification, Nairobi, 1977

With respect to International Women's Year, prior to and since that initiative, and as a direct result of it, the Federation's activities have been expanded. IFAP's liaison officer with FAO, based in Rome, also acts as officer-in-charge of women's questions, and she has been exceptionally active in promoting collaboration on an informal basis between organizations — non-governmental as well as governmental — interested in the problems of farm women.

Preparation of Papers and Other Materials

General requests for papers or other materials by ECOSOC and its subsidiary bodies usually cover subject areas which do not come within the scope of the Federation's mandate. According to our records, no specific request for such assistance has been received over the past four years, though should such requests be received, they would be carefully considered. Papers prepared for meetings of the Federation are systematically made available to organizations within the UN system as well as, more importantly, the policy conclusions and recommendations of the General Conference; the latter are also transmitted to national governments by member organizations. Through its membership in the Committee for the Promotion of Aid to Cooperatives (see below) the Federation contributed to the preparation of a report by the Secretary General of the United Nations to ECOSOC in May 1974 and to a Technical Advisory Note on 5th September 1975 recently finalized by UNDP.

Action in Response to UN Resolutions

As already noted, the Federation follows very closely the activities of governments within the UN network of organizations and on behalf of members, is required to analyse proposals for action with respect to their impact on farmers. A few examples can be given.

International Women's Year. The effects on the Federation's own activities of IWY has been mentioned above : it can be stated that IWY had a most

positive impact from this point of view.

The New International Economic Order. The Federation followed with interest the proceedings of the UN General Assembly Sixth and Seventh Special Sessions, the North/South Dialogue and other meetings concerned with NIEO. Since farmers and rural people especially those in developing countries are often not fully informed of meetings that affect their interest, the Federation provided accounts of these meetings to its members. Particular attention was paid to the concept of NIEO at the 22nd General Conference in June 1977. At that time, proposals were made for ensuring that the populations of the developing countries effectively benefit from impro-

nology at its 21st General Conference in Washington in 1975. There appropriate technology, especially in the field of agriculture, was discussed,

Because developing countries need to have a knowledge of alternative technologies, the Federation has been passing on information on agricultural technology to its members. Contacts have been made with institutions such as the Intermediate Technology Development Group on behalf of members. Although knowledge of simple techniques and simple farming tools are available, farmers are often not made aware of them nor are they given sufficient assistance to obtain them. The Federation is therefore endeavouring to encourage the use of simple-



Photo by John Taylor
WCC, Geneva

India,

vements brought about as a result of actions in this field, and more especially that farmers themselves benefit from price enhancement and market stability resulting from international actions on commodities.

Co-operation Among Developing Countries. Concerning collaboration between developing countries the Federation, either specifically or as a natural consequence of bringing farm leaders from different countries together, contributes to improved relations and collaboration between farm organizations. An activity currently being developed is the exchange of information on farm product and input prices and price formation in developing countries. Transfer of Technology, the Federation recognized the need for the transfer of technology from the developed to the developing countries and also the need to improve the indigenous tech-

nology and suitable machinery and techniques which are within the means of small farmers. These are frequently mentioned, inter alia, in the Federation's publication *Farming for Development* (Agriculteurs pour le Développement).

Transnational Corporations. IFAP is concerned with the activities of transnational corporations in the field of agriculture and the problem is therefore under study. Provision of information of the activities of such companies in the agricultural field, as well as the encouragement of joint activities between farm co-operatives to face up to the domination of certain farm-related sectors by such companies is undertaken within the Standing Committee for Agricultural Co-operation. Many UN resolutions, however, cover areas which fall outside the scope of the Federation's mandate and therefore are not acted upon.



US Soil Conservation Service : FAO, Rome, Italy

Field Collaboration and Joint Sponsorship of Meetings
IFAP is not seen by its members as a technical assistance organization. Its budget, subscribed by voluntary contributions from member organizations, is strictly limited to the amounts necessary to finance its small secretariat and related administrative costs.

The chief way in which the Federation makes a modest contribution to field programs is through its membership in the Joint Committee for the Promotion of Aid to Co-operatives. COPAC has as its members :

- Food and Agriculture Organization of the United Nations
- International Co-operative Alliance
- International Federation of Agricultural Producers
- International Federation of Plantation, Agricultural and Allied Workers
- International Labour Office
- United Nations Secretariat
- World Council of Credit Unions

The Secretary General of IFAP is currently the chairman of COPAC. COPAC aims to foster greater collaboration, at international and national level, between organizations concerned with the promotion of co-operatives. This is achieved through exchange of information, sponsorship of meetings, promotion of direct contacts between policy-makers from different organizations and so on. During the period concerned, two International Workshops have been sponsored by COPAC on co-operative development, in Hungary in 1974 and in the Netherlands in 1977. At both, participant were fifty per cent from

developing country co-operative movements.

The Federation sponsored, in Addis Ababa in July 1974, in collaboration with FAO and with participation from ILO and the Economic Commission for Africa, a Workshop for Farm Leaders in Developing Countries. This was the third such workshop in a series spread over several years.

Information Activities

The Federation regularly reports to its members on activities of governments at international level in areas of concern to its farmer-members. It endeavours to increase awareness among farm organizations and their leaders, especially in developing countries, of the importance of intergovernmental activities and initiatives and of the need for them to take an active interest in preparations for such activities, by seeking prior consultations at national level.

Information on UN activities is provided by the Federation to its members specifically, through the following channels :

- working documents providing a synthesis of major meetings presented to various sessions of the Federation : Executive Committee, regional meetings, General Conference;
- memoranda in case of particularly important sessions and meetings sent out prior to such meetings and indicating the interest for members and their farmer-members and suggesting various forms of preparatory action and consultation, including reference to relevant policy positions of the Federation;

- the publication at approximately six-weekly intervals of a Bulletin of Intergovernmental Activities which provides selective and succinct information on forthcoming meetings of interest to farmers as well as the major conclusions of past meetings.

Information on UN activities is also provided, to a broader public, in the Federation's monthly newsletter, IFAP News (FIPA Nouvelles), which regularly carries articles about or touching upon UN activities.

In both cases, the Federation considers it as its duty to report on meetings and initiatives of governments within the UN as it sees them and not simply in conformity to, for instance, official press releases. This means that information on UN activities provided by the Federation usually contains constructive, and sometimes severe, criticism of government action (or inaction).

The Federation subscribes to the views expressed in the Memorandum on Consultative Relations Between the Non-governmental Organizations and the UN in the Context of the Restructuring of the Economic and Social Sectors of the UN System drawn up by the Conference of «non-governmental Organizations in Consultative Status with the United Nations Economic and Social Council.

Paris, October 1977

La Consultation des ONG à l'UNESCO

Au moment où paraîtra ce numéro de notre Revue, la Conférence des organisations internationales non-gouvernementales entretenant des relations de consultation (catégories A et B) avec l'Unesco aura tenu sa seizième session à Paris. A l'ordre du jour figurait la présentation du rapport d'activités du Comité permanent par son président J. Malempré et des rapports aux colloques convoqués par la quinzième conférence des ONG, en particulier le rapport du colloque sur la contribution des ONG à l'établissement d'un nouvel ordre économique international » rédigé par le coordonnateur M. André Zweyacker, Représentant du Conseil mondial de la Paix.

On nous saura gré de verser à notre dossier de l'Unesco, à cette tribune, de

de Nairobi, l'autre année, pour introduire dans la résolution relative au rapport sexennal un alinéa qui prescrit au Di-

Le rapport du président du Comité permanent

larges extraits du rapport du président Malempré, en appelant l'attention de nos lecteurs sur les indications qu'il donne sur l'esprit et la pratique de la consultation, en même temps que sur le comportement des ONG dans une importante institution spécialisée dont les organes intergouvernementaux paraissent décidément n'avoir pas encore bien compris l'identité ni le rôle des associations indépendantes des Etats.

On prendra connaissance avec intérêt de ce qu'on pourrait appeler la démarche collective des ONG à l'Unesco qui, malgré ses entraves, a du moins été facilitée par le Directeur général de l'Institution et ses services.

Il est un point du rapport, que nous soulignons d'un trait gras, celui où le président du Comité permanent dit son « inquiétude ». Il s'est, en effet, trouvé une majorité à la Conférence générale

recteur Général de s'assurer que « non seulement elles (les ONG) respectent les principes de l'Acte constitutif et les normes établies mais qu'elles agissent conformément aux résolutions de la Conférence générale les concernant ..

Le rapport du président observe très justement que « cet aspect de la résolution tente de modifier la base sur laquelle se fondent ces relations de consultation entre l'Unesco et les ONG ».

On ne nous apprend pas la suite que le Directeur Général a donnée à la communication que le Comité permanent des ONG de l'Unesco lui a adressée à ce propos avant de quitter Nairobi.

Mais en tout état de cause il est certain qu'on ne pourra pas en rester là.

Les obligations du statut consultatif doivent être tirées au clair, le plus tôt sera le mieux et l'UAI y veillera pour sa part.

L Introduction

Selon les « Directives concernant les relations de l'Unesco avec les organisations internationales non gouvernementales », celles-ci ont la possibilité de prendre part à l'élaboration des orientations et du programme de l'Unesco :

- d'une part, à titre individuel, par des échanges entre le Secrétariat et chacune des organisations ayant le statut consultatif;
- d'autre part, sous la forme de consultations collectives. La Section V des Directives stipule que « les organisations internationales non gouvernementales admises dans les catégories A et B pourront, avec l'accord du Directeur général, se réunir tous les deux ans en conférence au Siège de l'Unesco, en vue d'examiner les problèmes que pose leur coopération avec l'Unesco et de faciliter la coopération entre les organisations ayant des intérêts communs » (Art. V.1)

La dernière Conférence des ONG, la Quinzième, s'est tenue au Siège de l'Unesco en novembre 1975. Le présent document constitue le rapport d'activité du Comité permanent qui fut chargé de la mise en œuvre des décisions prises par cette Conférence.

Ces différentes réunions ont été consacrées à la mise en œuvre des décisions prises par la Quinzième Conférence. Certaines d'entre elles impliquaient une action de la part du Comité permanent lui-même. Un plan de travail a été élaboré à cet effet.

Le présent rapport se limite à l'application par le Comité permanent lui-même des décisions qui impliquaient une action directe de sa part.

II. Réalisation du Plan de travail élaboré par le Comité permanent

1. Colloques et Table Ronde sur des aspects essentiels de la problématique d'un nouvel ordre économique international.

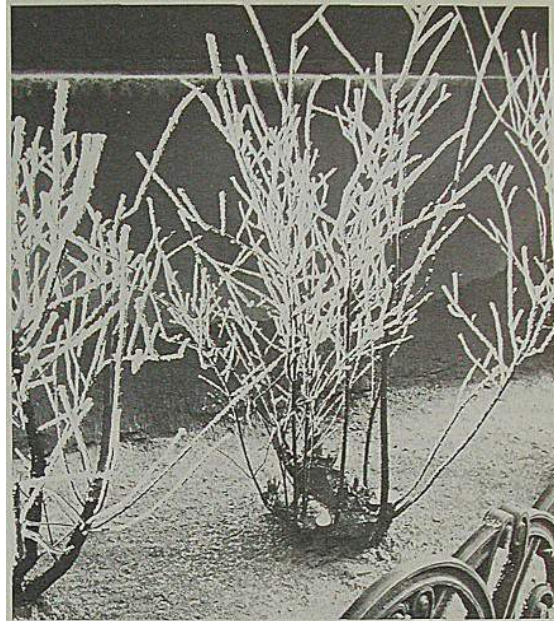
Trois colloques ont été organisés sur les thèmes suivants :

- « Contribution des ONG à l'instauration d'un nouvel ordre économique international » (décembre 1976).
- « L'alphabétisation dans le contexte de l'éducation permanente » (mars 1977).
- « Le désarmement, le développement et l'éducation pour la paix : leur influence réciproque » (juin 1977).

De nombreuses ONG ont pris une part active dans la préparation et le bon déroulement de ces différentes rencontres.

Sous la responsabilité de M. M. Baker, représentant le Conseil international des Unions scientifiques, ont été organisées, dans le cadre des réunions du Comité permanent de mars et décembre 1976, deux séances d'information sur les enjeux de la Conférence mondiale sur les Etablissements humains qui s'est tenue sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Il ne fait pas de doute que les colloques notamment ont permis des échanges d'informations et d'expériences entre les ONG sur certains aspects essentiels du programme de l'Unesco et qu'ils ont été l'occasion d'un dialogue fructueux entre le Secrétariat de l'Organisation et les ONG. Ce qui permet d'affirmer que de telles rencontres constituent l'un des lieux privilégiés de la consultation collective prévue par les Directives. Cela étant dit, il serait important que la Conférence procède à une évaluation sérieuse de ce mode de consultation, en tenant compte de certaines difficultés qui sont apparues ces dernières années. Les points suivants pourraient notamment être évalués par la Conférence : objectif des colloques et critères de choix des thèmes, mode de préparation, intervention du Secrétariat, rôle éventuel des experts, documents de travail, production souhaitée (rapports synthétiques, recherche ou non du consensus, adoption éventuelle de résolutions ou de recommandations, nature et portée juridique de celles-ci), etc.

2. Groupe de travail sur l'amélioration des mécanismes de la consultation collective et des méthodes de travail de la Conférence et du Comité permanent des ONG.



INBEL

La Conférence est saisie d'un rapport du Comité permanent sur « l'amélioration des mécanismes de la consultation collective et des méthodes de travail de la Conférence et du Comité permanent des ONG » en application de la décision n° 8. (Référence : Document NGO /CONF.16 /11 auquel est annexé un « Projet de modifications du règlement intérieur »). Ce document, préparé par un groupe de travail, a été discuté par étapes successives lors de plusieurs réunions du Comité permanent.

Il s'agit là d'une contribution importante en vue de l'amélioration des relations de coopération entre les ONG et l'Unesco. Le Comité permanent espère que la Conférence prendra les décisions qui s'imposent en s'inspirant de ces travaux.

3. Suites réservées à d'autres décisions de la Quinzième Conférence

Le document sur « Le concept des ONG et ses implications sur le statut consultatif avec l'Unesco », qui fut favorablement accueilli par la Quinzième Conférence, a été présenté au Directeur général conformément à la décision no 13. Le Directeur général a transmis

le document à titre d'information au Comité des ONG du Conseil exécutif lors de la 100e session. Ce Comité a annexé le document au rapport qu'il a présenté au Conseil exécutif (100 EX 26).

Il y a lieu de noter à ce sujet que chaque fois qu'il a été invité à s'exprimer en diverses circonstances sur la coopération entre les ONG et l'Unesco, ou lorsqu'il a estimé devoir réagir sur des questions particulières qui révélaient que le concept d'organisation non gouvernementale était différemment interprété par certains Etats membres, le Comité permanent s'est largement inspiré du document dans ses interventions.

Le Comité permanent a pris connaissance du « Mémoire sur les relations collectives entre les organisations non gouvernementales et les Nations Unies dans le cadre de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies », lequel a été préparé par le Bureau de la Conférence des ONG ayant le Statut consultatif auprès de l'ECOSOC, Compte tenu de la complémentarité de ce document par rapport aux travaux entrepris par le Comité permanent sur le

concept des ONG, il a été décidé d'avoir un échange de vues lors de la Seizième Conférence sur le statut et le rôle des ONG dans les organisations des Nations Unies et plus particulièrement l'Unesco.

III. Relations avec le Directeur général de l'UNESCO, le Conseil exécutif et la Conférence générale

1. Tout au long de son mandat, le Comité permanent a entretenu des relations de travail suivies avec le Directeur général. Le Comité tient à exprimer sa très vive gratitude à M. Amadou Mahtar M'Bow, et à ses collaborateurs de la Division des relations avec les ONG, pour l'excellente collaboration qu'ils n'ont cessé d'apporter à l'activité du Comité permanent tout au long du présent mandat.
2. Le Comité permanent a fait un exposé dans le cadre des réunions du Conseil exécutif lorsque celui-ci a notamment traité de la préparation du « Rapport sexennal sur le concours apporté à l'activité de l'Unesco par les organisations internationales non gouvernementales des catégories A et B », qui fut soumis par la suite à la 19e session de la Conférence générale. Il est également intervenu pour réaffirmer les points essentiels du document sur « Le concept des ONG » lorsque celui-ci paraissait faire l'objet d'une interprétation divergente de la part de certains Etats membres.
3. Enfin, le Comité permanent s'est fait représenter par son Président à la 19e session de la Conférence générale. Celui-ci y a prononcé un discours dans le cadre du débat de politique générale et est intervenu par ailleurs au sein de la Commission III au moment de la discussion du rapport sexennal sur la contribution des ONG à l'activité de l'Unesco. Les interventions avaient été préparées au cours d'une consultation du Comité permanent qui s'est tenue à Paris, le 6 octobre 1976.

Le texte de ces exposés a été mis à la disposition de l'ensemble des ONG. Au début du mois de novembre 1976, le Président a pris l'initiative d'organiser une rencontre des ONG représentées à Nairobi. Les quelque 40 organisations qui y ont participé ont exprimé leur vive satisfaction à l'issue de cette réunion, laquelle a favorisé une meilleure connaissance mutuelle, des échanges d'informations et une concertation sur certaines questions. Le jour de la commémoration du 30e anniversaire de l'Unesco, le Comité permanent a remis un message de félicitation au Directeur général dans

lequel il réaffirme sa fidélité aux Idéaux de l'Unesco et rappelle quelques uns des principes sur lesquels se fonde la coopération entre les ONG et l'organisation inter-gouvernementale. Il appartient à chaque ONG d'évaluer sa collaboration avec l'Unesco à la lumière des conclusions qui se dégagent de la 19e session de la Conférence générale. En ce qui concerne plus particulièrement la question de la République populaire de Chine, le Comité permanent n'a pas reçu un mandat pour défendre les points de vues individuels des ONG. Néanmoins, tout au long de l'exercice écoulé, le Comité permanent n'a ménagé aucun effort pour assurer au document sur « Le concept des ONG et ses implications sur le statut consultatif avec l'Unesco » la plus large diffusion.

La résolution relative au rapport sexennal (Référence : Résolution 7.33 de la 19e session de la Conférence générale) réaffirme toute l'importance qu'accorde la Conférence générale à la contribution des organisations non gouvernementales dans la réalisation des objectifs de l'Unesco. L'attention des ONG doit être attirée sur le souhait exprimé par la Conférence générale de voir les organisations internationales non gouvernementales refléter toujours mieux la diversité culturelle du monde contemporain par la multiplication de leurs branches nationales, notamment dans les pays en voie de développement. Lorsqu'il est intervenu dans le cadre du débat de politique générale à Nairobi, le Président du Comité permanent a exprimé la volonté des ONG de répondre à ce souhait de la Conférence générale, en soulignant cependant que cela implique au plan national que les organisations volontaires de caractère non lucratif puissent disposer d'un statut garantissant un minimum de liberté de réunion, d'association, d'information et d'expression. Après avoir souligné que la plupart des ONG contribuent bénévolement à la promotion des idéaux et objectifs de l'Unesco, le Comité permanent a demandé à la Conférence générale que les moyens financiers destinés à soutenir la coopération entre l'Unesco et les ONG sur des objectifs communs puissent à tout le moins progresser au même rythme que le budget général de l'Organisation. Le projet de résolution soumis à la Conférence générale par le Conseil exécutif laissait en effet supposer un effort moindre à ce sujet dans les années à venir. La 19e session de la Conférence générale ayant demandé « que la politique de conclusion de contrats avec les organisations internationales non gouvernementales compétentes pour l'exécution du programme soit poursuivie et développée, sans cependant que soient diminuées les subventions qu'elles reçoivent

déjà », il serait intéressant que la Conférence puisse connaître l'avis du Directeur général sur les suites qu'il entend donner à cet aspect de la résolution de la Conférence générale sur le rapport sexennal. Il est un dernier point qui a suscité l'inquiétude des ONG à Nairobi et à propos duquel le Président du Comité permanent a fait rapport lors de la réunion du Comité en décembre 1976. Il s'agit de la partie de la résolution relative au rapport sexennal qui demande que le Directeur général s'assure « que non seulement elles (les ONG) respectent les principes de l'Acte constitutif et les normes établies mais qu'elles agissent conformément aux résolutions de la Conférence générale les concernant ». Cet aspect de la résolution tente de modifier la base sur laquelle se fondent les relations de consultations entre l'Unesco et les ONG. Au nom du Comité permanent, le Président a attiré l'attention du Directeur général sur cette question dans une communication qu'il lui a adressée avant de quitter Nairobi.

IV. Relations Extérieures

Les relations extérieures du Comité permanent ont été développées sur la base des décisions de la Quinzième Conférence.

Dans toutes les actions qu'il a menées, le Comité permanent a eu le souci d'exprimer le point de vue commun des ONG, de défendre leurs intérêts collectifs, sans jamais faire écran aux relations individuelles entre les ONG et l'Unesco.

Le mandat qui s'achève a été marqué par :

- un effort d'information mutuelle et de concertation avec le Bureau de la Conférence des ONG ayant le statut consultatif auprès de l'ECOSOC;
- l'intensification des relations avec les Commissions nationales;
- la participation du Comité permanent au développement de la coopération des ONG en vue de l'Année internationale de l'enfant.

1. Concertation avec le Bureau de la Conférence des ONG /ECOSOC

Afin de resserrer leurs liens de coopération dans le sens souhaité par la Quinzième Conférence, le Bureau des ONG /ECOSOC et le Comité permanent ont convenu de promouvoir :

- un échange régulier des documents produits de part et d'autre;
- une concertation dans le souci, d'une part, d'éviter la duplication de certaines actions spécifiques et, d'autre part, d'organiser la collaboration en vue d'une réflexion et

d'un action commune sur des questions telles que l'acceptation par les Etats membres du concept d'ONG, l'amélioration des relations consultatives, etc.;

— un échange de représentation à leurs conférences respectives. Durant le mandat qui s'achève, les échanges d'informations ont été développés sur une base régulière. Lors de sa réunion de mars 1976, le Comité permanent a entendu un exposé de Mme R. Harris, présidente sortante de la Conférence des ONG/ECOSOC. Le président du Comité permanent a rencontré à plusieurs reprises Mme E. Ballantyne, présidente de la Conférence des ONG/ECOSOC, notamment à l'occasion des réunions au cours desquelles fut discutée à Genève et à New York la coopération des ONG dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant.

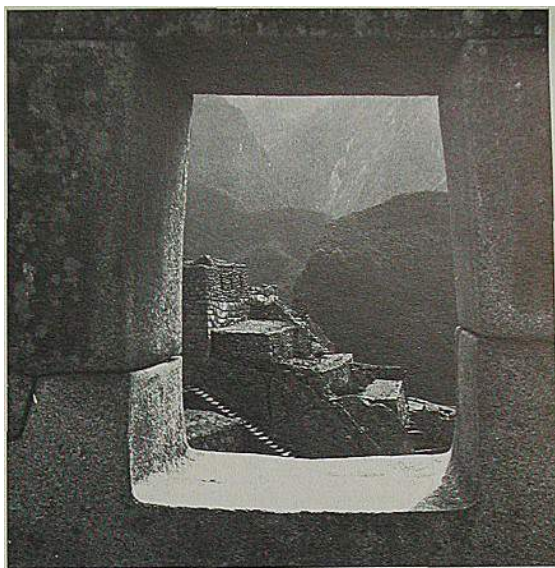
Enfin, le Bureau de la Conférence des ONG/ECOSOC a chargé Mlle A. Pacquier de le représenter à la Seizième Conférence des ONG /Unesco et d'intervenir sur un point de l'ordre du jour consacré à l'examen du statut et du rôle des ONG dans les organisations du système des Nations Unies.

2. Relations avec les Commissions Nationales pour l'UNESCO

Durant les deux consultations organisées au Siège de l'Unesco par le Secrétariat de l'Organisation à l'intention des secrétaires généraux des Commissions nationales s'est tenue une séance d'information sur les questions concernant les organisations non gouvernementales. Ces échanges de vues ont eu lieu le 26 février 1976 et le 1er mars 1977. Le Comité permanent y était représenté de même que plusieurs organisations internationales non gouvernementales.

Lors de sa session de mars 1977, le Comité permanent a procédé à une évaluation de ces séances de travail et a formulé un certain nombre de recommandations en vue d'une plus grande efficacité à l'avenir. Il a notamment été souhaité que les ONG soient informées suffisamment à l'avance des dates de la consultation et de la liste des Commissions nationales invitées. Le Comité permanent a exprimé le souhait qu'une journée au moins soit consacrée à l'examen de la coopération avec les ONG et qu'un ordre du jour soit préparé à l'avance.

Conformément aux décisions prises par le Comité permanent, le président a pris part aux travaux de la 6e Conférence régionale des Commissions nationales pour l'Unesco de l'Amérique latine et des Caraïbes (Bogota, juillet 1976), ainsi qu'à la 7e Conférence régionale de la région de l'Europe, tenue à Helsinki en avril 1977. A chacune de



Pérou-Machu-Picchu,
HERZOG

UNESCO / B.

ces deux Conférences, un exposé a été fait au nom du Comité permanent. Soucieuse de raffermir la coopération entre les Commissions nationales et les organisations non gouvernementales, la 7e Conférence régionale des Commissions nationales pour l'Europe a adopté à l'unanimité une recommandation - prenant note avec satisfaction de la volonté exprimée par le Comité permanent des ONG ayant le statut consultatif auprès de l'Unesco de favoriser la coopération entre les Commissions nationales et les organisations non gouvernementales, et invitant les Commissions nationales à resserrer par divers moyens leurs liens de coopération avec les ONG. Le Comité permanent ne peut que se réjouir de cette recommandation qui rencontre sur de nombreux points les préoccupations qu'il a souvent exprimées à ce sujet. Le texte de cette recommandation a été distribué à toutes les ONG et est disponible auprès du secrétariat.

3. Année internationale de l'enfant

Les présidents des Conférences des ONG ayant le statut consultatif auprès de l'UNICEF, de l'ECOSOC et de l'Unesco ont pris l'initiative d'une réunion qui s'est tenue à New York, les 27 et 28 juin 1977, au cours de laquelle

a été constitué un Comité des ONG pour l'Année internationale de l'enfant, ainsi qu'un groupe de coordination composé de huit organisations.

4. Invitations adressées au Comité permanent

Compte tenu des ressources limitées dont il dispose pour accomplir sa mission, le Comité permanent a estimé qu'il n'était pas en mesure de répondre aux invitations qui lui sont adressées individuellement par les ONG. Dans un souci d'équité, cette position de principe a été communiquée aux organisations. Il va sans dire qu'une telle attitude pourrait être remise en cause au cas où la Conférence des ONG viendrait à en décider autrement et mettrait à la disposition du Comité les moyens nécessaires pour réaliser une telle politique.

V. Questions Financières

Compte tenu de la cotisation très modeste de 300 Francs français par an et par organisation, le Comité permanent n'aurait pu mener à bien les différents projets évoqués précédemment s'il n'avait pas disposé de ressources financières complémentaires mises à sa dis-

position, sous la forme de contrats, par le Secrétariat de l'Unesco. Le Comité permanent tient à exprimer au Directeur général et à ses collaborateurs sa profonde reconnaissance pour l'aide qui lui a été accordée,

A quelques mois de la célébration par les Nations Unies du 30-ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, il n'est pas inopportun de rappeler la décision n° 17 prise par la Quinzième Conférence des ONG

on ce qui concerne l'amélioration de la procédure appliquée par l'Unesco quant aux informations qui lui sont communiquées sur des cas spécifiques de violation des droits de l'homme en matière d'éducation, de science et de culture. S'il est un domaine où l'action des ONG est bien nécessaire, voire irremplaçable, c'est bien celui de la défense et de la promotion des droits de l'homme. Le Comité permanent tient à remercier le Directeur général d'avoir communiqué le souci de la Conférence au Conseil exécutif. Il serait heureux, en temps opportun, que les ONG soient informées

des suites réservées à cette communication,

Le Comité permanent espère que ce rapport d'activité suscitera de la part de la Conférence une critique constructive et des propositions susceptibles de renforcer plus encore les liens de coopération entre les organisations internationales non gouvernementales en vue de la poursuite des idéaux et la réalisation des objectifs de l'Unesco.

Les ONG de l'UNESCO et le nouvel ordre économique et social

Nous croyons utile de reproduire intégralement le rapport établi sous l'étiquette d'un nouvel ordre économique international avec les diverses recommandations que ce document comporte, parce qu'il pose des problèmes de principe et d'orientation de l'action transnationale non-gouvernementale, qui requièrent nos commentaires.

Notre titre annonce notre position : le nouvel ordre économique et social. Nous aurions pu ajouter « culturel », éventuellement « humanitaire », en nous rappelant qu'à l'origine de l'Ecosoc, lors des travaux de San Francisco, l'idée fut logiquement émise, notamment par le professeur Fernand Dehousse, d'un « Conseil de la coopération internationale ».

* *

Car, toute considération politique mise à part, il n'est pas d'ordre seulement mondial. Dans Ecosoc, il y a soc et la contribution de l'Unesco, institution sociale et culturelle, au nouvel ordre mondial n'aurait aucun sens à nos yeux si l'on omettait cet aspect des choses. Il est vrai que le rapport indique (point 1) que l'expression de « nouvel ordre économique » a été « enrichie notamment par l'Unesco dans ses aspects sociaux et culturels ». Mais « enrichie » c'est trop peu dire : « équilibrée » vaudrait mieux on l'occurrence et les ONG, forces sociales et d'opinion, ont toutes missions d'y insister pour pondérer un

ordre qui apparaît d'intention interétatique dans sa finalité économique.

Cette intention est par ailleurs avouée là où il s'agit de respecter le tabou de la souveraineté nationale, selon une stricte interprétation de l'art. 2, par. 7 de la Charte de l'ONU. On comprend, mieux on admet que (point 10) « les ONG considèrent l'urgence d'obtenir que la nouvelle forme d'exploitation et d'ingérence dans la souveraineté nationale inhérente au développement des entreprises transnationales à travers les continents, soit l'objet d'une vigilance attentive ».

Mais tout autre chose est le rôle des ONG là où le vœu est émis (point 13), que la coopération soit développée entre l'Unesco et les ONG tout particulièrement dans le champ d'action de la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies, singulièrement dans le sens d'une association des ONG à l'élaboration de la procédure de recevabilité des plaintes déposées auprès de l'Organisation concernant les violations des Droits de l'Homme.

Ici, on ne peut plus parler même ment de non-ingérence dans les affaires des Etats, car les ONG vouées au respect des droits de l'Homme perdraient leur raison sociale d'être et — renonceraient à leur mission transnationale de vigilance et de contrôle — si elles ne

regardaient pas et ne jugeaient pas à (ravers les frontières de la souveraineté nationale. Une association comme « Amnesty » franchit forcément le seuil de la souveraineté nationale dès lors qu'elle n'est pas requise par l'Etat concerné, ce qui est généralement le cas.

Le concept de transnationalité prend ici tout son sens et on sait la campagne de notre Institut pour qu'il s'applique au réseau des associations non-gouvernementales sans but lucratif alors que la tendance du système onusien est de réserver ce concept aux entreprises de profit, à plus proprement parler « multinationales », selon l'expression initiale des premières résolutions de l'Ecosoc. Mais il y a beaucoup à dire de cet aspect conceptuel des relations internationales et nous y reviendrons.

Le rapport :

Du 8 au 10 décembre 1976, un colloque s'est tenu au Siège de l'Unesco, à Paris, sur la contribution des ONG à l'établissement d'un nouvel ordre économique international. L'expression de « nouvel ordre économique », sans être tout à fait familière, était cependant connue. Née d'une analyse faite par les pays non alignés de la situation économique du monde, largement diffusée par les conférences de l'Organisation



des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, enrichie notamment par l'Unesco dans ses aspects sociaux et culturels, il était nécessaire que fut défini son contenu.

C'est ce que tentèrent de préciser les participants à la table ronde du colloque dont le sujet était: peut-il exister un consensus sur le contenu d'un nouvel ordre économique international ? Le débat en fut riche et animé et d'un niveau remarquable dû à la qualité des intervenants. Force est de dire qu'une réponse unanime ne put être apportée à la problématique posée. Cependant la séance qui suivit permit d'analyser les difficultés, les objectifs et les conditions de la mise en place d'un nouvel ordre économique international.

Un large accord s'est dégagé :

- sur la constatation que les relations économiques internationales actuelles, marquées par des rapports de domination, ne sont pas de nature à favoriser le progrès des peuples;
- sur l'objectif final à atteindre : la pleine application des droits de la personne humaine c'est-à-dire la possibilité pour tout être humain de se réaliser pleinement; ce qui implique l'intégration dans la conception d'un nouvel ordre économique international des dimensions sociales, culturelles, éducatives et scientifiques liées à la notion de développement.

A la confluence des deux courants qui se sont manifestés durant le colloque, il est apparu que si le nouvel ordre économique international nécessite des transformations profondes dans les structures économiques et sociales, il requiert aussi un changement fondamental des attitudes et des mentalités. Le colloque a insisté sur la nécessité de promouvoir l'idée d'un nouvel ordre économique international dans l'opinion

publique, afin que celle-ci puisse intervenir pour créer les conditions de sa réalisation. Il a recherché les obstacles à cette promotion, étudié le rôle dévolu à l'information et à la communication dans ce domaine, affirmé l'importance du processus éducatif pour y parvenir. En se félicitant de l'action engagée par l'Unesco pour la contribution à l'établissement d'un nouvel ordre économique international, les ONG présentes ont adopté les recommandations suivantes :

Recommandations

Les ONG présentes au colloque sont persuadées de la nécessité d'édifier un nouvel ordre économique international dans lequel la force ne primera plus le droit, où la puissance des armes ou de

l'économie n'aura plus raison de la liberté des nations et des peuples, où les cultures nationales pourront se développer pleinement, où un pays ne sera plus considéré comme riche lorsque des catégories sociales y vivent dans la pauvreté, où des influences extérieures ne feront plus obstacle au choix des citoyens quant à leur régime économique et social, où, enfin, les droits de l'homme seront unanimement promus et respectés, grâce notamment, à une priorité sur l'économie et la société, des personnes entretenant des rapports plus chaleureux et plus humains. Les ONG affirment leur volonté :

- de travailler à changer les mentalités, les attitudes quant à la pauvreté et à la puissance de l'argent;
- de mettre en valeur la solidarité des populations des pays en voie de développement et des pays développés en démontrant qu'un nouvel ordre économique international est à l'avantage des uns comme des autres;
- de combattre la notion globale de pays riches et pays pauvres en montrant que dans chacun de ceux-ci il existe des catégories sociales riches et pauvres.

Les ONG réaffirment avec force :

- qu'un nouvel ordre économique international passe par la suppression de toute forme de domination coloniale, de discrimination raciale, d'apartheid, de violation des droits humains sous toutes ses formes;
- que l'établissement d'un nouvel ordre économique international dépend en grande partie des progrès réalisés dans le domaine du désarmement, de la sécurité, de la coopération et de la paix;
- qu'un nouvel ordre économique international implique une concertation de tous les Etats sur une base d'égalité facilitée par la pratique de

Van Gogh « Les Aliscamps » 1888



la démocratie politique, économique et sociale dans chacun d'eux.
Les ONG considèrent l'urgence d'obtenir :

- que la nouvelle forme d'exploitation et d'ingérence dans la souveraineté nationale inhérente au développement des entreprises transnationales, à travers les continents, soit l'objet d'une vigilance attentive;
- que les transferts de techniques soient faits dans la volonté de donner des possibilités au propre développement des pays dans lesquels ils sont momentanément envisagés;
- que les produits des richesses découlant de l'exploitation de la terre, des techniques et de la science soient répartis au mieux dans les pays où la vie d'êtres humains est en danger permanent.

S'adressant aux gouvernements, les ONG demandent :

- qu'ils développent leur activité et prennent des initiatives, concrètes aux niveaux national et international, pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international;
- qu'ils mettent en œuvre la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, adoptée par les Nations Unies;
- qu'ils contribuent à promouvoir un nouvel ordre d'information éliminant les rapports de domination dans ce domaine;
- que les moyens de grande information doivent faire largement connaître aux peuples du monde les objectifs d'équité, d'égalité souveraine, d'interdépendance, d'intérêt commun et de coopération entre tous les Etats, ces objectifs constituant, ainsi qu'il est dit dans les Résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, les bases d'un nouvel ordre économique international;
- que l'accès aux moyens d'information soit largement ouvert et permette constamment aux branches nationales des ONG d'y jouer leur rôle dans la promotion d'un nouvel ordre économique international;
- que l'information concernant les pays en voie de développement émane de plus en plus de ces pays eux-mêmes et, à ce sujet, appuient la Résolution générale de l'Unesco relative à la création d'une agence de presse des pays non alignés.

S'adressant à l'Unesco, les ONG la félicitent du travail effectué pour la promotion d'un nouvel ordre économique international et pour les perspectives dégagées dans son programme d'action; elles expriment leur accord avec la Résolution adoptée par la 19e session de la Conférence générale sur la contribution de l'Unesco à l'instauration d'un nouvel ordre économique international; elles auraient cependant

souhaité y voir figurer une référence explicite à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Elles émettent les vœux suivants :

- qu'en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et sa Commission des droits de l'homme,
 - soient accentuées les recherches sur la façon dont sont vécus les droits de l'homme et qu'une attention encore plus soutenue soit portée aux droits de l'enfant, et soient explicités davantage dans une formulation concrète et accessible les droits dont dispose la personne humaine;
 - que les ONG puissent être associées à l'élaboration de la procédure de recevabilité des plaintes déposées auprès de l'Organisation concernant les violations des droits de l'homme;
 - que soient explorées les voies d'une éducation pour un nouvel ordre économique international;
 - que les ONG soient plus largement associées à la révision effective des manuels scolaires entreprise sur le plan bilatéral par les Commissions nationales sous l'égide de l'Unesco pour la disparition des préjugés et des incompréhensions entre les peuples;
 - que soit développée la recherche sur l'influence des sociétés transnationales dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information, en liaison avec les ONG syndicales et les autres ONG intéressées;
 - que la contribution de l'Unesco, en matière d'éducation, comporte des enquêtes, des recherches et une action pratique tendant à développer et améliorer la formation scientifique et sociale des économistes dans le sens des objectifs assignés au nouvel ordre économique international;
 - que l'Unesco entretienne des consultations régulières avec des groupes d'ONG sur une base sectorielle.
 - que les ONG soient plus efficacement associées aux études et recherches entreprises par l'Unesco.
- Enfin, s'adressant aux ONG elles-mêmes, le Colloque réaffirme la nécessité de faire comprendre à l'opinion publique que le système des Nations unies, dont les mécanismes peuvent être améliorés, est le lieu irremplaçable de la concertation internationale pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international.
- Le Colloque s'adresse aux ONG pour leur demander de faire un effort exceptionnel d'information au près de l'opinion publique afin de rendre accessible à tous ce que recouvre un nouvel ordre International, économique, social et culturel, et les modifications heureuses qu'il pourrait apporter jusque dans l'existence quotidienne de chacun.

Le Colloque s'adresse également aux ONG pour qu'elles encouragent leurs branches nationales à insister auprès des gouvernements de leurs pays respectifs, afin que ceux-ci soutiennent financièrement les programmes d'information des Nations Unies et de leurs agences spécialisées, dont l'Unesco, en vue de promouvoir les objectifs d'un nouvel ordre économique international dans l'opinion publique. Il encourage les ONG à développer leurs activités dans le sens d'une plus grande universalité. Il recommande une meilleure information mutuelle des ONG et lance l'idée d'un fonds commun de documentation qui permettrait à chaque ONG de mieux connaître les activités des autres organisations.

Le Colloque prend note de la suggestion faite concernant l'édition éventuelle de livres et documents sur l'approche réelle des conditions de vie à la fois sociales, économiques et culturelles, dans différentes parties du monde, conditions qui sont trop souvent occultées par les moyens publics nationaux d'information.

Il souligne la nécessité d'une plus étroite coordination entre les activités des ONG accréditées auprès des diverses agences spécialisées du système des Nations Unies.

Déjà engagées par leurs activités spécifiques dans la voie de la solidarité transnationale, les ONG affirment leur volonté de contribuer plus efficacement encore à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elles invitent le Comité permanent des ONG à diffuser largement les conclusions de ce Colloque.

P.S. — La documentation pour la seizième conférence des ONG nous a apporté un projet de résolution d'une importante association qui, dans son texte, s'adresse « respectueusement » au Directeur Général de l'Unesco comme pour lui demander un faveur. Nous sommes sûr que le Directeur Général ne demande pas cette expression de respect qui a une tonalité de subordination et d'humilité à l'égard des Etats et de l'organisation interétatique. A cet égard, notre colloque de Genève, soucieux de la considération, disons précisément du respect dû aux associations non-gouvernementales, entités transnationales, indépendantes des Etats aussi bien que des forces transnationales de profit, a particulièrement fait appel à la dignité des ONG. On aura bien entendu fait la différence entre une formule respectueuse de politesse, valable pour tout le monde, et une formule de supplique qui n'est pas de mise. Nuance !

Enhancing communication at a large conference festival

Introduction Introduction

The purpose of this document is to outline some practical options for use of computer-conferencing techniques to facilitate a variety of interactions between participants at a large conference /festival /exhibition. The document has been prepared in response to the encouragement of the organizers of several large conference /festival events who are looking at the possibility of using such techniques in the near future.

It cannot be stressed too strongly that the advocates of this approach consider it to be a breakthrough in interpersonal communication of as much significance as was the telephone. Many new forms of interaction become possible, particularly that of making contact (possibly anonymously) with people whose names one does not know but who have similar interests and projects. This type of communication environment can support a whole new style of people-organization. However, there is a real difficulty in explaining the nature of this breakthrough into an « altered state of communication ». « Most of our intuitions about face-to-face interaction simply do not apply to this new and unusual form of communication. In computer conferencing, time and distance are dissolved... Each person's « memory » of what has been said is accurate and complete. And everyone may speak at once or listen at leisure. With such features, it is not surprising that computer conferencing might actually establish an altered state of communication in which the realities of face-to-face communication are distorted and entirely new patterns of interaction emerge » (Jacques Vallee).

This document will not give detailed background information on computer conferencing, since an explanatory survey covering a variety of viewpoints has been produced as a special issue of Transnational Associations (October 1977).

As opposed to the main use for which computer conferencing is advocated, namely linking people who are geo-

graphically dispersed, this document focuses on its use for linking people attending a large conference or festival. This does not exclude the possibility of linking in people at more distant locations.

It is vital to understand that a conference/festival is not dependent upon the use of this technique, if employed, but that it is a catalyst and support for new kinds of interaction. Participants can choose to use it or ignore it as they see fit.

Context

Experience with conferences of more than about 40 participants indicates that despite physical proximity people frequently do not « make contact » although they may have common concerns, interests, etc. It is not uncommon for people to recognize their mutual interest at some closing event or even months or years after the occasion at which they were both present. Since a principal objective is to use the concentration of human resources for participants to further their shared concerns, missed contacts are a sign of sub-optimum organization.

A conference /festival which only encourages participants to maintain a role of « consumers » of exhibits, lectures, and displays does not make use of the « critical mass » of people present. Many participants would be pleased to benefit from the stimulating influence of the occasion to make other things happen, to explore shared interests with others who may be present, and to bring new projects into being. This introduces a special dimension of spontaneity and creativity which no other occasion can adequately provide. Although not essential, computer-conferencing techniques can do much to make this « multiplicative interaction » take wing and to nurture its development. It can certainly take a lot of the burden off the organizer.

It is also true that the more active or eminent participants tend to suffer from « contact overload » because of

the time which each face-to-face contact demands on such occasions. Such key people therefore normally have to « manoeuvre » to reduce the risk of new over-demanding contacts thus reducing their value to the occasion and cutting themselves off from some new contact which they would find valuable. Computer-conferencing provides a means of « filtering » contacts without « loss-of-face » to either party. It helps to improve each person's use of his own time and energy. The opportunity for anyone to send messages to anyone means that question /discussion periods at the end of lectures do not have to bear such a communication load and are not terminated at some arbitrary moment by time constraints. Those most involved can continue to interact via a computer conference. Participants can continue to ask questions of the speaker via computer without competing for question time at the end of the lecture. (Similarly participants can leave messages for exhibitors to send them documentation if a stand is busy.) Such opportunities illustrate the significance of this new communication support as a new level of subtle organizational support for people interaction. Its full significance remains to be understood.

Goals

An ideal checklist of communication requirements during a conference has been developed (International Associations, 1976, pp. 34-37). But this goes beyond some of the current possibilities. It is useful to note briefly the following realistic goals which a conference /festival should attempt to achieve:

— Each participant should leave with the belief that he or she has been provided with an environment which made possible the optimum number of useful contacts under the circumstances (including unexpected, serendipitous contacts) and that the limit to further contacts and sharing did not lie with communication obstacles in the conference /

festival process but with his or her ability or desire to handle more links.

- Each participant and group representative should leave with the belief that the communication process has facilitated (rather than hindered) the emergence of whatever new joint activities / projects were possible, between what ever possible coalitions of people and groups, with whatever degrees of coordination were possible.
- Each participant and group representative should leave with the belief that through their interaction during the conference / festival they have satisfactorily enriched the communication data base which facilitated their interaction and which can be appropriately used without loss of momentum to develop follow up contacts (mailings, publications, etc.) prior to the next occasion. (In effect the communication environment is made up of an evolving network, a new kind of decentralized organization with many focal points. Each succeeding conference / festival merely reinforces and re-energizes the whole process.)

Description

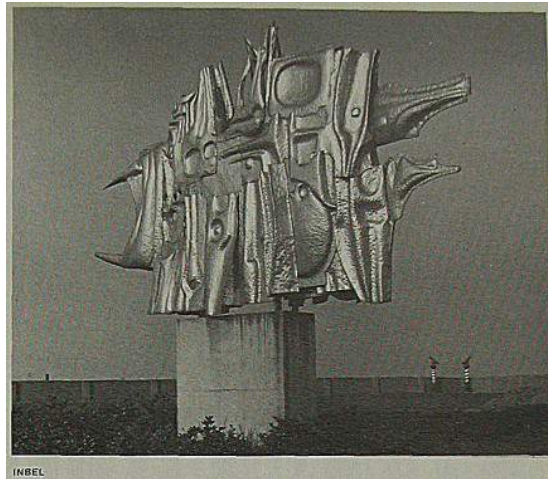
The following description has been divided into two parts :

A Participant's perspective
 B Organizer's perspective.
 Clearly unless the first constitutes a credible and desirable environment, the second is irrelevant. However, providing a description from the participant's perspective necessarily precludes a logical step-by-step explanation. Some points are therefore repeated or could be much more succinctly expressed from the second perspective.

A : Participant's perspective

1. Entry: Participants would register or purchase tickets in the normal manner (possibly in advance to reduce queuing), since this process should not be disrupted.

2. Communication environment : Various means would be used to make participants aware that they are entering a « communication environment » (such means could include preliminary write-ups, hand-outs to those queuing, leaflets in preliminary mailings, etc.). Participants should be made aware that they can choose to increase or decrease their involvement in the communication process. Clearly the minimum level of communication is to simply purchase a ticket, examine the exhibits, then leave. Greater involvement is achieved by talking to exhibitors or



trying out some of the exhibits, where appropriate. These are the conventional options on such occasions.

3. What's on: Should a participant desire to become slightly more involved in the communication environment, he may simply want to identify what spontaneous get-togethers are emerging as a result of the interaction between those more deeply involved. (Some of these get-togethers may be face-to-face meetings or lectures in rooms selected up to the last moment according to indicated attendance; others may be group discussions with stored messages via computer, particularly where face-to-face meetings are unnecessary or impossible because of the tight or incompatible schedules of those interested, or the limited availability of appropriate rooms; the latter may lead to the former, and the former may be continued by the latter). To obtain this information, the participant would go to one of several information desks around the festival area. There he could be supplied, possibly for a minimum fee (e.g. \$ 4.25), with a copy of the latest activity report relating to the general area of his interest. (Such reports could be generated every hour or so, edited with computer assistance, and then duplicated.) If he wanted more detailed or up-to-the-minute information, this could be obtained from the computer terminal at the information desk with the assistance of those stationed there (again, possibly for a minimum fee, say \$ 0.50). With his information the participant can then choose whether to attend any of

the « open » events or involve himself further in order to participate in some - of the special interest event.

4. Sending messages : The participant may wish to limit his further involvement to sending a message to one or more identified participants, e.g.
 - you left your coat in my car; I will be at Stand 42 from 10.30 til 10.45.
 — I liked your lecture; do you know of J.R. Webster's book on the topic. Title : Tomorrow and Again.
 — I liked the questions you asked at Smith's talk. If you are free I will be at meeting point 15 at 2.30.
 — Make sure you speak to Ken Jones on Stand 29.

Such messages do not require that the participant identify himself. To send them, the participant can go to any - information desk and either dictate them to the assistant there or fill out a message form (rather as when sending a telegram). The participant would normally be charged some suitable fee for each message.

5. Receiving messages : In order for the participant to be more involved he needs to be able to receive messages. Such messages will be stored by the computer until he deletes them. But for the computer to store them it needs an « address » or identifier for him. The simplest address is the participant's name. This may be used for sending « general messages » when it is not known whether someone is more specifically identified. (It is not very satisfactory because John R. Smith may list himself as J. Smith, of which there



INBEL

could be several. And people sending messages to J.R. Smith would miss him. However, the organizers may arrange for someone to link such partial identifiers to precise identifiers where the messaged participant is in fact more involved.)

6. Acquiring a conference /festival identity : The next level of involvement is that at which the participant effectively fills out a « communication form », if he so desires. The form could also be sent out (and returned) in advance by mail or be included in the periodical produced by the organizers. It could be handed to people whilst queuing and would be available at information desks. Or the contents could be dictated at an information desk. The main purpose of the form

is to allocate a unique identifier to the participant (this could be the entrance ticket number, registration number, an alphabetic code, or some other number).

The participant can fill out as much or as little of the form as corresponds to his intentions and interests. The contents can be revised whenever necessary during the conference/festival. Such a form might include items such as :

- *unique identifier*
(possible pre-stamped on the form)
- *pseudonym*
(if the participant does not wish his real name to appear in the participant directory and wishes to exchange messages anonymously or with known contacts)

- name — **address**
(the address may be omitted entirely, only supplied in order to receive mailings, or also supplied for listing in the participant directory)

- *organization(s) represented*

- *topics of interest*
(topics in a standard checklist could be selected; non-standard or new topics could also be listed by the participant).

Other details could be included concerning : what he or she wants to contribute to or get out of a sharing process on a particular topic; the maximum size of group in which he is prepared to participate; preference for lecture, discussion, action, etc. Again a fee could be charged to cover the cost of inserting this information into the computer.

7. Exchanging messages: Once the participant is identified in the communication environment, his name or pseudonym is listed in a conference, festival directory which is maintained on computer. (It may be « consulted » via any terminal or information desk, parts of it may be listed on request and (or a fee for participants interested in a particular topic, but is unlikely that the whole directory will be listed out and distributed.) The participant will now start to receive messages of various kinds. They will be stored in the computer either for visual inspection at any terminal or else he may request that they be listed out on paper every hour (or collection at a « pigeon-hole »). The nature of the messages will be determined by the information and « filters » supplied in the « communication form ». Messages may include any of the following:

- invitations automatically addressed to anyone interested in a standard topic (or combination of topics)
 - reminders to visit certain Stands
 - reminders to attend certain lectures, panel sessions, etc. at the festival or in the future.
 - reminders to purchase certain products or services (e.g. books, periodicals, etc.).
 - calls to subscribe to a declaration on some current issue
 - calls for collaborators on a joint project.
 - calls for papers for a future conference.
- invitations specifically addressed to the participant in the light of something he or she is known to have said or done at the festival/conference or previously
 - suggestions that he meet up with a group of people for an informal discussion
 - suggestion that he speak to a group on a topic (possibly of his choice), either during the conference /festival or at some later date
 - suggestion that he participate in one or more computer miniconferences (see below).
- a variety of messages from people who want to make contact with him, give him information, or pass on messages from friends (e.g. « Don't forget that Jane wants us to meet at 5.00 pm to go with the others to Bill's. Don't forget the leaflets. Anne »). The possibility of exchanging such apparently trivial messages increases the fluidity of any occasion as much as the telephone increased the fluidity of normal social life in comparison with the messenger era of the past. He may also send questions to other identified participants to which they

can respond if they so choose. Some of these exchanges between two or more people via computer may be continued sporadically throughout the duration of the conference, particularly if the people concerned have commitments which prevent them from getting together in one place.

8. Joining a computer-conference : The next possible level of involvement for a participant is to link together with up to 50 or more people in a « computer mini-conference » on a special topic on which they all have an active interest. Some computer mini-conferences may be deliberately prepared by the organizers prior to the occasion in collaboration with interested individuals or groups. Others emerge in the light of the meeting process, possibly stimulated by a particular lecture or other event, or possibly as a result of the networking activities of one individual or group. A participant can collaborate in as many of the computer mini-conferences as interest him — and in each he will be linking with a different network of people. From the participants point of view, one of these mini-conferences operates in the following way :

- he registers himself by a message to the focal person for the mini-conference who incorporates his name in the list of members of that conference,
- the new participant may now obtain any of the following (either directly on a terminal or listed onto paper) :
 - list of other participants and their interests
 - the current « agenda » of that mini-conference
 - the text of statements made by one of more participants on any agenda item
- as a participant he may now
 - send private messages to any of the other participants in relation to any agenda item
 - make general statements on any agenda item for examination by all participants
 - propose new agenda items (e.g. projects, discussion points, etc.)
- one of the conference participants may take on the role of « editor » in order to
 - select and structure the stored statements into a draft « report » or « news bulletin », if such is required
 - amend a draft report in the light of comments from the other participants, then list it for duplication and circulation.
- as a participant he may express a « feeling /vote » on any stored statement to help the group move toward some degree of consensus.

— as a participant he could use a private « work space » to draft out a major statement, sharing it with selected other participants of that mini-conference, before releasing (or general consideration).

Clearly a particular mini-conference may range from a casual interchange (without any effort to reach conclusions or produce a collective statement) or else it may be a very intensive interchange using all the facilities available. It is up to the participant to choose his preferred mode in each case. If he is simultaneously a member of other computer mini-conferences, he may (within a space of minutes, or at his convenience) bring up to date his contributions to each of them.

9. Conference/festival networking : That last possible level of involvement for a participant is as an activator or network broker. Such key individuals may choose to make it their function to scan the conference/festival directory (possible in the light of messages exchanged with other key people) in order to propose to specific people that they meet together or that they link together in a computer mini-conference on topics they apparently have in common. They may also chide some of their participant-friends for inappropriately defining themselves on the communication form, and thus disguising their full importance to the occasion and to others present. Others may selectively survey participants to determine what mental models they are using which may influence the kinds of topics (and people) they believe to be mutually relevant. Such models can be distributed to participants or displayed on wall charts on a special Stand. This kind of activity help people to see « where they are at » in relation to other participants.

10. Involving other towns and countries : Not everyone can be physically present at a conference/festival some or all of the time, whether because of the cost of travel, or because of other commitments, or because they are only interested in a special aspect of it which does not justify their presence. On the other hand some may not wish to be physically present for personality, prestige or political reasons and would prefer to participate under a pseudonym from a distance. Such individuals and groups can however participate more or less directly by the following methods :

- by telephoning a conference/festival message desk (a) to see whether there are any computer-stored messages for them, and (b) to dictate messages to be stored (or other participants (possibly as members of mini-conferences)

- by a computer terminal linked by telephone line to the network of terminals at the conference /festival (e.g. a terminal already installed for other purposes at a university or some other institution)
- by telephoning to a message desk at the location of the nearest terminal (a) to see whether there are any computer-stored messages for them, and (b) to dictate messages to be stored for other participants.

It would appear that there are many unexplored possibilities (or using « intermediate » techniques (including hand distributed message lists, telephoning messages to free terminal locations and using the telex network) to link people and groups at distant locations into the conference /festival network.

11. Computer games, art and distractions : Aside from facilitating the sharing process between participants, at the conference /festival or elsewhere, the availability of computer terminals permits other (alternative) uses, either by particular exhibitors demonstrating on special stands or by participants in general.

Possibilities of interest of participants include :

- various computer-based games (e.g. ecological games, decision games, educational games, etc.), computer simulations, etc.
- computer games for children who rapidly develop familiarity with terminals and the whole environment which they render possible.
- computer art (e.g. poetry, images, cartoons, etc.).

In each case participants can become actively and creatively involved in the use of these devices — whether for serious purposes or simply because they provide an amusing form of distraction.

In those cases where more than one terminal is used, there is no reason why some of the terminals should not be in other towns or countries. So, for example, a (ecology) game might involve participants at several US universities (e.g. the World Game group initiated by R. Buckminster — Fuller).

12. Other possibilities : The exciting thing about this new technique is that its special significance lies not in what the organizers expect participants to use it for, but rather in the other possible uses which will emerge as participants recognize its possibilities for helping them to do what they want to do better. And it is the young people who open up these possibilities most quickly.

B : Organizer's perspective

1. General organization : The presence of computer terminals and the use of computer conferencing techniques need not affect the general organization of a conference /festival. Such facilities are present to assist participants if they so wish, their presence does not make the communication dependent upon them. They may however assist the organizer.

2. Number of terminals VS. number of participants : The number of terminals which can usefully be installed needs to be explored in the light of the costs. Basically it is better to have

more terminals rather than less. For,

pectable number at one location for a specialized conference. Given that some (say 5) would have to be allocated to information desks, some to « networking stands » (say 3), some for games and art (say 2), some for the organizer (say 2), this does not leave many available for casual use at a large conference/festival. It would seem that in a large conference /festival of, say, 2,000-5,000 persons physically present, a minimum of 32 terminals would be necessary on site to enable the computer conferencing process to take wing successfully. At any lower number, some useful computer-based interaction could be facilitated and supported, but always with the danger of making it a gimmick rather a genuine adjunct to the communication



Peter-Paul Rubens — The Steen Park

INBEL

as with the telephone, the whole communication process is disrupted if participants have to wait an inordinate length of time before being able to

check for any messages received and to send messages of any kind. It would be counter-productive if only one terminal could be installed, for example, since its status as a « demonstration technique » would only impress the « hardware nuts », alienate the « people people », whilst contributing nothing to the communication process. A crowd of people around one terminal can represent a communication failure rather than a success. The availability of an unoccupied terminal is in fact an encouragement to a participant to explore the opportunities of this new medium.

Terminals : Preliminary contacts indicate that 16 terminals is already a res-

process.

Participant/users: Of those physically present, probably only a small percentage of active participants (say 5-10 %) would want to use the computer-conferencing facility several times per day. Others (say 10-20 %) would use it to exchange occasional messages, and others not at all. These percentages would of course vary with the kind of meeting and the subject matter but they can be controlled by varying the basic charges (or even by increasing the cost to reduce the demand at peak periods during the conference day). This is obviously not particularly satisfactory since it constitutes an artificial constraint on communication. But until more is known about how to balance demand against terminal/computer availability, it is a realistic and effective approach.

3. Obtaining terminals : Since there are few precedents for the use of this technique at large conference /festivals, especially outside North America, there may well be difficulty at present in obtaining many terminals for a one week period — although this should not be the case in the near future. Some of the standard ways around this are :

- contact the major hardware manufacturers to see whether they have spare equipment and are interested in the occasion as a promotional exercise.

- contact the companies leasing computer hardware.

Alternatively, or in combination with the above :

- contact the « computer underground » of people in the computer world who locate and use computer « free-time » for fun and are happy to share their enthusiasm on an appropriate occasion

- contact large universities which have networks of terminals (and may well be using the conferencing process with students).

The problem is to blend together the various opportunities which these different kinds of contacts can offer in the light of their respective costs. It may, for example, be possible to get enough terminals at an acceptable (subsidized) rental cost, by working with three different contacts.

The technology is developing very rapidly and, with the introduction of mini-processors, an interesting form of computer conferencing is possible with a set of « multi mini-processors » involving up to 16 terminals. One approach might therefore be to use two independent sets with whatever constraints that implied.

4. Obtaining computer time : Obtaining appropriate terminals is directly linked to the question of obtaining computer time. Whilst it may seem highly desirable to be able to link the terminals to a computer (possibly belonging to the conference centre) of which one has sole use, this is only practicable at this time at a major university — and the degree of dependence on one computer may be undesirable.

Basically the same contacts noted above should be consulted with regard to obtaining computer time. In addition, however, computer time may be obtainable from sympathetic institutions:

- *corporations*

- *government agencies*

- *universities*

as well as from commercial time sharing services (which may be prepared to subsidize the exercise for promotional reasons).

A special difficulty is that, for the computer-conferencing process to be completely successful, access to the

main computer is required through (and ideally before and after) the hours at which the conference /festival is open. Compromises are always possible, but this is an important constraint. It should not be forgotten that it may even be easier to support the whole conference process from a major computer on another continent. In fact it may be easier to subsidize such an innovation in Europe by doing much of the computer processing at an appropriate institution in North America — where such innovations are more acceptable and where there might be interest in « tracking » the conferencing process for research purposes. Under such circumstances, an important cost would then be the data link between continents for which there are special rates (although various « piggy-back » options may be available through sympathetic institutions).

5. Computer failure and delays : Despite enthusiasm for the computer-conferencing process, it should not be forgotten that computer systems fail. Under some circumstances back-up systems are always available, but in other cases everything is frozen. Failures of this kind can constitute a most unpleasant experience for all concerned. For this reason it is important not to make a « big prestige thing » out of the presence of computer terminal facilities. They should be treated in a low-key manner, whether or not all goes well. Promotional splurges should be made after they have been successfully used and not in anticipation thereof — else the dramatic intercontinental opening link may be a complete flop.

Less serious, but nevertheless disruptive of the communication process, is the tendency for the central computer to be overloaded at certain peak periods. This leads to delays at each terminal before a message is accepted and before the terminal responds. The likely extent of such delays should be determined when negotiating for computer time.

6. Distribution and status of terminals :

Mention has been made earlier of reserving some terminals for special use. Aside from terminals reserved for the organizers and those using them for special purposes (demonstration games, art, etc.), a decision must be made about how to facilitate participant access to them.

Clearly it is important to have enough terminals at enough information / message desks to avoid crowding, queuing, etc. This use of terminals is always *either — verbally via the assistant at the desk or — in writing on a message form handed in (like a telegram)*.

A distinction may usefully be made between this kind of general use and

assistance and a form of more specialized (« personalized ») use and assistance. A second category of terminals could be scattered around the conference/festival area to which participants could go to engage in « assisted computer-conferencing ». At such points they would find someone who would send or retrieve any messages for them for whichever conferences they were currently active participants. As the participant acquired familiarity with the procedure he could perform the operations himself (with occasional questions to the assistant). Finally, he could switch whenever he felt confident to a third category of terminals which could be located in groups of 3 to 5 (say) with only one assistant per group. Note that the computer conferencing systems are designed to help and prompt the participant whenever he is in doubt so assistants are only, really necessary to overcome the initial (but very important) psychological barrier.

7. Distributing messages on paper (« hard copy ») : In conventional computer conferencing, effort is usually made to avoid listing out messages on paper. In many cases the messages are flashed onto a screen for visual inspection and can always be retrieved from computer memory. However it is not practical to encourage this message browsing process when there is a constraint on terminal availability — and when, in contrast to conventional computer conferencing, each participant does not have his own terminal. In a particular case, if he needs browsing time, an economic alternative is for the participant simply to indicate at the terminal which messages he wants to examine in detail. He then requests via the terminal (or via an information /message desk) that they be listed on a special (high-speed line) printer of which one or more could be installed at the conference /festival. The collection of messages listed onto paper for each participant can easily be separated, folded and pigeon-holed by participant number until he comes by to pick it up from a special message distribution desk. Note that this is an option available in conventional computer conferencing systems but is less favored, because the terminal is usually a considerable distance from the (high-speed) printer — which is not the case in a conference /festival. (There could even be several such message distribution desks at different locations, each with its own printer, and the participant could specify to which he wished his message sent at any one time).

When there are many communications stored, participants should be warned in advance as to how much text they will receive in response to any request for such messages to be listed. In this way a participant can refine his request

rather than run the risk of receiving a kilo of paper, appropriately charged.

8. Charging and subsidizing costs

(a) Equipment and general costs and subsidies : As discussed above, it may well be possible to obtain considerable assistance from different kinds of contact. In addition to those mentioned, there is always the possibility of getting foundation support to reduce the effective costs. It is however usually difficult to obtain general support of this kind and it may be easier to obtain support for specific kinds of communication as discussed below.

(b) Charging and subsidizing participants for enhanced communication : One advantage of computer-assisted communications is that by its very nature the computer is capable of providing a precise count of all the elements which make up the cost of linking two or more identified people.

In conventional computer conferencing each person is usually given a budget (if the particular mini-conference is subsidized) via the organizer of that mini-conference. Or else each participant pays in advance for a fixed amount of computer use, in both cases the computer then deducts from the person's account every time he makes use of the facility. Charges are automatically made, for example, for:

- time at the switched-on terminal
- number of characters of message sent, stored, and received
- number of lines printed onto paper.

The participant can then recover unused funds, if appropriate.

At a conference / festival there are a number of possible approaches to gov-

erning the costs of computer use. A combination may be offered so that the participant can choose between them according to his needs. Those below are listed in approximate order of the sums involved :

(i) Cash payment for minor services :

When a participant only wants to make casual use of the communication enhancement, cash payments may be made to the person at the information / message desk :

- to whom he gives a message to be sent
- from whom he receives information obtained from a terminal by an assistant
- from whom he receives messages on paper (via the high-speed printer)

(ii) Establishment of a participant account :

When the participant plans to make more frequent use of the facilities offered, and especially when he plans to use a terminal himself or participate in a mini-conference, then it is better to open an account. This may be done preferably with a fixed prepayment but possibly by invoicing the person after the conference / festival. A normal procedure when opening an account is to link it to the participant's identify number (described earlier). In addition, however, it is usual for the participant to specify a password for himself which the computer will recognize via a terminal so that only he can use that account. A similar procedure is adopted by anyone using a terminal, including an organizer, to ensure appropriate accounting.

(iii) Terminal rental : Some exhibitors or groups of participants may wish to rent one or more terminals for their sole use for a period of an hour, a day, or for the whole conference / festival. A special charge would have to be made for such exclusive equipment use, but it does not affect the need to charge for actual use of computing time as described above.

(iv) Subsidized usage : Some organizations or individuals may wish to encourage the communication enhancement by partial or complete subsidy. This might be negotiated in advance of the conference / festival or because of a chance proposal made in response to circumstances during the event. Subsidies might be made for :

- any computer use, in order to reduce the effective unit rates of computer use to any participants
- computer use by specific individuals or groups; this would normally be achieved by opening an account for those concerned with whatever funds were available (or paying the amount into an already opened account). This procedure might be adopted by the organizer or other groups to encourage computer use by key individuals because of the kind of communications they will initiate.
- computer use by any individuals concerned with a specific topic or groups of topics. This procedure might be adopted by groups or exhibitors to further communication around the main topics of interest to them. (This option may be more difficult to incorporate into available software, unless it is treated as a subsidized mini-conference).
- computer use by any individual communicating with a specific



group. This procedure might be adopted by groups or exhibitors wishing to encourage participant interaction with them. It is similar to the « reverse charge » telephone call. For example, an exhibitor might in this way encourage participants to give their name/address and specific questions which could be answered via computer or by mail at a later date. (This option may be more difficult to incorporate into available software, unless it is defined as a mini-conference in which communication is only possible with its sponsor),

- if the number of messages each participant receives in such an environment becomes excessive, it is possible to envisage that a participant's account would be credited if he agreed to receive a certain message. This would be one way for a participant to filter commercial publicity releases to his own benefit. (This option may be more difficult to incorporate into available software.)

9. Event organization : An advantage from the organizer's point of view is that this approach enhances the self-organizing capacity of the conference / festival. It facilitates the emergence of any participant initiative and it facilitates the process whereby participants group together for some spontaneous activities (discussion, lecture, display, etc.) in preference to others felt to be less valuable. The organizer can use the facility to blend spontaneously emergent activity with pre-planned activities. Eventually, such facilities should make it possible for organizers to be able to re-schedule during the course of the conference / festival on the basis of information received at that time :

- the allocation of pre-planned sessions to particular rooms, according to the number of persons who indicate they will attend. (This might include the cancellation of some sessions to give place to others).
- the allocation of rooms to sessions proposed at the last minute, on the basis of interests that have emerged during the course of a particular session.
- the allocation of audio-visual equipment and simultaneous interpretation facilities to meeting rooms according to revised requirements.

Attention will at some stage have to be given to the need for organizers to be able to exert the optimum degree of control over the flow of communications in order to maximize inter-participant contact and formulation of new activity without completely disrupting the conference or exceeding the possibilities of the available facilities.

For example, the balance of communication patterns may have to be shifted between :

- an essentially hierarchical mode
- a small group sessions mode
- an amorphous meeting mode.

In order to achieve the advantages of the network mode wherever possible.

Clearly whenever the conference / festival is moving towards sterility, increased participant inter-action should be facilitated, but whenever this increases beyond the ability of the occasion to contain it, then the hier-

archical mode should be used to a greater extent. The advantage is that the organizers can invoice participants according to their precise use of the conference dynamic facilities (e.g. on a cost per communication or per contact basis),

and can identify which forms of such communications should be subsidized to facilitate certain types of communication essential to the healthy dynamics of the conference (e.g. on a low or zero cost per communication basis).

Clearly organizers are faced with the problem of handling flexible evolving conference / festival programs rather

than the traditional pre-determined conference / festival program. This can be perceived as an exciting challenge.

10. Maintaining contact with partici-



Marc Maeken « Le Passeur d'Eau » Inspired by a poem by Emile Verhaeren.

archal mode should be used to a greater extent.

The advantage is that the organizers can invoice participants according to their precise use of the conference dynamic facilities (e.g. on a cost per communication or per contact basis),

participants : A great advantage is that the organizer (like any other participant) is always able to maintain contact with specific participants or groups of participants identified only by a common interest. Participants, if they involve themselves at all, identify themselves

in the conference /festival directory maintained on computer.

Whether or not such a directory is actually printed (in whole or in part, during or after the event, and with or without topic indexes), the information on computer constitutes a very valuable mailing list. It may be used as such by the organizer (in preparation for the next such event) and selectively by exhibitors or other groups (e.g. publishers, etc.).

11. Possible abuses: It should not be forgotten that any new development runs the risk of abuse, some of it quite imaginatively destructive. Aside from casual abuse, there is a special kind of computer genius that can by-pass protective devices on computer systems, usually in order to drain other peoples funds into his own account.

More serious is the possibility of someone wishing simply to be destructive by destroying information stored in the computer or making the system unusable in some unforeseen way — if only by blocking the telephone lines.

12. Concluding overview : There is no doubt that the use of such communication enhancement facilities offers the possibility of a really new and exciting kind of event. When the special characteristics of such an environment become better known, it is likely that participants will be prepared to pay the cost penalty to benefit from what it makes possible in terms of furthering and developing their interests. One of the pioneers in this area sees it as follows. As a participant using a terminal one in effect has an :

** electronic vehicle with which one could drive around with extraordinary freedom through the information domain. Imagine driving a car through a landscape which, instead of buildings, roads, and trees, had groves of facts, structures of ideas, and so on, relevant to your professional interests ? But this information landscape is a remarkably organized one not only can you drive around a grove of certain arranged facts, and look at it from many aspects, you have the capability of totally reorganizing that grove almost instantaneously. You could put a road right through the center of it, under it, or over it, giving you, say, a bird's eye view of how its components might be arranged for your greater usefulness and ease of comprehension. This vehicle gives you a flexible method for separating, as it were, the wood from the trees » (Douglas Englebart).*

Although this is not quite possible yet much is already practical and available.



Conclusion

Univac/Uniscope visual display

Although considerable investments are being made in the development of computer conferencing systems at this time, these are primarily directed towards servicing geographically dispersed terminals, whether across a city, a country, or between continents.

Distributing terminals around a large conference /festival site has not been considered of special interest or significance. Although the computer software requires little modification for this difference in usage, the special problems of enhancing communication at a conference have not received attention. The only exceptions to this appear to be the experience with the PLANET system, and the experimental use of the CONFER system at the 1976 Congress of the International Society for Technology Assessment (see Transnational Associations, 1977, 10, pp. 412-417). Either CONFER or PLANET could be used to acquire more experience with this approach. And it should not be forgotten that such use of the facility permits absent participants to be linked into the communication process of those physically present. In fact it is not of great importance what proportion of the participants is physically together at a given meeting site. It may be of far less significance than the ongoing communication via the same fa-

cility between participants who are geographically dispersed.

It is of the utmost importance that any such on-site use of computer terminals should be made as a casual adjunct to the existing communication process and the organizers should not get carried away with enthusiasm to the point that the equipment and its fanatics detract from the communication process which should be enhanced. The acceptability of such an innovation may depend a great deal on « superficial », « packaging » and « psychological » factors such as the setting given to the terminals and the message handling desks, the » style » of the assistants, and the presentation of any descriptive material and identity cards. These may either be encouraging or discouraging. If the latter, then no matter how sophisticated the facility, it will not be given a chance to demonstrate its potential and the whole environment will be perceived as mere « gadgetry ».

Despite such risks, computer conferencing represents one of the few (if not the only) available methods whereby a large group of people can consciously meld together into an organic self-organizing whole in which each individual and group perspective is distinctively expressed and blended with others to the extent possible at the time.
A.J.

Associations et Innovation

La Fondation internationale de l'Innovation sociale a organisé en mars dernier à Paris de nouvelles journées d'études consacrées à une suite de problèmes ayant trait aux sujets suivants :

- *Les petites communautés*
- *Les tentatives pour répondre à la complexité du monde contemporain*
- *L'innovation sociale et l'entreprise*
- *La « social fiction »*
- *Le Forum mondial de l'Innovation sociale.*

Nous reproduisons volontiers ci-après une intervention de M. Bloch-Lainé, qui préside le groupe des petites communautés.

Nous avons déjà signalé à nos lecteurs que M. Bloch-Lainé, président d'un Comité français de liaison des activités coopératives, mutualistes et associatives, président aussi d'une association française « Pour le développement des associations de progrès », a publié dans le journal « Le Monde » (12 avril 1977) un remarquable article intitulé : " L'association dans le débat politique ", qui indique la prolifération des associations en France.

On trouvera au même dossier le texte fort instructif d'une conférence faite par M. J.B. Gins, Secrétaire du Comité de liaison susdit.

Les deux documents apparemment d'intérêt proprement national concernent aussi les associations internationales établies en France en application de la loi française de 1901 sur les associations, et plus généralement encore tout le réseau transnational des associations. Nous y reviendrons.

Le rôle du mouvement associatif

La relation entre l'innovation sociale et le mouvement associatif pose, peut être, des problèmes particuliers à la France, où la distinction faite entre les trois »grandes catégories de « médiateurs » sociaux : collectivités publiques, entreprises, associations, est plus marquée qu'ailleurs. Entre associations et entreprises, la loi établit une frontière juridique très stricte. Les organismes sans but lucratif sont nettement séparés de ceux qui réalisent des profits, tandis que dans le droit anglo-saxon, par exemple, il n'y a que des « corporations » dont les fins sont diverses. Il s'ensuit que quand une entreprise française sort de son activité normale en matière sociale, elle est conduite généralement à

le faire en dehors de son propre cadre juridique.

D'autre part, les administrations françaises ont des règles de fonctionnement qui leur rendent particulièrement difficiles les initiatives hardies; quand des administrateurs — ministres et fonctionnaires centraux, élus locaux — veulent innover en expérimentant, ils doivent le plus souvent opérer de façon indirecte, en suscitant des associations. Cette seconde contrainte n'est, sans doute, pas propre à mon pays. Ailleurs, les collectivités locales ont souvent plus de liberté pour agir, parce qu'elles sont moins soumises à la tutelle de l'Etat et elles figurent donc parmi les principaux artisans de l'innovation sociale; mais la décentralisation administrati-

par François Bloch-Lainé*

ve a fait des progrès chez nous au cours des dernières années et nous voyons les municipalités figurer de plus en plus, comme ailleurs, parmi les innovateurs sociaux. D'autre part, je pense que l'Innovation Sociale se heurte partout aux mêmes limites dans le cadre des administrations publiques : il est contre nature, pour une administration quelconque, d'être innovante, puisqu'elle est essentiellement chargée d'établir des normes et de veiller à leur respect, alors que l'innovation consiste à changer les normes, en les bousculant. Les administrations s'avèrent même, en ce sens, de plus mauvaises gardiennes des traditions qu'elles ne paraissent, car, souvent, il faut bousculer des normes pour retrouver sous

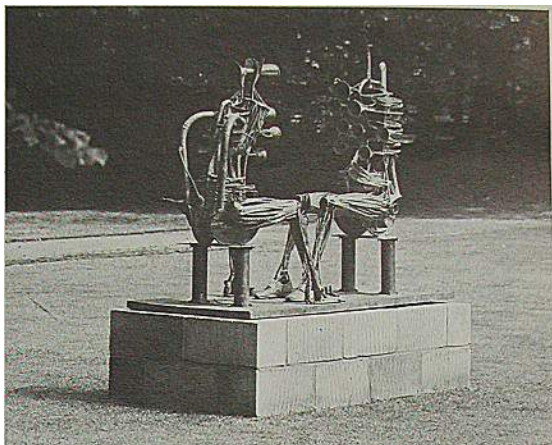
des habitudes qui ne sont que l'immobilisation ou la déformation d'usages anciens et naturels, ces usages dont les conservateurs, faussement traditionalistes, ont perdu le sens.

Partout donc, l'innovation sociale est, plus ou moins, l'affaire de « francs-tireurs », au premier rang desquels les associations spontanées. En France, elle dépend dans une très large mesure de la vigueur d'un mouvement associatif distinct de l'appareil économique et de l'appareil administratif; ce trait est accentué, sans constituer une singularité.

Je ne veux pas dire que les entreprises n'ont pas, même chez nous, un grand rôle à jouer dans les domaines dont nous parlons ici aujourd'hui. Mais leur action se développe, se développera surtout, à mon avis, dans le domaine professionnel, notamment dans celui de la condition du travail, sans déborder plus qu'il ne convient sur la vie résidentielle, familiale, culturelle, etc. Il est vrai qu'elles disposent de beaucoup de moyens; sans leurs contributions, il est difficile de financer des actions privées importantes. Mais c'est en tant que mécènes et non en tant qu'animateurs que les entrepreneurs, quels qu'ils soient, peuvent faire progresser l'innovation sociale.

Que faire pour que les associations soient, à coup sûr, capables d'exercer, en la matière, le leadership ?

Elles se trouvent actuellement placées devant plusieurs paradoxes, dont les deux que voici :
Le premier a trait à leur indépendance. Aujourd'hui, presque toutes les innovations importantes nécessitent la mise en œuvre de moyens importants. Certes, il y a des idées simples, qu'on ne peut trouver que dans la liberté et qui ne coûtent pas cher à appliquer; des « œufs de Christophe Colomb » qu'il suffit de secouer, sans même avoir à les faire cuire. Mais ces trouvailles là sont rares et le plus souvent, pour faire du neuf, il faut de l'argent et des appuis que seuls les « pouvoirs » publics et privés — les pouvoirs publics surtout — sont en mesure de procurer. Les associations qui innoveront doivent donc constamment demander le concours des administrations et celui des entreprises, avec le risque de tomber sous leur dépendance. Paradoxalement, elles ont à développer des « contre-pouvoirs » et des « auto-gestions » en sollicitant les gestionnaires des pouvoirs. Cela n'est pas insoluble. Nous réfléchissons activement en France, ces temps-ci, aux perfectionnements qu'il convient d'apporter aux relations des associations avec leurs correspondants administratifs ou économiques, afin de concilier la satisfaction de leurs besoins et leur liberté de conduite. Des échanges d'expériences et d'opinions



INBEL

sur ce sujet, par-dessus les frontières nationales, seraient très utiles. Ce paradoxe-là est lié à celui auquel j'ai fait allusion à propos de l'attitude des services publics face à l'innovation ; il s'agit pour les associations de se faire aider par les défenseurs des normes pour attaquer les normes. La contradiction est telle qu'il vaut mieux, dans beaucoup de cas, éviter que les services publics n'aient à subventionner directement les attaquants. Le système d'aide consistant, par des procédés fiscaux à permettre aux associations de se procurer des ressources directement dans le public pour mobiliser des suffrages en même temps que des fonds, paraît, à moins égards, préférable.

Le second paradoxe concerne également les moyens mis en œuvre, du côté des personnes. De plus en plus, en matière sociale comme en matière économique, on ne peut innover utilement qu'avec des techniciens compétents. C'est dire que le temps des amateurs au grand cœur est passé, qu'il ne suffit pas d'une idée originale et générique, développée par des ardents durant leurs loisirs pour aboutir à des changements significatifs; partout, le concours de professionnels s'avère nécessaire pour aller jusqu'au bout d'une innovation « sérieuse ». On nous a parlé tout à l'heure de professionnels (des musiciens) qui ont pris des initiatives extra-professionnelles, mais dans leur spécialité, leur compétence. On a parlé aussi d'une collectivité qui renouait avec la tradition

campagnarde de la grande corvée pour reconstruire une usine mais qui le faisait avec le concours d'ingénieurs. Il faut donc pour innover compter, à la fois, sur des militants et sur des techniciens, sur des bénévoles et sur des salariés. L'innovation est par essence « anti-mandarinale » et ne peut cependant se passer d'experts plus ou moins mandarins. L'association, mieux que l'entreprise ou l'administration, facilite la solution de cette contradiction, en l'organisant. Mais cela ne se fait pas tout seul et pose beaucoup de problèmes déontologiques que nous nous efforçons également de poser clairement.

Jamais il ne s'est créé autant d'associations en France qu'à l'heure actuelle. On en déclare de 50 à 100 nouvelles par jour ouvrable dans l'ensemble des préfectures de départements et beaucoup se forment sans se déclarer. Toutes ne sont pas innovantes. Mais on peut espérer que beaucoup le sont et, surtout, on doit faire en sorte que celles dont l'innovation est l'objet essentiel, se développent dans les conditions les plus favorables.

La nécessité d'innover en matière sociale qui caractérise le temps présent donne une chance historique au mouvement associatif de jouer un rôle que les autres médiateurs sociaux ne sont pas en mesure d'assumer aussi bien. C'est dire aussi que l'innovation sociale dépend pour beaucoup des succès du succès du mouvement associatif.

Les organismes privés à but non lucratif ou l'économie sociale et l'innovation sociale

800 000 salariés 20 millions de patrons

par J.B. Gins*

En France, entre le secteur capitaliste et le secteur public, il existe un secteur d'économie sociale qui emploie 800.000 salariés et compte 20 millions de sociétés dont les principales composantes sont membres du Comité National de Liaison des Activités Mutualistes, Coopératives et Associatives. Je serai bref sur l'aspect descriptif bien que vous ayez probablement des idées sur ce que sont en 1977 les mutuelles, les associations et les coopératives. Si toutefois certains veulent avoir plus de détail, je répondrai volontiers à leurs questions, mais auparavant je souhaite d'abord répondre aux questions que m'a suggérées le sujet que vos organisations m'ont proposé.

1ère question :

Pourquoi prétendre que l'économie sociale est un mouvement moderne d'innovation sociale alors qu'elle a une résonance proudhonienne, fouriériste du 19ème siècle ?

- a) Hestvraïque les assurances mutuelles ont plus de 150 ans en France, comme les sociétés mutualistes sont souvent centenaires ainsi que les coopératives, sans parler des associations qui, sous une forme ou sous une autre, ont presque toujours existé. Mais les assurances mutuelles nées - sous le second empire étaient alors à la pointe du progrès du patronat libéral.

* Secrétaire du Comité National de Liaison des Activités Mutualistes, Coopératives et Associations.

Conférence donnée au groupe « Entrepreneurs et innovation sociale » de la Fondation Internationale de l'Innovation Sociale, Paris.

- b) Les mutuelles comme celles qui étaient créées pour financer les obsèques de leurs membres innovaient, puisque jusqu'alors c'était un drame familial lorsqu'il fallait faire face à une telle dépense.
- c) Le premier magasin des Coopératives de consommation en Angleterre était une réaction presque révolutionnaire dans le contexte de l'époque contre le système de distribution imposé et les principes qu'ils ont alors inventés sont toujours ceux que reconnaissent les membres du Comité National de Liaison : liberté d'adhésion, gestion démocratique, absence de but lucratif, indépendance vis-à-vis de l'état.
- d) Les associations ont toujours servi de banc d'essai à ce qui était inhabituel.

2ème question :

En admettant que ce secteur ait été innovateur dans le passé, en quoi l'est-il encore maintenant ? Pour la clarté des choses je distinguerais deux réponses :

- 1) ce secteur n'a plus été novateur lorsqu'il a été récupéré, c'est-à-dire lorsque ce qu'il a inventé devient pratiqué par tout le monde.
- 2) c'est justement cette récupération qui l'oblige à aller toujours de l'avant pour garder une raison d'être.

Mutuelles

Il est vrai que les services rendus par les sociétés mutualistes en cas de maladie, de retraite, de décès, sont maintenant fournis d'une manière quasi institutionnelle, par la Sécurité Sociale pour la maladie, par les Caisses de retraite pour la vieillesse, par certaines assurances-vie pour le décès, encore qu'on puisse toujours mieux faire et que des millions de Français apprécient le remboursement complémentaire à

la Sécurité Sociale organisé par les sociétés mutualistes, surtout lorsqu'ils sont associés à des services de commodité tel que tiers payant, etc. Mais au delà de leur rôle habituel les sociétés mutualistes aiguillonnées par le progrès ont créé des centres dentaires, des centres d'optique et des cliniques qui, à bien des égards, sont encore des modèles en ce qui concerne l'organisation interne et les problèmes qui tournent autour de la médecine des salariés.

Le bruit fait autour des difficultés que rencontre la création des pharmacies mutualistes prouve que cela dérange les situations acquises parce qu'il ne s'agit pas de petites expériences sans signification (il existe en fait plus de 600 établissements de toute sorte). Si les sociétés mutualistes n'étaient pas novatrices, on s'inquiéterait moins de leur essor.

Coopératives

Il est vrai aussi qu'une partie des activités des coopératives ont été récupérées par le monde moderne dans le cadre de la distribution (par exemple les supermarchés ont diminué la différence de prix qu'il pouvait avoir avec les coopératives de consommation), mais celles-ci gardent de l'avance dans d'autres domaines, c'est ainsi par exemple qu'elles financent un laboratoire coopératif dont les analyses font autorité et qui sont d'ailleurs parfois très sévères pour les produits Coop lorsque par hasard, ils le méritent. C'est ainsi que les Magasins Coop favorisent la création d'association de consommateurs qui sont parfois des contre-pouvoirs par rapport à leur propre structure. C'est vrai aussi que les premières coopératives d'habitation ont été récupérées par la législation H.L.M. et par les sociétés d'économie mixte. Mais dans bien des cas, dans un autre domaine

elles suscitent une sorte d'autogestion des locataires ou des co-propriétaires afin qu'ils gèrent le bâtiment construit et tout récemment encore elles ont mis au point un projet destiné à favoriser la rénovation à l'intérieur des centres villes sans que les anciens habitants soient obligés de partir. Par exemple on lance actuellement des coopératives de restauration immobilière ou de réhabilitation qui vont tout à fait dans le sens d'un besoin assez communément ressenti.

Quant aux coopératives agricoles, leur importance ne les empêche pas d'innover, et à titre d'exemple la création des G.A.E.C. qui sont en quelque sorte des institutions d'entraide entre agriculteurs qui permettent aux ménages de fermiers d'avoir à tour de rôle des week end comme les autres français et même des vacances ce qui malgré la modernisation des récentes années ne leur était pas encore possible. Il y a là un effort vers la qualité de la vie des agriculteurs alors que jusqu'à présent la primauté était donnée à l'accroissement de leur revenus.

Associations

Quant aux associations, les exemples d'innovation sociale sont si nombreux que je me bornerais à n'en citer que quelques uns, ce sont des associations de parents d'enfants handicapés qui ont les premières essayé de s'attaquer à ce problème délicat des handicapés physiques, mentaux ou sociaux. Récemment, depuis quelques années, leurs

efforts sont soutenus par les Pouvoirs Publics. Ce sont les associations qui ont les premières créé des maisons familiales ou des centres de loisir dans lesquels tout était organisé pour des ménages avec enfants. Actuellement l'hôtellerie intelligente les imite, mais elles sont encore à la pointe du progrès.

Ce sont les associations qui ont les premières traité les problèmes de formation permanente et continue pour les problèmes d'éducation des enfants et si leurs efforts ont abouti à une loi en 1971 ce n'est pas pour autant qu'elles sont encore sur le plan pédagogique très innovantes. Enfin, lorsque les mouvements écologiques cherchent à agir, c'est naturellement vers la forme associative qu'ils se tournent. De même les besoins de participation à la vie de la cité au delà des structures instituées utilisent la forme associative comme contre pouvoir ou même tout simplement comme pouvoir d'incitation.

3ème question:

Si le secteur de l'économie sociale est si innovant, si ancien, si important pourquoi est-il si mal connu ?

- a) D'abord parce qu'il était trop divisé jusqu'à la création du Comité National de Liaison.
Si les mutuelles sont fédérées depuis longtemps dans leur quasi totalité, les coopératives n'ont un organisme politique commun au Groupement National de la Coopération que depuis

une dizaine d'années et les associations n'ont pas encore pu se mettre d'accord sur le création de ce qui pourrait être un centre national des associations.

Cette situation rendait chacune des actions entreprises si émietée et finalement si petite par rapport aux besoins globaux de la Société française qu'elles sont passées inaperçues.

- b) Par ailleurs pour être connu il faut que l'opinion publique puisse finalement classer le secteur dans un cadre qui lui soit habituel, or il se trouve que les organismes d'économie sociale ne peuvent être classés ni dans une société du type capitaliste, ni dans le cadre d'une organisation publique de la société si bien que ce tiers secteur est considéré comme ambigu. Cette position ne facilite pas la compréhension de son action même lorsqu'elle était innovante.
- c) Enfin, par essence les organismes d'économie sociale préfèrent les réformes aux provocations et à ce titre n'appellent par les gros titres de mass média.

4ème question :

L'économie sociale n'a-t-elle que des avantages ? Ou rencontre-t-elle des limites et a-t-elle des problèmes et des inconvénients ?

Il est exact que le secteur de l'économie sociale connaît des limites qui tiennent à la fois au milieu dans lequel il se situe et à ses propres contraintes.



Le milieu Capitaliste ou Etatique

L'économie sociale se développe à la fois dans les régimes capitalistes et dans les régimes étatiques, mais en fait elle a besoin pour prospérer de liberté économique et politique (en régime capitaliste par exemple lorsque les innovations sont véritablement par trop gênantes, le secteur dominant tend à les freiner), c'est ainsi par exemple, que sans revenir sur la situation typique des pharmacies mutualistes qui ne peuvent ouvrir malgré les avis favorables du Conseil d'Etat, on peut citer les efforts infructueux depuis plusieurs années des associations de loisirs pourtant appuyées par les syndicats pour créer le chèque vacances qui serait une innovation sociale de première grandeur. De même les régimes dans lesquels la liberté politique n'est pas pleinement assurée, n'aiment pas trop le développement de ces organismes dont le fonctionnement est absolument démocratique : bien sûr l'expérience et les études ont montré qu'il était possible de rendre compatible la planification centralisée et certains modèles de l'économie sociale, mais le secteur associatif dans ce qu'il a d'original par son aspect de contre pouvoir est assez suspect.

Ses propres contraintes :

- capitaux
 - et tensions internes
- Il y a aussi des contraintes tenant à l'organisation propre des organismes d'économie sociale.
- des difficultés de se procurer des capitaux,
 - et les tensions qui peuvent exister entre les administrateurs bénévoles salariés et la techno structure.

En ce qui concerne les capitaux, il est évident qu'un organisme dont l'objet n'est avoué de ne pas faire de bénéfices, n'est pas attractif encore que l'on puisse organiser des relations entre ceux des membres de l'économie sociale qui sont créateurs structurels telles les assurances et ceux qui utilisent des crédits, telles les coopératives ou les associations. Les mutuelles ayant une situation mixte puisqu'elles sont à la fois des organismes de prévoyance et gestionnaires d'œuvre sociale,

De plus, on pourrait imaginer que les organismes paritaires, caisses de retraite par exemple dans lesquelles les syndicats des salariés ont une position dominante, s'intéressent au développement de l'économie sociale (c'est ainsi qu'Inter Expansion, société de gestion de fonds d'intéressement à majorité syndicale favorise la recherche et le développement des formules originales au tourisme social par le biais d'une association qui comporte à la fois des usagers, des gestionnaires et des syndicalistes.

La question d'argent n'est donc pas un frein dirimant, par contre les problèmes de tensions internes sont d'autant plus délicats quo. d'une part les salariés ne peuvent considérer leur « patron » comme des patrons ordinaires et que les administrateurs d'organismes d'économie sociale n'ont aucune vocation à être patron de combat; il s'en suit une situation d'autant plus délicate que d'autres partenaires estiment normalement avoir voix au chapitre; ce sont les sociétaires ou associés qu'ils soient ou non usagers effectifs, ce sont les administrateurs élus puisque généralement cette démocratie est une démocratie de délégation c'est la population des techniciens ou managers qui sont nommés. Enfin ce sont les employés et travailleurs permanents qui sont embauchés par les managers lesquels sont nommés par les administrateurs qui sont eux mêmes élus par les sociétaires. Il faut donc que le « patron » obtienne la double confiance de l'administration qui le sacre et de la techno structure qu'il est sensé régir, je renvoie ceux que ça intéresse à une étude récente du professeur DESROCHE Directeur du Collège Coopératif qui a bien mis en valeur les caractères originaux de ces problèmes, il faudrait y ajouter les tensions entre les administrateurs bénévoles et gratuits et les administrateurs professionnels et appointés. Enfin, tout naturellement la comme ailleurs, la population d'employés ou des personnels est syndiquée (il y a donc une sorte de pratique volontaire d'une socialisation auto gérante qui n'exclut ni les conflits dans le dialogue, ni les connivences dans les conflits puisqu'elle traverse deux économies : l'économie du gain et l'économie du don dont chacune ajoute dans les circuits ses propres motivations. Je crois que d'un certain point de vue les recherches entreprises au sein de l'économie sociale dans ce domaine pourraient être utiles aux organismes capitalistes ou publics qui souhaiteraient innover dans ce domaine toujours très difficile des relations entre dirigeants et dirigés.

5ème question :

Quelles sont les relations entre le secteur de l'économie sociale et les organismes syndicaux ou para syndicaux ? J'ai déjà abordé le problème à plusieurs reprises à l'occasion de tel ou tel point abordé. Il faut constater qu'en France, les Confédérations Syndicales en général bienveillantes vis-à-vis de l'économie sociale n'engagent pas d'action déterminante pour la développer, contrairement à ce qui se passe en Allemagne ou en Suède par exemple. Vous avez sans doute noté que les organismes paritaires qui sont pourtant privés à but non lucratif ne font pas partie du Comité National de Liaison. Cette question est si délicate qu'avant d'aller plus loin, le Comité de Liaison a décidé d'explorer les expériences

internationales, notamment au plan européen, grâce à un colloque en septembre 1978 quo le Bureau International du Travail a bien voulu patroner et accueillir dans ses locaux à Genève. Nous espérons que cela permettra de sensibiliser les représentants des gouvernements et ceux des syndicats puisque le B.I.T. est tripartite aux possibilités d'innovation sociale qui peuvent se faire grâce aux organismes à but non lucratif dans le cadre des systèmes existants.

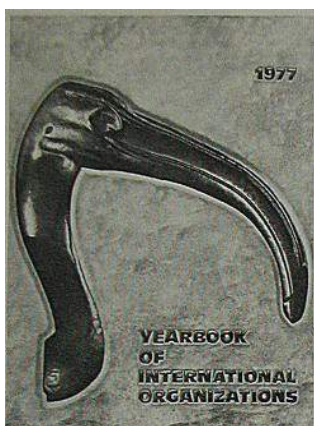
Par ailleurs, il faut sensibiliser les jeunes, c'est pourquoi un diplôme du D.E.S.S. est prévu en 1973 de façon à ce que les étudiants qui recherchent une autre solution que le système capitaliste ou public aient la possibilité de s'informer et de réfléchir sur la coopération, la mutualité et les associations.

6ème question :

J'en termine sur ce qu'aurait pu être une introduction en me demandant si les organismes d'économie sociale ne sont pas les mieux placés pour faire de l'innovation réellement sociale ? Si le mot « innovant » est relativement simple, j'ai entendu lors d'une de vos réunions des années antérieures que certains s'interrogeaient sur la signification à donner au mot social.

- a) S'ils agissent d'un sens très vague qui signifie :
- l'innovation pour les sociétés en général, c'est-à-dire innovation ouverte à tous, on peut craindre qu'il y ait confusion dans la mesure où certaines protégées par des brevets totalement liés au système du profit, même si elles sont utiles, pourraient difficilement être qualifiées de sociales, tel que ce mot est actuellement compris en France généralement.
 - b) Si on entend le mot « social » au sens de socialisé, c'est-à-dire surtout utile aux plus défavorisés sans que la notion de profit vienne dénaturer ou même tout simplement rendre l'objectif alors que les organismes d'économie sociale sont les mieux placés puisqu'ils sont à but non lucratif, ils sont à la fois sociaux par leur but et par les moyens qu'ils emploient.

J'en ai fini et je suis prêt à répondre à vos questions surtout si elles sont embarrassantes, car ce sont celles là qui sont en général les plus convaincantes.



6th SUPPLEMENT Changes of address and or name

6e SUPPLEMENT Changements d'adresse et ou nom

Collège des chirurgiens de l'Afrique de l'Ouest
SG Prof O.O. Ajayi (same address).

A 0174 (President) Association of Track and Field Statisticians (ATFS)
Association des statisticiens de l'athlétisme
SG (no change)
Pres Bob Sparks, 15 Mayfair Av., Worcester Park, Surrey KT4 7SH, UK.

A 0201 (Secretary-General) Brothers to all Men (BAM)
Frères de nos Frères
SG Michel Renault (same address).

A 0248 (Director General) Central Office for International Railway Transport.
Office central des transports internationaux par chemins de fer (OCTI)
Dir. Gen. H.P. Amberg (same address).

A 0266 (President) Christian Democratic World Union
Union mondiale démocrate chrétienne
SG René de Léon (same address)
Pres Mariano Rumor.

A 0311 Committee of National Institutes of Patent Agents (CNIPA)
Comité des instituts nationaux des agents de brevets
SG R C Petersen, Butts Wic, Winchester, Hants.
SO 22 FJA, UK.

A 0387 (Name and President) European Federation of Associations of Lock and Builders Hardware Manufacturers (ARGE)
Fédération européenne des associations de fabricants de serrures et de ferrures (ARGE)
SG (no change)
Pres D S Maitland.

A 0397 (Secretary General) Latin American Confederation of YMCAS
Confédération latino-américaine des associations chrétiennes de jeunes gens.
SG José E Esperon (same address).

A 0014 (Secretary General) African Postal and Telecommunications Union
Union africaine des postes et télécommunications (UAPT)
SG Mamadou Simporé (same address).

A 0031 Agency for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America
Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine.
SG (no change). Temistocles 78, Col. Polanco, Mexico 5, D.F. T. 531-70-08 and 250-62-22.

A 0049 (Secretary) American Dental Society of Europe
Société dentaire américaine de l'Europe
Sec Brian J Perkins, 57 Portland Place, London WIN 3AH, UK.

A 0054 Amnesty International
SG (no change). Southampton Street, 10, London WC2E 7HF, UK. T. 836.7788
Chairman Thomas Hammarberg.

A 0127 Association of European Conjunction-Institutes
Association d'instituts européens de conjoncture économique (AIECE)
Admin-Sec (no change), IRES, Service de conjoncture, Place Montesquieu 1 B P 19, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgium. T. (010) 41.81.81 ext. 4143.

A 0129 Association of European Jute Industries (AEJI)
Association des industries du jute européennes (AIJE)
SG (no change) 3, Avenue du Président Wilson, F 75116 Paris, France. T. 723.64.51, Tx 611791 eur-text.

A 0156 (Président) Association of Partially or Wholly French-Language Universities
Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF)
SG (no change)
Press Seydou Madanis.

A 0167 (Secretary-General) West African College of Surgeons

A 0406 (Secretary General) Conference of International Catholic Organizations
Conférence des organisations internationales catholiques (OIC)
SG Jean Bouvy, 1 route du Jura. 1700 Fribourg, Switzerland T. (037) 263782.
Mailing address 186 rue Washington, B 1050 Bruxelles, Belgium, T. (02) 343.50.23.

International Catholic Center for Unesco 9 rue Cler, F. 75007 Paris, T. 705.17.59 Inf. Centre Fred Martinache (same address). ICO-Information Center Hugh Morley, 323 East, 47 Street, New York, NY 10017. T. (212) 752.3051.

A 0461 (Président) World Council of Credit Unions (WCCU)
Conseil mondial des coopératives d'épargnes et de crédit.
Pres Joseph Medieros (same address).
Manag. Dir A A « Paddy » Bailey.

0464 (Secretary General) European Christian Friendship Amities chrétiennes européennes (ACE)
SG Danielle Debernard, F 73210 La Plagne.
Pres (no change).

A 0526 E1RENE, International Christian Service for Peace Service chrétien international pour la paix
SG (no change), Engerser Str. 74b, D-5450 Neuwied, Germany FR.
Press Dr Rein Kylstra.

A 0529 (Secretary) English-Speaking Union (The) (E-SU)
Union pour l'Héritage anglais.
Sec A. Crego-Bourne (same address).

A 0567 European Association of Hotel School Directors Association européenne des directeurs d'écoles hôtelières
SG (no change), 6 Pl. Navigation, CH-1006 Lausanne, Switzerland. T. 27.15.21.

A 0589 European Atomic Energy Society (EAES)
Société européenne d'énergie atomique (SEEA)
Sec Klaus Singer, Risoe National Laboratory, DK-4000 Roskilde, Denmark.

A 0595 European Brain and Behaviour Society (EBBS)
Société européenne du cerveau et du comportement
Sec Dr Wolf Singer, Max-Planck Institut für Psychiatrie, Kraepelinstr. 2, D-8000 München 40 - Germany RF.

A 0603 European Carton Makers Association Association européenne des fabricants de cartonnages pliants.
Sec (no change), POB 408, Voorburg, Netherlands. T. (070) 87.28.77, Tx 32773.

A 0696 European Conference of Postal and Telecommunications Administrations
Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT)
Secrétariat : Régie des Postes - CEPT, Centre Monnaie, B-1000 Bruxelles (Belgium). T. 218.00.26. Telegraph CEPT B Bruxelles. Tx. 61236 CEPT B.

A 0743 European Federation of Outdoor Advertising Fédération européenne de la publicité extérieure (FEPE)
SG Mme N. Chauveau, 31 rue François 1er, F. 75008 Paris, France.
Pres N L Piccot, Case Postale, CH 1211 Genève 8 Switzerland.

A 0822 European Organization for Research on Treatment of Cancer (EORTC)
Organisation européenne de recherche sur le traitement du cancer (OERTC)
Headquarters Institut J. Bordel, Brussels, Belgium T. 538.27.66. Tx 22773.
SG (no change)
Pres Prof H J Tagnon.

A 0838 European Railway Wagon Pool
Convention pour l'utilisation en commun de wagons marchandises.
Chairman M. Soete, Société Nationale des Chemins de fer Belges, Direction de l'Exploitation, 17-21 rue de Louvain, B-1000 Brussels, Belgium.
T. (02) 513.17.80. Tx. 24607.

A 0843 European Rhinologic Society
Association européenne de rhinologie
Pres Prof W Strupler, Kantonsspital, CH. St. Gallen, Switzerland.

A 0870 European Standards of Nuclear Electronics Committee (ESONE)
Comité européen de normalisation en électronique nucléaire.
Perm Sec Dr. H Meyer c/o Central Bureau of Nuclear Measurements (CBNM) of the European Commissions (CEC) Joint Research Centre (JRC), B-2440 Guel. Belgium. T. (014) 58.94.21. Tx. 33589B.

A 0903 European Union of Young Christian Democrats Union européenne des jeunes démocrates-chrétiens (UEJDC)
SG (no change), 9, rue Bouloi, F 75001 Paris. France. T. 261.38.22.

A 0936 Federation of European Biochemical Societies (FEBS)
Federation des associations européennes de biochimie.
SG Prof M Yomtov, IIPD Medical Academy. Soul. VI.Zaimov, Sofia, Bulgaria.

A 0954 (Name and address) Federation of Nordic Travel Agents' Associations
Fédération des agences de voyages nordiques.
Pres Christer Karnila. c/o the Association of Finnish Travel Agents, Bulevardi 3 C 24 00120 Helsinki, 12. T. 90-641.483.

A 0960 Federation of the European Dental Industry Fédération de l'industrie dentaire en Europe (FIDE)
Pres Dr Giuseppe Sordina, Firma OMS, via Dante, 1-735030 Selvazzano, Italy.
Secretariat Pipinstrasse, 16, D-5000 Koln 1, Germany RF.

A 0993 (Président) General Federation of Women's Clubs (CFWC)
Fédération générale des clubs de femmes.
Pres Mrs Harry Wagner, Jr. (1976-78)
Pres-Elect Mrs Oscar C Sowards (same address).

A 1003 Group of Refractory Material Users
Groupement des utilisateurs de matériaux réfractaires (GUMR)
SG (no change), 2 rue de l'Aurore, B-6040 Jumet. Belgium. T. (071)41.00.04.

A 1031 Institute of Internal Auditors
Institut de réviseurs d'entreprises
Exec Vice-Prés (no change), 249 Maitland Ave., Altamonte Springs. Fl. 32701 - USA. T. 305 /830-7600.

A 1058 Inter-American Commission of Women
Commission interaméricaine des femmes.
Organization of American States, General Secretariat,
Washington. DC 20006. T. 381-8461, 2 and 3. C, OAS
WASH DC.

A 1075 Inter-American Federation of Public Relations
Associations (IFPRA)
Fédération interaméricaine des associations de relations
publiques
SG Arnaldo Sehwerert F.. Apartado N° 50.359.
Caracas 105, Venezuela. T. 725376. Tx CIFAVE Ca-
racas.
Pres Juan F. Yon.

A 1093 (Executive Secretary) Inter-American Planning
Society
Société interaméricaine d'urbanisme
Exec. Sec. Luis E. Camacho (same address).

A 1100 Interamerican Society of Cardiology (ISC)
Société interaméricaine de Cardiologie.
Sec. Treas. Jorge Sonl. M.D. - Juan Badiane- N° 1
Mexico 22, D.F. T. 5-73.29.11 Ext. 387.
Pres Eduardo Hirschhaut, MD, Quinta Fida, Calle Tu-
cupido, San Roman, Caracas, Venezuela. 1976/80.

A 1116 (name and address) International Council for
ADP in Government Administration (ICA)
Conseil international d'informatique administrative
Headquarters Paseo de Calvo Sotelo 16, 5°, Madrid
1, Spain. T. (341) 275.22.87
Treas Manuel Heredero
Pres Peter Hearson.

A 1126 (Address and Secretary General) International
Academy of Aviation and Space Medicine
Académie internationale de médecine aéronautique et
spatiale.
SG Dr Peter Vaughan, M.D., 935 Ouest, rue de la
Gauchetière West, Montréal (Québec) Canada, H3C
3N4. T. (514) 877.5742.

A 1128 International Academy of Cytology
Académie internationale de cytologie.
Sec. Treas (no change) 1050, Chemin Sainte-Foy,
Québec, P.Q., Canada G1S 4L8.

A 1136 International Academy of the History of Medicine
Académie internationale d'histoire de la médecine
SG Dr Jean Théodorides, 16 Square Port Royal,
F - 75013 Paris, France. T. 587.08.84.
Pres G. Rosen.

A 1140 (Director General) International Aeronautical Fe-
deration
Fédération aéronautique internationale
Dir. Gen. B. Larcher, 6, rue Gallée, F - 75782 Paris
Cedex 16. T. 723.72.52 and 720.93.02. Tx. Fedaero.
Pres A. Gehriger.

A 1162 (Secretary-General) International Amateur Theatre
Association (AITA / IATA)
Association internationale du théâtre amateur.
SG John Ytteborg (same address)

A 1206 International Association for Research in Income
and Wealth (IARIW)
Association internationale de recherches sur la revenu et
la fortune.
Sec (no change). 37 Hillhouse Ave., New Haven,
Conn. 06520, USA,

A 1217 International Association for the Evaluation of
Educational Achievement (IEA)
Association Internationale pour l'évaluation du rendement
scolaire.
Chairman (no change), University of Stockholm,
S-106 91 Stockholm, Sweden,

A 1223 International Association for the Physical Scien-
ces of the Ocean (IAPSO)
Association internationale des sciences physiques de
l'océan
Sec (no change) La Fond Oceanic Consultants,
P.O. Box 7325, San Diego, California 92107 - U.S.A
Press Dr Robert W. Stewart.

A 1267 (Address) International Association of Conference
Translators
Association internationale des traducteurs de conférence
(AITO)
Case Postale 31, Palais Wilson, CH - 1211 Geneva
14, Switzerland. T. 32.92.93.

A 1271 International Association of Dental Students
(IADS)
Association internationale des étudiants dentaires (A1ED)
Central address c /o Dr. John Seear, Medical Protec-
tion Society, 50 Hallam St., London WIN 6DE - UK.
Pres Astéries Doukoudakis, University of Iowa,
College of Dentistry, Department of Fixed Prosthetics,
Room S.428. Iowa City, Iowa 52242 - USA.

A 1300 International Association of Law Libraries (IALL)
Association internationale des bibliothèques juridiques
Pres Igor I Kavass, c /o Vanderbilt University. Law
School Library. Nashville, Tennessee, 37203, USA.
T. (615) 322-2726.

A 1306 International Association of Logopedics and Pho-
niatrics (IALP)
Association internationale de logopédie et phoniatrie.
SG Dr. André Muller, 6, Avenue de la Gare, CH 1003
Lausanne, Switzerland.

A 1319 International Association of Ports and Harbors
(IAPH)
Association internationale des ports.
Headquarters address Kotohira Kaikan Building.
2-8, Toranomon 1-chome Minato-ku. Tokyo 105, Ja-
pan. T. (Tokyo 03) 591-4261. Tx. 222 2516.
IAPH J
Pres Mr. G.W. Altwater, Executive Director. Port of
Houston, USA.

A 1375 International Association of Youth Magistrates
Association internationale des magistrats de la jeunesse
(AJUE)
Secrétariat General Tribunal pour enfants. Palais de
Justice, Paris, France.
SG David Kennedy, barrister at law. The courthouse,
Dursley, Gloucestershire. UK.
Assistant SG J.P. Peigné, Premier Juge des enfants.
Tribunal de Grande Instance, Créteil 94, France.

A 1382 International Astronomical Union (IAU)
Union astronomique internationale (UAI)
SG Prof. Edith A. Muller, Observatoire de Genève,
CH-1290 Sauverny, Switzerland.

A 1431 International Association of Insurance and Rein-
surance Intermediaries
Bureau international des producteurs d'assurances et de
réassurances (BIPAR)
Pres Marcello Biginelli, Via Dante 59. I - Vercelli -
Italy.

- A 1475 International System of Scientific and Technical Information in Agriculture and Forestry
Système international d'information scientifique et technique pour l'agriculture et les forêts.
Pres Dr Gerd Kutschke, 120 56 Praha 2, Slezská 7, CSSR. T. 25.75.41.
- A 1477 international Centre for studies in Religious Education (Lumen Vitae)
Centre international d'études de la formation religieuse.
Pres André Knockaert, 184 rue Washington, 1050 Bruxelles, Belgium. T. 344.18.82.
SG (no change), 248 Avenue Molière, 1060 Bruxelles, Belgium. T. 345.48.48.
- A 1478 (Director) International Centre for the Study of the Preservation and the Restoration of Cultural Property
Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels.
Dir Dr. Arel Bernard Feilden (same address).
- A 1479 International Centre for the Terminology of the Social Sciences (INTERCENTRE)
Centre international pour la terminologie des sciences sociales.
Dir (no change), 45 Route de Colovrex, CH-1218 Gd. Saconnex iGE), Switzerland.
- A 1485 International Federation for Services of Emergency Telephonic Help (IFOTES)
Fédération internationale des services de secours par téléphone.
Sec Ch. de Morawitz, (same address)
Pres E.N. Balaszkeskul, 42A Miquelst., D-1000 Berlin 33.
- A 1508 International Cocoa Trades Federation (ICTF)
Fédération internationale du commerce du cacao
Sec (no change). Cereal House, Corn Exchange Building, 58 Mark Lane, London, EC3R 7NE, UK.
T. 01-488.3736, 488.3136/9. Tx 88.43.70.
- A 1560 International Commission on Glass
Commission internationale du verre.
Hon Sec Dr Jiri Gotz, Joint Laboratory of Silicates of the Czechoslovak Academy of Sciences and Institute of Chemical Technology, 166 28 Praha, 6 Dejvice, Suchbatarova 1905, Czechoslovakia.
Pres Prof J Stanek, Vysoka Skola Chemicko-Technologicka, Katedra Technologie Silikatu, 166 28 Praha 6, Dejvice. Suchbatarova 1905, Czechoslovakia.
- A 1615 (name and address) International Photobiology Association
Association internationale de photobiologie (AIP)
SG Prof. L.O. Bjorn, Dept. of Plant Physiology. Fack, S-220 07 Lund. Sweden.
- A 1808 International Ergonomics Association
Association internationale de recherches ergonomiques (IEA)
SG R.G. Sell, 5, Lyncroft Gardens. Hounslow. Middlesex TW3 2QT. UK. T. 44-1-894-4844.
Pres Prof. A. Chapanis.
- A 1889 (President) International Federation of Trade Unions of Transport Workers (IFTUTW)
Fédération internationale des organisations syndicales du personnel des transports (FIOT)
Pres Antoine Barbero (same address)
- A 1901 International Federation of Distributors
Fédération internationale des grandes entreprises de distribution (FIGED)
SG B. Le Marchand, 117, Avenue du Castel, B-1200 Bruxelles (Belgium). T. 736.59.42 /43.
- A 1920 International Federation of Friends of Nature
Internationale des amis de la nature (IAN)
Secretariat Birmensdorfstrasse 19, CH-8004 Zurich, Switzerland. T. 241.45.89
SG Werner Werder
Pres Erwin Schneider.
- A 1922 International Federation of Gastronomical, Vinicultural and Touristic Press (IFGVP)
Fédération internationale de la presse gastronomique, vinicole et touristique (FIPREGA)
Headquarters and Treas c /o R. Ginsburg (same address).
- A 1926 International Federation of Manufacturers of Gummed paper.
Fédération internationale des fabricants de papiers gommés (FIPAGO)
Delegate Drs. R F Reeling Brouwer, Julianastraat 30, POB 3009, Haarlem, Netherlands.
Tel. 023-3'1.91.25. Tx 41069 paper ni.
- A 1952 International Federation of Master-Craftsmen
Fédération internationale de l'artisanat (FIA)
SG Leopold Ehrenberger. Bundeskammer der Gewerblichen Wirtschaft - Sektion Gewerbe, Bauernmarkt. 13 - Wien, Austria.
- A 2027 International Federation of the Periodical Press
Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)
Dir (no change). 78, Ebury Street, London SW 1W 9 QD - UK. T. 01-730 0429.
Pres Leiv Fure.
- A 2162 International Institute of Sociology (ISS)
Institut international de sociologie
Pres Prof. France Govaerts, Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, 44 Avenue Jeanne, B-1050 Bruxelles, Belgium.
Hon. Pres Prof Alfredo Povina. Vittorio Castellano, Carle 2 immerman.
Postal address Secretariat, institut international de Sociologie, Palais Wilson, C.P. 7, CH-1211 Genève 14, Switzerland. T. (022) 32.43.67. Télegr. IISGRAM.
- A 3598 (Secretary General) World Union of Jewish Students (WUJS)
Union mondiale des étudiants juifs
Chairman Aneta Josefowicz (same address, no SG any longer)
Regional Secretariats (no European Secretariat at this stage).
- A 3600 (Name) World Union for the Safeguard of Youth
Union mondiale pour la sauvegarde de l'enfance et l'adolescence (UMOSEA) - Union mundial para la proteccion de la infancia y la adolescencia.
- A 3601 World Union of Pythagorean Organizations (WUPO)
Union mondiale des organisations pythagoréennes
(delete : SG Dr David Philipps, 84 Conseil Street, Concord West, NSW Australia),

A 3638 International Association of Documentary Film Makers
Association Internationale des documentaristes (AID)
Headquarters (same address)
SG Erwin Leiser, Zurichbergstrasse 44, CH-8084 Zurich, Switzerland.

A 366S Mondocivitan Republic (The Servant-Nation)
République des Citoyens du Monde
27 Delancey Street, London NW1 7RX, T. 267.0656.
Regional Office 129 West Main Street, Apt 1, Goshen, New York 10924, USA.

A 3886 (President) European Choral Association (AGEC)
Communauté de travail des associations chorales européennes
Pres H.F. Brune (same address).

A 3888 European Molecular Biology Conference
Conférence européenne de biologie moléculaire
Postfach 1022.40, D-6900 Heidelberg 1, Germany FR.
SG Prof A Rorsch
Pres Prof C. Zelle.

A 3895 International Association for Mathematical Geology (IAMG)
Association internationale pour la géologie mathématique
SG Prof E H T Whitten, Department of Geological Sciences, Northwestern University, Evanston, Illinois 60201, USA.
Pres Prof D F Merriam, Geology Department, Syracuse University, NY 13210, USA.

A 3896 International Association for Insurance Law
Association internationale de droit de l'assurance (AIDA)
SG A. Ernesto Caballero Sanchez, Avda de Baviera, 1-5° Dcha, Madrid, Spain.
Pres Prof Hans Moller, Albertiweg 2, D-Hamburg-Othmarschen, Germany FR.

A 3915 International Society of Chemotherapy (ISC)
Société internationale de chimiothérapie
SG Prof Dr Helmut Kuemmerte, Waldstrasse 22, D-6241 Eppstein-Ehihalten, Germany FR.

A 3921 International Study Group for Waterworks in the Rhine Catchment Area
Communauté de travail des distributions d'eau du bassin du Rhin.
Postbus 8169, NL-1005 AD Amsterdam, Netherlands.
T. (020) 820862.
Pres M. Schalekamp, Wasserversorgung Zurich, Postfach, CH-8023 Zurich, T. (01) 2482111.

A 3923 North Sea Hydrographie Commission (NSHC)
Commission hydrographique de la Mer du Nord
Chairman Dr G Zickwolff, Deutsches Hydrographischer Institut Bernhard, Nocht-Strasse 78, Postfach 220, D-2000 Hamburg 4, Germany FR.

A 3952 (Zone 2) World Bridge Federation (WBF)
Ligue mondiale du bridge
Zone 2 : American Contract Bridge League, 2200 Dennerat Road, Memphis, Tenn, USA.

A 4010 (president) International Society for Prosthetics and Orthotics (ISPO)
Société internationale de prothèse et orthèse
Pres Prof G Murdoch (same address)
Hon Sec J Hughes.

A 4015 (Chairman) Airport Associations Coordinating Council (AACC)
Conseil de coordination des associations aéroportuaires
Secretary no change
Chairman (1978) George J Bean, Tampa International Airport, P O Box 22287, Tampa, Florida 33622, USA.
T. 813 / 883-3400.

A 4017 Arab Air Carriers Organization (AACO)
Organisation arabe du transport aérien
SG Salim A Salaam, 3rd Floor, American Life Insurance Bldg, Airport Boulevard, POB 11-7349, Beirut, Lebanon. T. 2777710-11-12. C. Arabcarriers.

A 4123 International University Exchange Fund (IUEF)
Fonds international d'échanges universitaires (FIEU)
Director Lars-Gunnar Eriksson, Route des Acacias, PB 348, CH-1211, Geneva 11. T. 29.17.88. C. Unifund / Geneva. Tx 23997.
Regional and Branch Offices POB RW334, Ridgeway, Lusaka, Zambia. T. 81890. C. Unifund / Geneva; International Development Centre, Parnell House. 25 Wilton Rd, London SW1V US, UK. T. 828.2966. C. Unifund/London; Apartado 381, San Pedro, Montes de Oca, San José, Costa Rica. T. 23.18.79. C. Unifund/ San José de Costa Rica.

A 4131 NGO Environment Liaison Board (ELB)
Bureau de liaison des ONG intéressées à l'environnement
Dissolved as from September 1977. Future environmental coordination among NGOs is coordinated and stimulated by the NGO Environment Liaison Centre PO Box 72461, Nairobi, Kenya.

A 4143 Scandinavian Association of Geneticists
Association Scandinave des généticiens
SG Prof Claes Ramel, Wallenberg Laboratory, University of Stockholm, Sweden.
Pres Prof Esko Suomalainen, Institute of Genetics, University of Helsinki, Finland.

A 4157 (President) World Organisation of National Colleges, Academies and Academic Associations of General Practitioners/Family/Family Physicians (WONCA)
Organisation mondiale des collèges nationaux, académies et associations académiques des généralistes et des médecins de famille
Hon Sec Treas no change
Pres Dr Stuart Cane, The Grove Health Centre, Goldhawk Road, London W12 8EJ, UK.

A 4178 (Name) Asociacion Educacion Hoy DEC-CLAR-CIEC

A 4246 (Executive Director) Organization for Flora Neotropica (OFN)
Organisation Flora Neotropica
Exec Dir D r Ghilleen T. Prance (same address).

A 4288 Sec-Treas Caribbean Cane Farmers' Association (CCFA)
Association des cultivateurs de canne à sucre pour les Caraïbes
Sec Treas (vacant) no change in address.

A 4288 (Overseas Secretariats) African Medical and Research Foundation (AMRF)
Fondation africaine de médecine et de recherches
Dir Gen (no change).
Overseas Secretariats 27 Dover Street, London W1, UK; 833 United Nations Plaza, New York 10017, USA; Mauerkirchestr. 155, 8 Munchen 81, Germany FR; Socinstrasse 57, CH-4051, Basle, Switzerland; Putterlaan 8, Leidschendam, Netherlands; 11 Egtotvej, 2950 Vedbaek, Denmark; 304 Taylor Road. West Hill, Ontario, Canada.

A 4342 Commission for the Study of Church History in Latin America
Commission pour l'étude de l'histoire de l'Eglise en Amérique latine
Exec Sec Jaime Diaz C. Carrera 21 56-33, Ap. A. 20439, Bogota, Colombia, T. 495050.

A 4351 Nordic Tourist Traffic Committee
Comité nordique de la circulation touristique
Pres Ronald Bye
Exec Director Just Muus-Falck, Norway Travel Association, H. Heyerdahls gt, 1, Oslo 1, Norway, T (02) 427044. C. Landsreiselaget.

A 4370 (President) Committee of the Glutamic Acid Manufacturers of the European Economic Community
Comité des fabricants d'acide glutamique de la Communauté économique européenne (COFAG)
Pres Paul Dupre (same address).

A 4373 African Airlines Association (AFRAA)
Association des Compagnies Aériennes Africaines
PO B 20116, Nairobi, Kenya,
T. 33552S, 338410, 338419. SITA Code : NBOXAEC

A 4401 (Name) International Council on United Fund Raising

A 4410 Inter-University European Institute on Social Welfare (EISW)
Institut européen inter-universitaire de l'action sociale (EIAS)
Admin. Délégué S Mayence.
Sec P Rozen, 179 rue du Débarcadère, B-6001 Marcinelle, Belgium. T. (071) 36.62.73.

A 4414 International Council for Adult Education (ICAE)
Conseil International d'éducation des adultes
SG J R Kidd, 29 Prince Arthur Avenue, Toronto, Ontario. Canada M5R 1B2. C. Intercae. Toronto.

A 4419 International Federation of Ageing (IFA)
Fédération internationale de la vieillesse
SG William M Kerrigan, 1909 K Street M W, Room 511, Washington DC 20049. T. (202) 872-4886. C. Infeda.

A 4421 Academy of International Business (AIB)
Académie des affaires internationales (AAI)
Exec Sec Duane Kujawa, c/o Florida International University, Tamiami Trail. Miami. Fla. 33199. USA. T. (305) 552-2571.

A 4439 (Secretary General) Textile Institute
Institut du textile
SG R G Denyer (same address)
Pres Prof C S Whewell

A 4441 (Président) World Assistance Corps
Corps mondial de secours
Pres Michel Cépède, 135 rue Falguière, F-75015 Paris, France. T. (1) 783.28.08.
Registered Office (same address).

A 4443 World Phosphate Rock Institute (IMPHOS)
Institut mondial du phosphate (IMPHOS)
Permanent Secrétariat, 8 rue de Penthievre, F-75008 Paris, France T. 266.05.62. Tx Imphos 640498 F.
Registered Office (same address).

A 4505 Nordic Management Board
Conseil nordique de management
c / o Jaakko Honko, Dean. Kauppakorkeakoulu. Runebergsgatan 14 - 16, 00100 Helsinki, Finland.

A 4510 (Secretary) Meetings of Nordic jurists
Rencontres des juristes nordiques
Sec Ove Skollerholm (same address).

A 4520 (Secretary General) International Student Theatre Union (ISTU)
Union internationale des théâtres universitaires (UITU)
SG John Ytteborg (same address).

A 4523 (President) International Ship Suppliers Association
Association internationale des fournisseurs pour bateaux
Pres James C Taylor, 3200 Anetta Avenue, Baltimore, Maryland 21213, USA. T. (301) 342.79.00. Tx. (ITT) 87471.
Sec Gen (no change).

A 4539 (President) Association of African Development Finance Institutions (AADFI)
Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD)
Pres Auguste Daubrey, BP 2508 Abidjan, Côte d'Ivoire
SG (no change).

A 4560 World Interlingua Union
Union mondiale pour Interlingua
SG K. Wilgenhof, Beeckzanglaan 84, 1942 LT Beverwijk, Netherlands.

A 4561 (President) Institute of Sociology of Law for Europe (ISLE)
Institut de sociologie du droit pour l'Europe.
Director (no change)
Pres Britt-Mari Blegvad, Handelshøjskolen, Howitsvej, 60, DK 2000 Copenhagen F.

A 4568 (President) Commonwealth Nurses Federation
Fédération des infirmières du Commonwealth
Exec Sec (no change)
Pres Mrs Rachel Palmer, Principal, School of Nursing and Midwifery, Banjul, The Gambia, West African.

A 4587 (Secretary) International Society of Electrophysiological Kinesiology (ISEK)
Société internationale de kinésiologie électrophysiologique
Sec Dr. Gunnar Andersen, Secretary ISEK, Department of Orthopaedic Surgery 1 Sahlgren Hospital, S-413 45 Goteborg, Sweden.

A 4607 (President) World Union Saint Gabriel
Union mondiale St Gabriel
Pres Dr Franz Muschl, Landstrasser Hauptstrasse 83 /85, A-1030 Vienna.

A 4613 Scandinavian Transport Workers Federation (STF)
Fédération Scandinave des travailleurs du transport.
c / o Svenska Transportarbetareförbundet, Vasage. 11,
Stockholm, Sweden.

A 4614 International Association of Transport Museums (IATM)
Association internationale des musées de transports
Sec Wolf-Dieter Hoheisel, Head of technical Department, German Maritime Museum Van-Ronzelen-Strasse 285 Bremerhaven, Germany FR.
Pres Professor Dr. Przemyslaw Smolarek, Gdansk,

A 4643 African and Malagasy Sugar Council
Conseil africain et malgache du sucre
Dissolved February 1977.

B 0092 (President) ICFTU Asian Regional Organisation (ICFTU-ARO)
Confédération régionale asiatique de la CISL
Asian Regional Sec (no change)
Pres C.V., Devan Nair, National Trade Union Congress, Trade Union House, Shenton Way, Singapore.
T. 2226555. C. Solidcom. Tx. SNTUC RS 24543.

B 0125 (Secretary) Association of the Glucose producers in the EEC (A.F.G.)
Association des fabricants de glucose de la CEE (AFG)
Sec J. P. Anemaet (same address).

B 0254 Nordic Sami Council.
Sec. Samuli Aikio, Runeberginkatu 51 C 51, SF-00260 Helsinki, Finland. T. 90-409228.

B 0269 (Name) Lutheran-Roman Catholic Commission.

B 0296 (Secretary General) Committee for the wool Industries of the EEC.
Comité des industries lainières de la CEE (INTERLAINE).
SC William Lakin (same address).

B 0306 (Secretary) European Communities Shipowners' Associations Organization
Comité des associations d'armateurs des Communautés Européennes.
Sec Dominique Peugniez (same address).

B 0312 Committee of Small and Medium Sized Commercial Enterprises of the EEC Countries.
Comité des petites et moyennes entreprises commerciales des pays de la CEE (COPMEC).
Sec (no change), 33 rue du Congrès, B-1000 Bruxelles, Belgium. T. (02) 219.34.34.

B 0314 Committee of the Fabric Printing Industries of the EEC
Comité des industries de l'impression sur tissu de la CEE.
Entry to be deleted.

B 0385 (President) Community of French-Language Radio Programmes.
Communauté radiophonique des programmes de langue française.
Prés (Année 1978) M. Bernard Nicod (Radio Suisse Romande).

B 0437 (Secretary) European Commission of Human Rights Commission européenne des Droits de l'Homme.
Sec H.C. Kruger (same address) T. Strasbourg (88) 61.49.61. E. EUROPA Strasbourg.

B 0539 Latin American Constitutional Law Association.
Av. Santa Fé, 2108, 4°, « A », Buenos-Aires, Argentina.
Pres Dr. Salvador Maira Lozach.

B 0562 (Name) European Mastic Asphalt Association (EMAA)
Association européenne de l'asphalte (AEA).
(same address).

B 0590 (Secretary-General) General Association of Municipal Health and Technical Experts.
Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux (AGHTM).
SG M. Michel Brès (same address).

B 0629 Society of Photo-Technologists (SPT)
Exec Dir (no change), 236 1/2 W. 13th Ave., Denver. Cl. 80204 — U.S.A. T. (303) 534-5671.

B 0633 (President) European Committee for Rural Law
Comité européen de droit rural.
Dir Gen (no change).
Pres. Mr. Pikalo, 8 Bismarckstrasse, D-5160 DUREN GFR.

B 0887 (President) European Union of Animal Fat Producers
Union européenne des fondeurs et fabricants de corps gras animaux (UNECA).
Pres. A. Moulin, 10A, rue de la Paix, F-75002 Paris, France.

B 0904 European Institute of Business Administration
Institut européen d'administration des affaires (INSEAD).
22, Bd. de Constance, F-77305 Fontainebleau, France
T. 422.48.27.

B 3287 Permanent Conference of Chambers of Commerce and Industry of the EEC
Conférence permanente des chambres de commerce et d'industrie de la CEE.
SG Guy Amiet. Square Ambiorix 30 Bte 57, E-1040 Brussels, Belgium. T. 736.28.58. Tx. 25315 Channce B.

B 3358 Union of Craft Industries and Trades in the EEC
Union de l'artisanat de la CEE (UACEE)
SG Willibrord Sauer, rue du Congrès 33, B-1000 Brussels, Belgium.

B 3368 Union of the Regions of the European Community Capitals
Union des régions des capitales de la Communauté Européenne
SG M A Duwaerts, rue Marché aux Herbes. 61, B-1000 Brussels, Belgium. T. 513.07.50.

B 3388 (Director) United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD)
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (IRNU)
Director Solon Barraclough (same address)

B 3612 (Secretary General) European Commodities Exchange
Bourse de commerce européenne
SG Me Grucker (same address)

B 3315 International Wine and Food Society
Société internationale du vin et de l'alimentation
Secretary Brian Robinson. 104 Pall Mall. London SW 1. T. 01 8395717.

B 3896 Association for the Promotion of Humor in International Affairs (APHIA)
Alfred E Davidson, 5 rue de la Manutention, F-75116 Paris. France.

B 3947 European Southern Observatory (ESO)
Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral
Dir Gen Prof Dr L Woltjer, Schleissheimer Str 17, D-8046 Garching b. Munchen, Germany FR.

B 0411 (Name) International Pipe Line Contractors Association
Association internationale des entrepreneurs en pipe Unes

The Great American Congress Embargo

by G. de Coninck*

Since 31st December 1976, all those tax-paying Americans wishing to attend meetings taking place outside the USA, whether they are national or international in character, have been limited to an annual tax deduction restricted to those expenses incurred at a maximum of two foreign conventions per annum. The very application procedure has been complicated by numerous administrative annoyances and other hindrances, which we'll outline in more detail further on.

We refer, of course, to the « Tax Reform Act » , whose effects have been felt since its introduction on 31st December of last year, by all those who come under the « umbrella term » « Convention ». That is to say, according to the definition of the « Reform Act » : « Any Congress, convention or similar meeting organized outside the USA ». What is actually meant by « similar meeting » is not specified, one may well ask whether this is intended to include everything from general assemblies, committee meetings, workshops, colloquia, symposia, etc.

No doubt the American legislature intended to do away with abuses committed by certain « tourists » who pass off their holiday or world tour as « General Expenses », under pretext of professional obligations and of participation in some kind of meeting, more often than not, non-existent. However, it would be equally valid to point out that a certain injustice is being made to those genuine congressionists whose activities are most severely handicapped by the so-called « Reform ». Isn't it a great shame that in trying to root out fraud, some no doubt enthusiastic and dedicated civil-servant, has shortsightedly produced an act which, in fact, literally « uproots » and cripples the entire field of Congress and Association activities, both National and International. Moreover, although these measures don't seem, on first sight, to concern anyone but American citizens, in fact the entire congress movement world-wide is victim. The protectionism of the « Tax Reform Act » will, in practice, threaten the liberty itself of all meetings which take place beyond US borders.

The consequences have already been felt, meeting cancellations are rife and especially in those countries bordering on the USA, there has been a marked decrease in American attendance of

meetings where, formerly, Americans made a precious and, indeed, invaluable contribution, notably in the scientific, technological and medical fields. On the other hand, Americans themselves, of every discipline, are being cut off from international congresses, and deprived of the exchange of ideas and opinions of their overseas colleagues, not to mention the numerous in-

conveniences caused by the additional red tape and the administrative expense that this involves. The organising associations must foot hefty bills for staff and time make filling in the various questionnaires and in the preparation of other forms and copies of their programmes etc. for the US Tax Office.

A glance at the principal points in the Act is enough to convince one not

Tax Reform Act 1976 : Explanation of Expenses of Attending Foreign Conventions

'247

New Rules. — The Act limits the deductions allowable under either Code Sec. 162 or Code Sec. 212 for expenses of individuals attending foreign conventions held after December 31, 1976. The term « foreign convention » means any convention, seminar, or similar meeting held outside the United States, its possessions, and the Trust Territory of the Pacific.

Generally, no deduction is allowed for expenses paid or incurred by an individual in attending more than two foreign conventions in any taxable year. In addition, with respect to the two conventions for which a deduction is allowable, the amount of expenses that can be deducted for transportation and subsistence is limited.

The provisions apply to any person, whether or not such person is the individual attending the foreign convention. For example, if an employee is reimbursed for attending a foreign convention on behalf of his employer corporation, the corporation will be allowed a deduction for the expenses of attending the foreign convention only to the extent that the employee is allowed a deduction. In applying these provisions to a corporation, the two-convention rule is applicable on an employee-by-employee basis.

'249

Time Requirements for Business Activities. — With respect to subsistence expenses incurred to attend a foreign convention no deduction is permissible unless : (1) a full day (at least 6 hours) or half-day (at least 3 hours) of business activities are scheduled on each day during the convention, and (2) the individual attending the convention attends at least two-thirds of the hours of the daily scheduled business activities or: in the aggregate, attends at least two-thirds of the total hours of scheduled business activities at the convention.

Social Functions Are Not Business Activities. — In no event is time spent at parties or similar social functions taken into account for purposes of determining whether the required 3 or 6 hours of business activities were scheduled. Furthermore, in the case where there is a banquet at which there is a speaker or lecturer, only the time attributable to the speech or lecture (if business related) is taken into account.

'251

Signed Statement Necessary. — Any taxpayer taking a foreign convention expense deduction must submit a signed statement brought from the convention setting forth the days and the number of hours spent in attendance in order to prove that the attendance requirements have been met. In addition, a record must be kept by the organization sponsoring the convention.

Tax Reform Act 1976 : Explanation, cont...

' 253

Limitation on Deductibility of Subsistence Expenses. — *In the case where subsistence expenses are allowed, the amount allowable as a deduction while at the convention or travelling to and from the convention cannot exceed the per diem rate for the site of the convention established for United States civil servants under section 5702 (a) of Title 5 of the United States Code effective for the calendar month in which the convention begins. Subsistence expenses for this purpose constitute lodging, meals, and other necessary expenses for the personal sustenance and comfort of the traveller, including tips and taxi and similar local transportation expenses.*

' 255

Allocation of Transportation Expenses. — *A deduction for the total expense of transportation to and from the site of a foreign convention is allowable only if one-half or more of the total days of the trip are devoted to business-related activities. In determining whether a day is devoted to business-related activities, the same rules for counting full days and half-days for purposes of subsistence expenses are to be applied.*

If less than one-half of the total days of the trip is devoted to business-related activities, then only a proportionate amount of the transportation expenses is deductible. The amount to be deducted is determined by multiplying the transportation expenses paid or incurred by a fraction, the numerator of which is the total days of the trip devoted to business-related activities and the denominator of which is the total days of the trip. In determining the total days of the trip, travel days to and from the site of the convention cannot be taken into account.

' 257

Subsistence Expenses versus Transportation Expenses. — *In any case where the transportation and subsistence expenses are either not separately stated or, under the facts and circumstances, there is reason to believe that the allocation of expenses between transportation and subsistence is not properly reflected, all amounts paid for such expenses are treated as having been paid solely for subsistence expenses. Consequently, these expenses are subject to the subsistence per diem expense limitation.*

only of its naivety, in its implication that participation at a congress consists uniquely in one's presence in a meeting hall listening to speakers, or perhaps discussions, the invaluable role of the meetings' opportunities (or informal contact is ignored (see 5249) But also the very cadence of the language employed in the » Act » leaves a certain tinge of irony, as for example, in the distinction drawn between social functions and business activities :

« ...in the case where there is a banquet at which there is a speaker or lecturer, only the time attributable to the speech or lecture (if business related) is taken into account. »

Should one immediately search for a speaker more distinguished for his proximity, than anything else, to ensure that one's gastronomic activities are acceptably qualified by « business » motives ?...

One may only imagine a fraction of the disastrous consequences and innumerable complications engendered by this « Reform Act ». The United States Travel Services (USTS) has naturally taken steps to encourage the Ministers concerned to revise the « Act » as soon as possible.

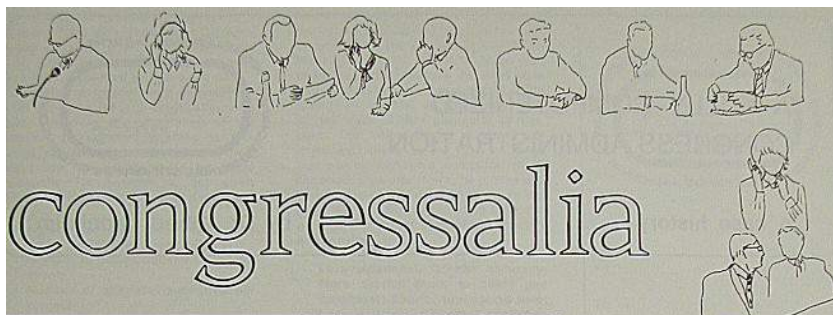
UIA's Secretary General sent a letter some time ago, expressing our genuine concern in the face of the Act's impossibly restrictive measures which threaten the very life of Congress organization world wide.

* This article was originally written in french by G. de Corinck and published

As a version rather than direct translation, the editors take responsibility for any differences or additions by comparison with the original

in Transnational organizations n° 11
p. 501.





The first international congress organised by the Society of Indexers will be held in London in July 1978. As far as we can discover, this will be the first world-wide conference ever held, in any country, in the specific field of the indexing of books and periodicals. It will be of special interest to publishers from all countries. Topics to be explored will include : improving standards, techniques and technology, the growth of international collaboration, language differences, the economics of indexing, and its role in education.

Grèce



A l'occasion du 2300^e anniversaire de la mort d'Aristote, le gouvernement hellénique a décidé d'organiser à Thessalonique du 7 au 14 août 1978, un Congrès mondial en vue d'honorer la mémoire du philosophe. Ce Congrès placé sous le haut patronage du Président de la République M. Constantin D. Tsatsos, et sous l'égide de l'UNESCO, se tiendra dans les nouveaux bâtiments de l'Université Aristotélisque de Thessalonique. Le congrès sera consacré à l'importance universelle du philosophe et à l'influence de sa pensée jusqu'à nos jours. Les thèmes de discussion sont répartis en 4 sections :

- a. Aristote et la période post-classique
- b. Aristote et le Moyen Age
- c. Aristote et les temps modernes
- d. Aristote et la pensée actuelle.

Les langues officielles du congrès sont le français, l'anglais, l'allemand et le grec.

London



We have been informed by the London Convention Bureau of the election of Lord Ponsoby of Shulbrede as Chairman of the London Convention Bureau. This office originally proposed London as a destination for the 31st annual Convention and competitions of the US ladies' barbershop-style singing association « Sweet Adelines » which took place at the beginning of November last. 5000 over the 30000 membership of the association attended the meeting held for the first time ever outside North America. It is estimated that the group spent from £ 1 million to £ 1.5 million in dollars in Britain during their stay...

Zagreb



La Fédération Européenne des Villes de Congrès a tenu son Assemblée Générale à Zagreb (Yougoslavie) en novembre 1977. Trente et un pays étaient représentés ainsi que plusieurs organisations internationales. Les délégués ont été impressionnés par l'équipement de Congrès offert par Zagreb ainsi que par l'accueil chaleureux qui leur a été réservé. Une centaine de délégués ont participé aux réunions de travail qui ont traité

des différents aspects de la promotion, de la prospection et de l'organisation des congrès.

Une enquête sur les tendances dans l'industrie des congrès en 1976 a démontré que le nombre de congrès est en augmentation de $\pm 10\%$ dans les villes européennes.

Montréal



The 26th World Scout Conference was a most successful conference. Over 500 Scout leaders met at the Queen Elizabeth hotel in Montreal at the end of July to deliberate the « State of the Movement ». The major questions on the agenda were Constitutional aspects of the Promise and Law, a fairer repartition of fees and a amendment to training policy. Measures were adopted concerning these three questions but the week saw hundreds of formal and informal meetings on every imaginable aspect of Scouting. The Conference adopted a new constitutional expression of the « Purpose, Principles and Method » section of the Constitution of the World Organization of the Scout Movement. The subject has been under study for a number of years and many carefully considered amendments had been proposed by national Scout associations. All were reviewed and discussed by a Select Committee of one spokesman per country plus limited observers. Precise wording was agreed upon which was then presented to the full Conference in plenary session for approval. The new text refines and clarifies the basic statement of Scouting's fundamentals. The 27th World Scout Conference will take place in Teheran in 1979.

A FULLY COMPUTERIZED CONGRESS ADMINISTRATION

A case history



by Dr. Albert Cronheim *

After many years of hesitation and calculation we decided three years ago to computerize all administrative work pertaining to the technical organization of international congresses. The minor problem was the choice of the computer; the major problem the development of the software. As the latter was not for sale, we formed a working group of some software experts of the Erasmus University (Rotterdam) and our own congress officers.

The process of making either party understand the technical requirements of the other party has been as interesting as difficult. In fact Chinese and Russians had to develop a third language, satisfying their mutual demands. The various programmes have been written in MUMPS, whereas for the hardware a PDF 11/34 of DEC (Digital Equipment Corporation) has been chosen.

Basically, five fully integrated programmes have been developed :

1. Registration (personal data)
- "2. Hotel accommodation
3. Social events
4. Scientific programme
5. Finance.

In the process, we learned that there is an increasing danger that in the end the computer will command our work, instead of our work commanding the computer, in other words, one should permanently wonder, whether practice requires a given detail to be computerized. For, the full theoretical perfection may lead to practical immobility. Several times, we felt that not using all the possibilities of the computer will produce a more workable system.

Furthermore, we decided not to use Dutch as the working language. Considering the fact, that English has developed into being the professional language, world wide, of congress organization, all programmes have been written

in English. This means that our personnel must have full command of the English language, but also that the system can be used in any country.

In order to make the daily use of the system as simple, as attractive and as safe as possible, we asked that all programmes be written in dialogue style. This means that the computer, in normal characters on the screen of the terminal, always asks a question to the secretary operating that terminal. For instance, when registering a new participant into the computer :

Question
What is participants' name ?

Initials ?
Title ?

Affiliation ?

Mailing address ?

Category ?

Any accompanying person ?
Does he want hotel accommodation ?
Which category ?
Date of arrival ?
Date of departure ?
Does he apply for
a) Excursion A ?
b) Banquet ?
Does he announce to submit abstract of free paper ?
Etc., etc.

1) — At this point the computer registers automatically the congress fee to be paid by this participant (low fee before March 1, late fee after March

1). So this figure has not to be typed by the Secretary.

2) — When for any night of this period all rooms in Category B have been assigned already the computer immediately « says » (on the screen) « June 7 fully booked in Category B ».

3) — If the maximum number of participants in this excursion has already been attained, the computer says: « Excursion A fully booked, try second choice ».

4) — At the very moment this answer is typed on the terminal, the computer

Answer
Johnson

Computer dialogue

F.B.
Dr.
Harvard University,
Medical School
25 Parklane, Boston,
Mass. U.S.A.
Full participant, or
student, or technical
participant, etc. 1)

No

Yes
B
June 6
June 12 2)

Yes 3)
Yes 4)

Yes 5)

adds the fee for the banquet to the dues to be paid by that particular participant. It deducts this fee when his participation is cancelled.

5) — In order to send an abstract submission form with instructions the computer will print a set of address labels only for those participants where « yes » has been answered to this question. These few examples may demonstrate that inaccuracies are practically ruled out. Moreover, the integration of the various programmes enables to produce valuable overviews which nowadays are too expensive to be made manually. For instance, at any given moment, the following are available :

- Number of participants registered so far per country, per category;
- Number of places booked per social event;
- Number of abstracts submitted per subject;
- All participants in a given course, or factory visit, etc.;
- Financial overview per category, amount due, amount paid, cash flow, etc.;
- Rooms, per hotel, per night, not yet allocated;
- Full rooming list per hotel, chronologically and alphabetically per day of arrival;
- Individual overview per participant (financial status, hotel allotted plus dates, special function in congress, etc.);
- Papers to be read in any given session, etc., etc.

Lists of names can be produced either in alphabetical or in numerical order. The system comprises 23 standard print-outs, such as :

- Badges; Congress cards; Hotel vouchers; Reminders; Receipts (of cash); Address labels; Letters of acceptance of abstract including information on date, hour and hall of presentation, title of session, name of chairman; List of participants, per country, alphabetically, etc.

To the latter, lay-out and setting instructions are added by the computer to each word, so that the relevant tape can be used by the printer on his computerized setting machine, resulting in important savings of time, money and energy.

Each 24 hours, all data put into the computer, are copied on a mag-tape and stored in a strong box, so that, in case of calamity, nothing is lost and the work can be continued on another computer elsewhere.

The programmes now available cover about 85 % of the needs of any congress. This means, that for a new congress to be handled, the programming of the particular data of that congress only represents 10-15% of the total programming this congress requires; another important saving.

For one of the biggest headaches of our profession — the many individual changes during the last weeks before the congress — the computer also means great improvement. For, nothing else

has to be typed than the very change (so not a complete new registration card or whatever), the change is visible on the screen of the terminal, it automatically replaces the now detected data and processes the consequences of the change — in so far as applicable — in all the data of that particular participant. The latter aspect is especially important, since, in the rush of those last weeks, without a computer, those consequences often fail to be processed. To conclude this survey which is all too brief, we feel that introducing the computer in our rather specialized industry has resulted in :

- Less personnel; Greater accuracy;
- More service (both to client and suppliers); Shorter processing time;
- Less dull work; A great challenge to all involved.



Iapco Council Meeting

The IAPCO Council members met in Madrid in October 1977. Among the various points on the agenda of the meeting, was the preparation of the 4th IAPCO Seminar due to take place at the Wolfsberg Management Centre in Switzerland from 5-10 February 1978, and the examination of the new applications for membership. Two candidates have been accepted as Full members : Magistrat in Ljubljana, Yugoslavia and Mr. Jorge Castex from Congresos internacionales in Buenos Aires.

the next Council meeting will take place before the General Assembly and workshop to be held in March 78 in the Mediaeval Castle of Sigüenza recently open as a Parador and situated at about 100 miles North of Madrid. In order to answer to the desirability of a greater co-operation between different associations in the conference business, the Council members agreed to invite to the meeting representatives of some of the major organizations in that field.

m

* Managing Director of Holland Organizing Centre, The Hague, the Netherlands.

INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1977

17th EDITION

10eme SUPPLEMENT

Le signe • indique un changement ou complément aux informations publiées précédemment.

1978 Jan 3 New Delhi (India)
UN Economic Commission for Asia and the Pacific Trade Negotiations Group. 8th session. (YB B 417)
Sala Santham, Bangkok 2, Thailand.

1978 Jan 3-5 Birmingham (UK)
Royal Microscopical Society. Meeting : Scanning electron microscopy. Administrator, Royal Microscopical Society, 37-38 St Clements, Oxford OX4 1AJ, UK.

1978 Jan 3-5 Copenhagen (Denmark)
Scandinavian odontology seminar in conjunction with Scandinavian dental fair. P : 4000.
Oo Kursunaevnet OTF. Mossedalsvej 15, DK-2500 Copenhagen Valby.

1978 Jan 3-8 New Orleans (La, USA)
Int Transnational Analysis Association. Congress. P : 500. C : 8-10. (YB A 4383)
Robert F Andersen. 1772Vallejo Street, San Francisco, CA 94123, USA.

1978 Jan 13 Sydney - Melbourne - Canberra (Australia)
Int Press Institute. Annual general assembly. P : 250-300. C : 30. (YB A 2375)
Tony Charlton Esq. Australian Assembly Co-ordinator, IPL, - The Age -, 250 Spencer Street, Melbourne 3000, Victoria, Australia.

1978 Jan 4-6 Helsinki (Finland)
European Foundation for Management Development. 6th Meeting of directors. Rue de la Concorde 51, B-1050 Brussels. (YB A 0570)

1978 Jan 4-6 Warwick (UK)
Institute of Physics. Solid State Physics Sub-Committee. 15th Annual solid state physics conference. P : 250.
Institute of Physics, Meetings Officer, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QK, UK.

1978 Jan 4-7 Madras (India)
Int symposium on biomolecular structure, conformation, function and evolution. Prof R Srinivasan. Dept of Physics (Crystallography and Biophysics), University of Madras, Guindy Campus, Madras 600025, India.

1978 Jan 6 London (UK)
Modern Humanities Research Association. Annual meeting. (YB B 3851)
Prof D A Wells, Dept of German, Queen's University, Belfast BT7 1NN, UK.

1978 Jan 7-9 Phoenix (Ariz, USA)
Int Grooving and Grinding Association. Annual meeting. P : 30-35. (YB B 0011)
Suite 2810, 1270 Avenue of the Americas, New York, NY 10020.

1978 Jan 8-13 Cambridge (UK)
Int Bar Association, Energy and Natural Resources Committee of the Section on Business Law. Seminar : Petroleum law. P : 150. C : 10. (YB A 1396)
Int Bar Association, Bryon House, 7-9 St James Street, London SW1A 1EE.

1978 Jan 8-14 Herzlia (Israel)
2nd meeting of the Mediterranean Blood Club. P : 200.
Kenes, POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1978 Jan 8-14 Sydney (Australia)
Patents Int Affiliates. Conference.
2 Messogion Street, Athens Tower, Athens, Greece.

1978 Jan 8-15 Jeddah (Saudi Arabia)
Association of Arab Universities. Seminar of the marine sciences. P : 20-60. (YB B 3342)
AARU, Scientific Computation Center, Tharwar Street Orman Post Office Ciza, Cairo, Egypt.

1978 Jan 9-10 San Diego (Cal, USA)
Pab American Cancer Cytology Society, am Pan American cancer cytology congress : pre-congress lecture program. Estrogens and cancer; screening for breast cancer; cytology. (YB A 3052)
Franklin C Reyner, MD, Executive Coordinating Officer, National Cancer Cytology Center, 150 Broad Hollow Road, Melville, NY 11746, USA.

10th SUPPLEMENT

The sign • indicates supplementary information of modification to previous announcements.

1978 Jan 9-13 Lubumbashi (Zaire)
Association des Universités Partiellement ou entièrement de Langue française. Séminaire des facultés et écoles d'enseignement supérieur des sciences vétérinaires d'Afrique. (YB A 0156)
AUPELF, Bureau régional Europe, 173 Bd Saint Germain, F-75272 Paris cedex 06.

1978 Jan 9-14 Freetown (Sierra Leone)
West African College of Surgeons. 18th Congress and conference : Genito-urinary surgery. P : 300. C : all West African countries. Ex. (YB A 0167)
c/o Dr J T O Vincent, connought Hospital, Freetown.

1978 Jan 9-14 Madras (India)
Wrieter school on some aspects of biological molecules. Prof R Srinivasan, Dept of Physics (Crystallograpay and Biophysics), University of Madras, Guindy Campus, Madras 600025, India.

1978 Jan 9-18 Monte Carlo (Monaco)
United Nations Environment Programme. Intergovernmental meeting of Mediterranean coastal states. (YB B 4161)
UNEP, POB 30552, Nairobi, Kenya.

1978 Jan 10-13 Bangkok (Thailand)
Int Association for Hydraulic Research. Int conference on water resources engineering. (YB A 1193)
PB 177, Delft, Netherlands.

1978 Jan 10-20 Bogota (Colombia)
Unesco. Conference intergouvernementale sur les politiques culturelles en Amerique Latine et aux Caraibes. (YB B 3383)
7 Place de Fontenoy, F-75700 Paris.

1978 Jan 12 Los Angeles (Cal, USA)
Pan American Cancer Cytology Society. 6th Pan American cancer cytology congress : pre-congress lecture program : Colposcopy. (YB A 3052)
Franklin C Reyner, MD, Executive Coordinating Officer, National Cancer Cytology Center, 150 Broad Hollow Road, Melville, NY 11746, USA.

1978 Jan 12 (Philippines)
Int College of Surgeons / Philippine section. Annual meeting. General E S Filart, 30 Eisenhower Street, Greenhills, Rizal.

1978 Jan 13-15 Cologne (Germany, Fed Rep)
5. Int Jahrestagung Kolner Fortbildungen - seminar deutschsprachiger, freiberuflicher Chirurgen und orthopaden P : 600.
Ritter-Klinik, Furstenbergstrasse 29, 5000 Cologne 80.

1978 Jan 14-15 Royaumont Abbaye (France)
Int Health Center of Socio-Economies Researches and Studies. Séminaire : Application de la socio-économie. (YB B 4627)
CIERSES, 2 rue de la Marge, F-78600 Meanli le Roi.

1978 Jan 15 Paris (France)
World Union of French Speakers. General assembly and congress. P : 100. C : 12. (YB A 3597)
BP 56, F-75222 Paris, Cedex 05.

1978 Jan 15-18 Las Vegas (Nev, USA)
Pan American Cancer Cytology Society /National Cancer Cytology Center. 6th Pan American cancer cytology congress : Cancer detection; management of cancer : carcinogenesis : bridging experimental and clinical oncology : Immunology. P : 150 . C : 10. (YB A 3052)
Franklin C Reyner, MD, Executive Coordinating Officer, National Cancer Cytology Center, 150 Broad Hollow Road, Melville, NY 11746, USA.

1978 Jan 15-20 Bogota (Colombia)
Catholic Int Education Office. 10th General assembly : Education for peace, justice and new int relations : the OIEC examines itself on its achievements and responsibilities. P : 120. C : 80. Ex. (YB A 0220)
OIEC, rue des Eburons 60, B-1040 Brussels.

1978 Jan 15-20 Tel Aviv (Israel)
Int symposium on the dying human. P: 500.
Kenes, POB 16271, Tel Aviv,

1978 Jan 15-21 Amsterdam (Netherlands)
Int Association for the Exchange of Students for Technical Experience. 26th General conference. P : 90. C : 40. (YB A 1218).
Mr Kochle, General Secretary, IAESTE, Ramistrasse 101, CH-8092 Zurich, Switzerland.

1978 Jan 16-18
Int Center for Tropical Agriculture, Workshop on Int been brooding trials.
(YB A 4637)

CIAT, Palmira, Apto Aereo 67.13. Calc.
1978 Jan 16-19 Manila (Philippines)
Rehabilitation Int. 2nd conference on legislation concerning the disabled.
(YB A 2501)

Mrs Charlotte Flora, President, Philippe Foundation for the Rehabilitation of the Disabled. POB 1215, Makati 3117, Rtlal, Philippines.
(YB A 2501)

1978 Jan 16-20 Amsterdam (Netherlands)
Share European Association . Mainly parallel workshop (4-8) of the 18
(YB B 3420)

working groups (project committees) of the association : Computer system control programs, languages (algot, fortran, etc.), applications (symbolic mathematical computation , statistic , graphic), networking, teleprocessing, data base systems and management . P : 255.
(YB B 0658)

SEAS HQ, Toernooiveld, Nijmegen, Netherlands.

1978 Jan 16-20 Brussels (Belgium)
Von Karman Institute for Fluid Dynamics. Meeting : Reology of polymeric liquids.
(YB B 3420)

Chaussée de Waterloo 72, B-1640 Rhode St Genèse.

1978 Jan 17-21 Jerusalem (Israel)
4th World conference of synagogues and Kehilloth.
Kopeltours, Conventions. 122 Hayarkon Street, Tel Aviv, Israel.

1978 Jan 17-23 Bangkok (Thailand)
UN Economic Commission (or Asia and the Pacific. Intergovernmental meeting on integrated industrialization of non-metropolitan areas.
(YB B 4177)

Sale Sanittham, Bangkok 2.
(YB B 4177)

1978 Jan 18-20 Berlin (West)
Int Association of the Soap and Detergent Industry. Winter session. P : 80-100.
(YB A J360)

Kongresshalle Berlin, Jann-Foster-Dulles-Allee 10, D-1000 Berlin 21.
(YB A J360)

1978 Jan 18-24 Kuala Lumpur (Malaysia)
World Meteorology Organization. 4th Planning meeting on Monsoon experiment.
(YB A 3556)

WMO, CP 5, CH-1211 Geneva 20.

1978 Jan 18-24 (Bangladesh)
Commonwealth Science Council . Regional workshop on rural technology.
(YB A 0375)

CSC, Africa House, Kingway, London WC2B 6BD, UK.

1978 Jan 16-25 Bombay (India)
CHEM + TECH. 2nd Trade fair and congress for the chemical and chemical engineering industries.
Dr D N Road, Tai Building 210, Bombay 400001. India.

1978 Jan 18-26 Bangkok (Thailand)
9th World orchid convention. P : 4000. C : 60.
Int Convention Division, Tourist Organization of Thailand, Ratchedernmoen Avenue, Bangkok 2.

1978 Jan 19-20 New Delhi (India)
World Psychiatric Association / Indian Psychiatric Society. Symposium : Treatment in psychiatry. P : 150. C : 13.
(YB A 8577)

WPA, Maudsley Hospital, Denmark Hill, London 6E5 8AZ, UK

1978 Jan 19-21 Paris (France)
Journées Francophones d'hépatogastro-entérologie.
Mme Caillard, Laboratoire Biothérax, 58 rue du Landy, F-93212 La Plaine-Denis.

1978 Jan 19-22 (Thailand)
Int College of Surgeons /Thailand regional meeting.
(YB A 1513)

Swi Wongse Havanonda, MD, Children's Hospital, Bangkok.

1978 Jan 19-24 Nogent (France)
Int Association for the Development of Int and Word Universities. Symposium : Exchanges of experiences between managers of int universities. ad-

justment programs of research and action. P : 60. C : 30. (YB A 4005)

IADIWU, 148 Boulevard de Strasbourg, F-94130 Nogent-sur-Mame.

1978 Jan 20 Imst (Austria)
Int Luge Federation, Congress. P : 60.
(YB A 2236)

FIL, J Steler, Architecte. 14 Place Felix-Baret. Marseille. France.

1978 Jan 21-26 Brasilia (Brasil)
Organization for Flora Neotropica. Annual meeting of Board and commission . conferences (held in conjunction with II Latin American botanical congress) : Progress in neotropical botany. P : 50. C : 10.
(YB A 4246)

Dr Chilean T. France, Executive Director. OFN, The New York Botanical Garden, Bronx, NY 10458, USA.

1978 Jan 21-27 Milan (Italy)
Latin American Confederation of Tourist Organizations. Extraordinary congress (promotional) : Tourism , especitly its development , from , within and towards Latin America. P : 1200. C : 40. Ex.
(YB A 0395)

COTAL, Secretaria Permanente, Viamonte 640, 1053 Buenos Aires. Argentina.

1978 Jan 21-28 Sao Paulo (Brazil)
Associacao Paulista de Cirurgiees Dentistas / Latin American Odontological Federation . 8e Convencio Prulisa d'odontologie et 10e seminaire Latino-americain d'odontologio

Associação Paulista de Cirurgiees Dentistas, Rua Humaita 389, Sao Paulo.

1978 Jan 22-26 San Francisco (Cal, USA)
American Physical Society, General meeting.
335 E 45th Street, New York, NY 10017.

1978 Jan 22-27 Singapore (Singapore)
6th Asia and Ocsania congress of endocrinology : Asian Pacific Thyroid Association meeting. Asian Pacific Diabetes Association meeting. P : 600.
Endocrine and Metabolic Society of Singapore, co Medical Unit II, Singapore General Hospital, Outram Road, Singapore 3.

1978 Jan 22-27 Tel Aviv (Israel)
1st Int conference and exhibition on Jewish culinary art. P : 1000.
Kenes, POB 16271. Tel Aviv.

1978 Jan 22-28 Santa Monica (Cal, USA)
Int Cooperation Council, in cooperation with members organizations. World festival - 13th annual : Synergy : a creative process for individuals , groups and planets. P : 2000-3000. C : 5-10. Ex.
(YB B 1707)

ICC, 8570 Wilshire Blvd, Beverly Hills. CA 90211, USA.

1978 Jan 23-27 New Delhi (India)
Pacific Area Travel Association. Conference. P : 14.00.
(YB A 3042)

Mr K B Singh, Conference Secretary, Dept of Tourism, Govt of India. Transport Bhaven Shawar, 1 Parliament Street. New Delhi 110001.

1978 Jan 23-27 Strasbourg (France)
Council of Europe, Parliamentary Assembly, 29 th session, 3rd part.
(YB A 0435)

Avenue de l'Europe, F-67006 Strasbourg cede'.

1978 Jan 23-28 Berlin (West)
8. Int Agrarfilm fachtagung.
Int Agrarfilm-Wettbewerbe Berlin, Bundesallee 216-218, 1000 Berlin 15.

1978 Jan 23-28 Bourg-St-Maurice (France)
Société Française du Vide. Séminaire sur les méthodes d'analyse et de caractérisation des couches minces.
19 rue du Renard. F-75004 Paris.

1978 Jan 23-28 New Delhi (India)
5th Int Wheat genetics symposium.
Dr M V Rao, Cummings Indian Agricultural Research Inst., New Delhi 110012 India.

1978 Jan 23-Feb 10 New York (USA)
United Nations, Commission on the Status of Women. Session.
(YB A 3375)

Branch for the Advancement of Women. UN Headquarters, New York, NY 10017, USA.

1978 Jan 24-26 Wiesbaden (Germany, Fed Rep)
Int conference and exhibition " Powder Europa".
Int Powder Institute, POB 78. London NW11 0PG, UK.

1978 Jan 24-28 Bangkok (Thailand)
Unesco, Asian Cultural Centre. 4th Regional experts meeting for coproduction of educational material on Asian music (including production of KIT).
(YB A 3383)

Unesco, Regional Bureau of Education for Asia, POB 1425, Bangkok 11.

1978 Jan 24-30 Bangkok (Thailand)
UN Economic Commission for Asia and the Pacific. Intergovernmental meeting on agro- and allied industries.
(YB B 4177)

Sala Sanittham, Bangkok 2.

1978 Jan 25 London (UK)
Educational Commission for Foreign Medical Graduates. P : 1000.
Conferences Services LTD, The Conference Centre, 43 Charles Street, Mayfair, London W1X 7P6, UK.

1978 Jan 25-27 Dobbiaco (Italy)
Int Centre of Winter Maintenance /Permanent Int Association of Road Congress. Int congress of winter maintenance : Return of investments and improvement of techniques and organization of winter maintenance,
(YB A 3112)

C.I.V.I., Corso Massimo d'Azeglio. 60, 10126 Torino.

1978 Jan 25-27 Singapore (Singapore)
Int soy protein food conference . P : 500.
Pac-Asian SVCS (Pte) Ltd. Suite 1614/1616, Int Plaza Anson Road. Singapore.

1978 Jan 26 Tampa (Fla, USA)
Airport Associations coordinating Council 26th Meeting.
(YB A 4015)

AACC, POB 125, CH-1215 Geneva 15 • Airport, Switzerland.

1978 Jan 26-27 Copenhagen (Denmark)
Int Council for Building Research and Documentation. Working Commission W60-The Performance Concept in Building. meeting.
(YB A 1723)

POB 20704, NL-3001 JA, Rotterdam, Netherlands.

1978 Jan 26-27 London (UK)
The Royal Society. Meeting : The biochemical functions of terpenoids in plants.

6 Carlton House Terrace, London SW1Y 5AG, UK.

1978 Jan 26-27 Prague (Czechoslovakia)
Int Chamber of Commerce , Liason Comunitee / Chambres de Commerce des

Pays Socialistes Séminaire sur les techniques de l'arbitrage dans les relations commerciales Est. Quost. (YB A 1490)
CC. 38 Cours Albert 1er, F-75003 Paris.

1978 Jan 26-30 New York (USA)
Oil, Chemical and Atomic Workers Int Union. District Council. Conference Science. P : 250, C : 15. (YB B 4808)
Mr Wesley J Hlits. Secretary-Treasurer, 110 24th Street, Niagara Falls. NY 14303. USA.

1978 Jan 28-30 Singapore (Singapore)
Asia and Oceania Thyroid Association. Post-congress workshop : Endemic goitre and thyroid testing. P : 200.
Endocrine and Metabolic Society of Singapore, c/o Medical Unit II, Singapore General Hospital, Outram Road, Singapore 3.

1978 Jan 29-Feb 1 San Diego (Cal . USA)
Helicopter Association of America. Int convention. P : 3800.
R A Richardson. 1156 15th Street. NW, Ste 610, Washington DC 20005.

1978 Jan 29-Feb 6 Cancun (Mexico)
US Foundation for Studies in Reproduction. Annual Pan-American conference on fertility and sterility.
US Int Foundation for Studies in Reproduction, Inc., 112-44 69th Avenue, Forest Hills. NY 11375. USA.

1978 Jan 30-Feb 2 Kuala Lumpur (Malaysia)
Int Association of Seed Crushers. 54th World congress. P : 1000. (YB A 1343)
Oil Palm Growers' Council of Malaysia, Banguna Getah Asli, Jalan Ampang, Kuala Lumpur.

1978 Jan 31-Feb 3 Bombay (India)
Int Federation for Information Processing . Council meeting. (YB A 1828)

IFIP Secretariat, 3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

1978 Jan 31-Feb 5 Bangkok (Thailand)
UN Economic Commission for Asia and the Pacific. Committee on Agricultural Development. 2nd session. (YB B 4177)
Saia Santham, Bangkok 2.

1978 Jan end Paris (France)
North Atlantic Assembly. Economic Commission, meeting. (YB A 3004)
Place du Petit Sablon 3, B-1000 Brussels.

1978 Jan Bangkok (Thailand)
Asian Association of Pédiatrie Surgeons. Congress. P : 500. C : 5. (YB A 4019)
Keijiro Suruga, MD. Prof and Chief, Dept of Pédiatrie Surgery, Juntendo University, School of Medicine, 2-1-2 Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo. Japan.

1978 Jan Brussels (Belgium)
European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar on data analysis. (YB A 0853)
ESOMAR, Raadhuisstraat 15, Amsterdam, Netherlands.

1978 Jan Calcutta (India)
Institution of Instrumentation Scientists and Technologists/Int Measurement Confederation, Int symposium on instrumentation : Standards and standardization . theory and fundamentals of measurements, process instrumentation, ecological and biological instrumentation, emerging techniques for scientific and industrial measurements. (YB A 2250)
Convenor, Int symposium on instrumentation (1978), Inst of instrumentation Scientists and Technologists (India), Dept of Electrical Engineering, Jadavpur University, Calcutta-700032.

1978 Jan Hyderabad (India)
Committee on Science and Technology in Developing Countries. Seminar on nutritional policy for developing countries. (YB B 0321)
Or S Radhakrishna, COSTED Secretariat, Indian Institute of Sciences, Bangalore, India.

1978 Jan Izmir (Turkey)
Central Treaty Organization. 3rd Seminar/Workshop on auxiliary health personnel (training and instructors). (YB A 0254)
CENTO. Eski Buyk Millet Medisi Binası, Ankara.

1978 Jan Kuala Lumpur (Maladysia)
Int Association of Seed Crushers. 54th World congress. P : 1000.

(YB A 1343).
Oil Palm Growers' Council of Malaysia, Bangunan Getah Asli, Jalan Ampang, Kuala Lumpur.

1978 Jan La Serena (Chile)
Int Astronomical Union. 1st Latin America astronomical meeting. (YB A 1382)
Anguita. Departamento de Astronomia, Universidad de Chile, Santiago, Chile.

MAEVA BEACH HOTEL

P.O. Box 1601
PAPEETE Tahiti - French Polynesia
Telephone : 280.42
Cable : MAEVOTEL

*

Situated on a secluded white sand beach, along the lagoon in the exclusive Punaauia District, a convenient 2 1/2 miles from FAAA International Airport and only 4 1/2 miles from downtown Papeete.

Magnificent luxury resort hotel
230 rooms
2 restaurants
2 bars
Cocktail lounge
Swimming pool and extensive recreational and sport activities
Shopping *arcade*

A multipurpose room is located on the ground floor of the central building, overlooking the gardens from its sweeping bay windows and wide patio. Removable partitions convert the area into one, two or three meeting rooms.

Seminars : 150 guests - Banquets : 80 guests.

FARE BANQUETS, a typical Polynesian style Fare has been designed for important groups (incentive, tours, conventions and organized tours) and for exhibitions. Banquets : 350 guests - Cocktails : 500 guests.

UTH

International Hotels

19 bld Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 266.19.40 - Telex : 650425F
Central Reservation : Tel. : 776 4152
Telex : 280034

1978 Jan Paris (France)
World Meteorological Organization/FAO/Unesco Interagency Group on
Agricultural Biometeorology, meeting (YB A 3556/A 0971/A 3383)
San Diego (Cal. USA)

1978 Jan
North American Gladiolus Council, Int meeting, P: 150.
Reinhold Vogt, 224 S Christine Street, Appleton, Wis 54911.

1978 Jan Tel Aviv (Israel)
Int Association of Touts Managers, Congress, (YB A 4078)
Kopelours, Conventions, 122 Hayarkon Street, Tel Aviv.

1978 Jan (Israel)
Int Society for Horticultural Science, Section Vegetables. Symposium on
water supply under glass and plastics. (YB A 2488)
Dr K M Schallinger. Inst of Soils and Water, The Volcani Center. POB 6,
Bet Dagan, Israel.

1978 Jan (Israel)
Liberal Int (World Liberal Union). Executive Committee meeting. P: 40. C: (YB A 2934)
9-20.
1 Whitelall Place, London SW1A 2HE, UK.

1978 Jan (Nigeria)
World Association of Girl Guides and Girl Scouts. Africa regional commit-
tee meeting in connection with the regional training for trainers. (YB A 3469)

132 Ebury Street, Westminster, London SW1W 9QQ UK.

1978 Jan (Venezuela)
Linguistic and Philological Association of Latin America. Congress. (YB B 3859)
Dr A Rabarates, Casilla 1313, Santiago, Chile.

1978 Jan (Pacific region)
World Young Women's Christian Association. Pacific regional meeting. P: members. (YB A 3609)
World YWCA, 37 quai Wilson, CH-1201 Geneva.

Jan or Feb Ankara (Turkey)
Central Treaty Organization. Meeting of the economic standing group (ex-
panded). (YB A 0254)
CENTO, Esaki Buyuk Millet Medisi, Ankara.

1978 Jan-Mar Washington (USA)
Pan American Highway Congresses. 18th Session of the Permanent Execu-
tive Committee. (YB A 3062)
- OAS, 17th St and Constitution Ave NW, Washington, DC 20006.
1978 Early Abidjan (Ivory Coast)
Int Federation of Catholic Pharmacists. 14th Congress. (YB A 1875)
M Parat, 60 avenue des Pages, F-78110 Le Vésinet.

1978 Early (Malta or Spain)
Intergovernmental Oceanographic Commission/FAO/ICSEM/United Nations
Environment Programme. Int co-ordination group for co-operative
investigations in the Mediterranean, 3rd session. (YB A 1118 /A 971 /B 4161)

IOC, Unesco, Place de Fontenay, F-75700 Paris.

1978 1st quarter Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organization. Meeting on composite observing system
in equatorial tropics. (YB A 3556)
WMO, CP 5, CH-1211 Geneva 20.

1978 1st quarter Norrköping (Sweden)
World Meteorological Organization. Meeting on telecommunications and
data-processing systems (or the FDGE). (YB A 3556)
WMO, CP 5, CH-1211 Geneva 20.

FEBRUARY 1978

1978 Feb 1st week Khartoum (Sudan)
Permanent Commission and Int Association on Occupational Health, Scien-
tific Committee on Occupational Health In Small Industries. Conference :
Organization of health care in small industries. (YB A 3092)
Dr Yousif Osman, Chief, Occupational Health Division, Ministry of Health,
POB 303, Khartoum.

1978 Feb 1 London (UK)
Institute of Physics, Electronics Group. Meeting : Real - Time computing in
experimental physics.
Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London
SW1X 8DX, UK.

1978 Feb 1-3 Brussels (Belgium)
European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar : " The
analysis of data " " how to gel the best out of your research findings " " profitably
and effectively. (YB A 853)
ESOMAR, Raadhuisstraat 15, Amsterdam, Netherlands.

1978 Feb 3-4 Brussels (Belgium)
10th Int symposium " Factorial maternal incompatibility ".
De Meet Dr Carl Vermijlen, Kliniek St Dt André, B-3212 Lubbeek, Belgium,

1978 Feb 5-10 Wolfsberg (Switzerland)
Int Association of Professional Congress Organizers, 48th Int seminar on
congress organisation. P: 40, (YB A 1330)
Rue aux Laines 1, B-1000 Brussels, Belgium.

1978 Feb 8 (four weeks) Geneva (Switzerland)
Int Telecommunication Union . Conference administrative mondiale des
radiocommunications du service mobile aeronautique, (YB A 2622)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 20.
1978 Feb 6-10 New Delhi (India)

Asian Productivity Organisation 2nd symposium on transfer technology. (YB A 0090)
APO, 4-14 Akasaka 8-chome, Minato-ku, Tokyo, Japan.

1978 Feb 6-17 Nairobi (Kenya)
World Meteorological Organization, Regional Association Asia, 7th session. (YB A 3556)
CP N°5, CH-1211 Geneva 20.

1978 Feb 7-9 Brussels (Belgium)
Int conference on Trans-National data regulation.
Online, Cleveland Road, Uxbridge UB8 2DD, UK.

1978 Feb 7-9 San Diego (Cal. USA)
IEEE/OSA. 2nd Conference on laser and electro-optical systems. (YB B 0621)
Mr M Chang, Newport Research Corp, 18235 Mt Baldy Circle, Fountain
Valley, CA92708, USA.

1978 Feb 7-9 Washington (USA)
Int Development Conference. Meeting : Basic human needs : The US
stake in a new development strategy. (YB B 1396)
Suite 501, 1717 Massachusetts Avenue, NW, Washington, DC 20036, USA.

1978 Feb 8-10 Los Angeles (Cal, USA)
Center for Management Education, Graduate School of Business Adminis-
tration, University of Southern California. Workshop : Futures research tech-
niques for corporate planners.
Reservation Manager, University Hilton Hotel, 3540 South Figueroa Street,
Los Angeles, Cal 90007.

1978 Feb 8-16 Lomé (Togo)
Interafrican Committee for Hydraulic Studies. Council of ministers (preced-
ed by technical meeting) : Hydrology, hydrogeology, climatology. P: 50. (YB A 4433)
BP 369, Ouagadougou, Upper Volta.

1978 Feb 8-28 Montreal (Canada)
Int Civil Aviation Organization. Legal Committee. 23rd session. (YB A 1505)
ICAO, Aviation Square, 1000 Sherbrooke Street W, Montreal, Quebec, Canada
H3A 2R2.

1978 Feb 10-11 Bern (Switzerland)
Int Federation of Consulting Engineers. Executive Committee meeting. (YB A 1896)
Carel van Bylandtlaan g. The Hague, Netherlands.

1978 Feb 2nd week Nairobi (Kenya)
Int conference on social welfare.
Director Kenyatta Conference Centre, POB 30746, Nairobi.

1978 Feb 10-11 Liege (Belgium)
Congrès Int de psychomotricité. P: 700.
C1P, 74 avenue Kléber, F-75016 Paris.

1978 Feb 11-19 Melbourne (Australia)
Int conference on the ovulation method of natural family planning. P: 700.
Dr J Santamaría, Natural Family Planning Centre, 86 Wellington Parade,
East Melbourne. Vic 3002.

1978 Feb 12-15 Chicago (Ill, USA)
Food Processing Machinery and Supplies Association. Int convention. P :
12000. Ex.
W D Lewis, 7758 Wis. avenue, Washington, DC 20014.

1978 Feb 12-18 Washington (USA)
American Association for the Advancement of Science. Annual meeting.
P: 6000-7000. Ex.
1776 Massachusetts Avenue, NW, Washington, DC 20036.

1978 Feb 13-15 Salt Lake City (Utah, USA)
American Society for Metals/American Nuclear Society/American Society
of Nondestructive Testing. Meeting or nondestructive evaluation in the
nuclear industry : Problems areas in NDE. nondestructive assay and fuel
materials quality control , fuel reprocessing plants future trends.
Dr Ram Natesh , Materials Research , Inc ., POB 225 , Salt Lake City . UT
84110.225,
USA,

1978 Feb 13-15 Washington (USA)
Society for Général Systeme Research/AAAS. Meeting Avoiding social
catastrophes and/or maximizing social opportunities : toward greater social
utilization of general systems concepts. (YB A 4167)
Prof Barry Clemson, ASC - College of Education, University of Maryland.
College Park, MD 20742, USA.



a 11 km de Paris , a proximite des aeroports
Charles de Gaulle et Le Bourget

enghien

Séminaires résidentiels

(30 à 40 personnes)

GRAND HOTEL DES BAINS****L

Restaurant -Parc - Piscine de plein air

Salle de conférences - Salons - Garage

Réceptions journalières

(400 personnes)

Déjeuners - Diners - Cocktails

Théâtre pour conférences - Parking

TEL: 989.85.85 +

Ouvert du 15 mars au 31 décembre

1978 Feb 13-17 Liege (Belgium)
Congrès Sur Te computer network. P: 500.
Mr le Prof Danthine, Institut des Sciences appliquées de l'Université, avenue
des Tilleuls 49, B-4000 Liège.

1978 Feb 13-17 Perth (Australia)
Unesco . Int congress on laboratory courses in chemistry in universities.
(YB A 3383)
Prof A R H Cole, School of Chemistry, University of Western Australia,
Nedlands, Western Australia.

1978 Feb 14-15 Vienna (Austria)
Wire Chamber conference : Proportional drift chambers and related topics
Dr W Bartl, Institut fur Hochenergiephysik, Nikolsdorfergasse 18, A-1050
Vienna.

1976 Feb 14-16 Paris (France)
Forum /Exposition : Aspects techniques des congrès, conventions d'entre-
prises, séminaires, voyages professionnels et d'incitation (pendant la 3e
semaine mondiale du tourisme et des voyages).
Sepic-tourisme. 40 rue du Colisée. F-75008 Paris.

1978 Feb 15-16 Brussels (Belgium)
Int Institute for Sugar Beet Research . Winter congress : Sugar beet rese-
arch. P : 200. (YB A 2132)
IIRB, rue de la Science 10. B-1040 Brussels.

1978 Feb 15-17 Philadelphia (Pa, USA)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int solid state circuits
conference. (YB B 0621)
IEEE, Office of Technical Board, 345 East 47th Street, New York, NY 10017.

1978 Feb 16-17 London (UK)
The Royal Society, Meeting : Ultrasonic radiological methods in engineering
and medical diagnosis : limitations and future prospects.
6 Carlton House Terrace, London SW1Y 5AG, UK.

1978 Feb 17 Paris (France)
Council of Int Organizations directly interested In Children and Youth,
Annual meeting. P : 20. (YB A 4454)
COCIDEA, c/o Mouvement mondial des mères, 56 rue de Passy, F-75016
Paris.

1978 Feb 17-19 New York (USA)
Int Free and Accepted Modern Masons and Order of the Eastern Star. Con-
ference : Philanthropy. P: 150. C: 15.
Mrs Rose Ann Harvin, Coordinator, 1780 First Avenue, New York. NY 10028.
USA.

1978 Feb 19-21 New York (USA)
Int Cycle Show. Congress with exhibits : Business. C : 15.
Mr Gottfried Neuberger, Int Trade Shows, 545 Fifth Avenue, New York NY
10017 USA.

1978 Feb 19-21 New York (USA)
Int Toy Fair. Congress : Toys. P : 4000. C : 30. Ex.
Mr Gottfried Neuberger, Int Trade Shows. 545 Fifth Avenue, New York, NY
10017, USA.

1978 Feb 19-28 Florence (Italy)
Shapley Int. 1st World congress of the new age : Transformation • the
holistic journey towards a new renaissance. P : 1200.
World Congress of the New Age, Suite 611, 6 Blackwood Street, Boston,
Mass 02115, USA.
or :
Shapley Inst, World congress, Banca Steinhauslin. via Sasseti, Florence.

1978 Feb 20-21 San Jose (Costa Rica)
Int Centre for Comparative Criminology /United Nations Institute for Preven-
tion of Crime and Treatment of Offenders Inter-Caribbean research seminar
on comparative criminology. P : 35. C : 10. (YB B 4167)
UN Latinamerican Inst for crime Prevention, Apartado 10338. San Jose.

1978 Feb 20-22 Geneva (Switzerland)
Int Catholic Child Bureau. Board of Directors. (YB A 1451).
65 rue de Lausanne . CH - 1202 Geneva.

1978 Feb 20-22 San Antonio (Tex, USA)
Int Association of Hospital Central Service Management, Central service
management seminar. (YB B 0584)
IAHCSM, 1340 North Astor Street, Suite 2608, Chicago, Ill 60610, USA

1978 Feb 20-24 Brussels (Belgium)
Von Karman Institute for Fluid Dynamics . Meeting : Three-dimensional and
unsteady - separation at high reynold numbers. (YB 6 3420)
Chaussée de Waterloo 72, B-1640 Rhode St Genèse, Belgium.

1978 Feb 20-24 Chicago (Ill, USA)
Dr Dvorkovitz & Associates/United Nations Industrial Development Or-
ganization. 2nd world congress for technology transfer to developing na-
tions; 3rd annual world fair for technology exchange and 6th annual univer-
sity/industry forum. P : 7500. (YB B 3356)
Mrs E Bailey Pine, Dr Dvorkovitz & Associates, POB 1748. Ormond Beach,
Fla 32074, USA.

1978 Feb 20-24 Engelberg (Switzerland)
Int working seminar on production economics.
Programme Committee, Int working seminar on production economics, Lin-
köping Institute of Technology S-581 83 Linköping, Sweden.

1978 Feb 20-25 Manila (Philippines)
Intergovernmental Oceanographic Commission, Int Co-ordination Group for
the Tsunami Warning System in the Pacific. 6th Biannual meeting : Int as-
pect of the Pacific Tsunami Warning System. P: 30-40. C: 15,
Secretary IOC. Unesco, 7 Place de Fontenoy, F-75700 Paris.
or:
ITIC. POB 3630, Honolulu. Hawaii 96812, USA.

1978 Feb 20-28 Jerusalem (Israel)
29th Zionist congress. P: 1500.
Kenes, POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1978 Feb 21-23 London (UK)
1st European conference on pragmatic programing and sensible software.
ONUNE, Cleveland Road, Uxbridge UB8 2DD, UK.

1978 Feb 21-24 Brussels (Belgium)
Association des Informaticiens du Belgique, Congrès : Sommes-nous prêt a maitriser les problemes techniques , humains et economiques de l'informatique de demain ?
ASAB, rue J. Cuylls 39, Bte 4, B-1180 Brussels.

1978 Feb 21-24 Los Angeles (Cal, USA)
Atomic Industrial Forum : Info 78
Conference Office, Atomic Industrial Forum, 7101 Wisconsin Avenue, Washington, DC 20014, USA.

1978 Feb 21-24 Paris (France)
19e conference des Organisations Int pour l'etude en commun des plans
d'activité dans le domaine de l'agriculture en Europe. (YB A 0971)
Mie B M Jennings, FAO-0111, Palais des Nations, CH-1211 Geneva.

1978 Feb 21-24 Singapore (Singapore)
Offshore South East Asia. Conference and exhibition. P : 1000.
Offshore South East Asia, c/o Petroleum News, GE Mt Sophia, Singapore 9.
1978 Feb 21-24 Vienna (Austria)
World Meteorological Organization/Int Institute for Applied Systems Analysis. Workshop on carbon dioxide, climate and society. (YB A 3556/A 4518)
WMO, CP 5, CH-1211 Geneva 20.

1978 Feb 21-26 Bangkok (Thailand)
Int Association on Water Pollution Research. Int conference on water pollution control in developing countries. (YB A 1397)
POB 395, Pretoria, South Africa.

1978 Feb 22 Berlin (East)
World Federation of Democratic Youth. 10th General assembly. (YB A 3519)
FMJD, Ady Endre utca 19, Budapest II, Hungary.

1978 Feb 22 Tel Aviv (Israel)
20th Israel annual conference on aviation and astronautics, P : 1000.
Kenes. POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1978 Feb 22-23 London (UK)
The Royal Society. Meeting : Light scattering in physics, chemistry and biology.
6 Carlton House Terrace. London SW1Y 5AG, UK.

1978 Feb 22-28 Los Angeles (Cal, USA)
Int Church of the Foursquare Gospel, Convention. P : 1500.
Rolf McPherson. 1100 Glendale Blvd, Los Angeles, Cal 90026.

1978 Feb 22-28 Cyprus)
Commonwealth Science Council. Executive Committee meeting. (YB A 0375)
CSC, Africa House, Kingsway, London WC2B 8BD, UK.

1978 Feb 23 Paris (France)
Int Prevention of Road Accidents. Round table : Alcohol - drugs and driving. P : 200. (YB A 2377)
1978 Feb 23-25 New Delhi (India)
UN Economic commision for Asia and the Pacific. Subregional workshop
of ESCAP population correspondents from India. (YB B 4177)
Sala Santhitarn, Bangkok 2, Thailand.

1978 Feb 23-26 (Cal, USA)
World Young Women's Christian Association. North America regional meeting. (YB A 3609)
37 Quai Wilson, CH-1201 Geneva.

1978 Feb 23-28 Fes (Morocco)
Int Rail Transport Committee. 62nd Plenary session of the Directing Committee P : 70.
mittee, P : 70. (YB B 2394)
Mr Temri, Office National des Chemins de fer du Maroc, 19 avenue Allal-Ben-Abdallah, Rabat, Morocco.

1978 Feb 23-28 New Delhi (India)
5th Int wheat genetics symposium.
Dr M V Rao , Cummings Lab , Indian Agricultural Research Institute, New Delhi 110012.

1978 Feb 23-Mar 19 (USA)
Int Association for the Development of Int and World Universities. Symposium : Various possibilities of financing int universities means to develop in common. P : 60. C : 30. (YB A 4005)
IADIWU, US Boulevard de Strasbourg, F-94130 Nogent-sur-Marne.

1978 Feb 24-25 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Scandinavian Union for Non-Alcoholic Traffic. General assembly. Ex. (YB A 3206)
Vasterberga Allé 5, S-126 12 Stockholm 42, Sweden.

1978 Feb 24-28 Lahore (Pakistan)
2nd Psych. conference on anxiety, depression, schizophrenia, drug dependence and rehabilitation of mentally ill in developing countries.
Fountain House, 37 Lower Mall, Lahore.

1978 Feb 25-Mar 1 Madrid (Spain)
Int Association of Professional Congress Organizers. General assembly and workshop. P : 25. (YB A 1330)
Rue aux Laines 1, B-1000 Brussels, Belgium.

1978 Feb 26-Mar 3 Mexico (Mexico)
Int Federation of Clinical Chemistry. 10th Congress : Nutrition, lost selection reference intervals, instrumentation and computerization, recent advances in clinical chemistry. P: 3000. C: 40. Ex. (YB A 1890)
X Int Congress of Clinical Chemistry, Ana Laura Pulido, POB 24 - 498, Mexico 7 DF.

1978 Feb 27 Cairo (Egypt)
Int Commission on Microbiological Specifications for Foods. Workshop : Microbiology of foods. P : 35. C : 22. (YB A 4271)
Or D S Clark, Secretary Treasurer, ICMSF, Bureau of Microbial Hazards, Health Protection Branch, Health and welfare Canada, Ottawa K1A 0L2.

1978 Feb 27-Mar 2 Bergemon (France)
Int Olive Oil Council. Int working sessions. (YB A 2302)
COL, Juan Bravo 10-2*, Madrid 6, Spain.

1978 Feb 27-Mar 10 Manila (Philippines)
World Meteorological Organization, Commission for Atmospheric Sciences.
7th session. (YB A 8593)
CP NF 5, CH-1211 Geneva 20.

1978 Feb 28 Melbourne (Australia)
Int Trampoline Federation. Congress. P. 40. (YB A 4434)
POB 5144, Johannesburg 2000, South Africa.

1978 Feb 28-Mar 6 Lahore (Pakistan)
World Meteorological Organization/UN Economic Commission for Asia and the Far East. Planet on tropical cyclones : To review the progress of implementation of the technical plan for the reduction of tropical Cyclone damage. (YB A 3556/P 4177)
WMO, CP 5, CH-1211 Geneva.

1978 Feb 29-Mar 4 Denver (Col, USA)
American Institute of Mining, Metallurgical and Petroleum Engineers, Annual meeting.
AIME, Meetings Manager, 345 E 47th St, New York, NY 10017.

1978 Feb Atlanta (Ga, USA)
Int Slurry Seal Association. Int meeting. P : 250. (YB B 3154)
Wil Hoff, Drawer F, St Louis, Mo 63044, USA.

1978 Feb Baghdad (Iraq)
Arab Tourism Union. 3rd Conference of Arab Ministers of tourism. (YB A 3619)
POB 2354, Amman, Jordan.

1978 Feb Bangkok (Thailand)
UN Economic Commission for Asia and the Pacific. Inaugural session of the General Assembly of the Asia Pacific Telecommunity. (YB B 4177)
Sala Santhitarn, Bangkok 2.

1978 Feb Boston (Mass, USA)
Music Library Association. Annual meeting.
Michael A Keller, Music Librarian, Lincoln Hall, Cornell University, Ithaca, NY 14853, USA.

1978 Feb Brussels (Belgium)
Int Association of Students In Business and Economics, Int seminar: Business education in the 1980's. P: 180. (YB A 1349)
AIESEC Int, avenue Legrand 45, B-1050 Brussels.

1978 Feb Jerusalem (Israel)
World assembly of Jewish war veterans. P: 1000.
Kenes, POB 16271, Tel Aviv.

1978 Feb Khartoum (Sudan)
Association Of Arab Universities. Seminar on Islamic studies. P : 20-60. (YB B 3342)
AARU, Scientific Computation Center, Tharwar Street, Orman Post Office - Giza, Cairo, Egypt.

1978 Feb Kinshasa (Zaire)
African Bureau of Educational Sciences , CIAE, Meeting : Development et sous-developpement (YB B 0666)
BASE, BP 14, Kisangani, Zaire.

1978 Feb Madras (India)
Int Centre of Theosophical Studies and Research .Theosophical Society Seminar : Theosophy and allied subjects. P : 50. (YB A 3316)
The Theosophical Society, Adyar, Madras 600020.

1978 Feb Rotterdam (Netherlands)
Int Council for Building Research and Documentation. Programme Committee and Board. (YB A 1723)
POB 20704, NL-3001 JA Rotterdam.

1978 Feb St Louis (Miss, USA)
American Academy of Ferensic Sciences , Annual meeting .

AAFS Headquarters, 11400 Rockville Pike, Suite 515. Rockville. Md 20852.
USA.

1978 Feb (Argentina)
Organization of American States. 7th Inter-American seminar on statistics.
(YB A 3030)
OAS, Pan American Building, 17th St and Constitution Ave NW, Washington,
DC 20006.

1978 FEB (ISRAEL)
Mr. Tony Berkowitz, Judean Health Resorts Ltd, 150 Broad Hollow Road,
Melville, NY 11746. USA.
1978 Feb (UK or Cyprus)
Commonwealth Association of Planners. Executive committee meeting.
(YB A 3958)

CAP, 18 Northumberland Avenue. London WC2N 5BJ, UK.
1978 Feb (North America)
World Young Women's Christian Association. North American regional
meeting. P: members. (YB A 3609)
World YWCA. 37 qual Wilson. CH-1201 Geneva.
1978 Feb
Universal Federation of Travel Agents' Associations. Symposium et sémi-
naire des organisateurs de voyages. (YB A 3404)
FUAAY, avenue Mamix 30, B-1050 Brussels, Belgium.
1978 Feb-Mar Geneva (Switzerland)
UN Conference on Trade and Development. Intergovernmental Group on
Least Developed Countries, 2nd session. (YB B 3381)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

MARCH 1978
1978 Mar 1-3 Amsterdam (Netherlands)
European Society for Opinion and Marketing Research. Meeting : Industrial
marketing - marketing research. (YB A 0853)
Rasdusstraat 15. Amsterdam.
1978 Mar 1-3 Zurich (Switzerland)
Int Institute of Refrigeration, Commission A 1-2. Meeting, celebration of
the 100th anniversary of oxygen liquefaction : Advances in refrigeration al
the lowest temperatures. (YB A 2159)
Prof Dr Ch Trepp, Inst für Verfallsens- und Kiltetechnik, ETH-Zentrum,
CH-8092 Zurich.
1978 Mar 2-4 Geneva (Switzerland)
World Association for Professional Training in Tourism. General assembly :
L'OMT et sa participation sur le plan du développement touristique, notam-
ment en ce qui a trait aux pays en voie de développement. La formation
professionnelle dans la stratégie du BIT en ce qui concerne le tiers monde.
(YB B 0203)
105 rue Saint-Lazare, F-75009 Paris.
1978 Mar 2-4 Hartford (Con, USA)
Int Reading Association. 2nd Eastern regional conference. (YB A 2401)
800 Barksdale Road, Newark, Delaware 19711, USA.
1978 Mar 2-9 Madrid (Spain)
Int Association of Students in Business and Economics. Congress : 30th
Anniversary, int exchange of economics students. P : 300. C : 55.
(YB A 1349)
AIESEC int. avenue Legrand 45, B-1050 Brussels.

1978 Mar 4-9 Cancun (Mexico)
Int federation of Clinical Chemistry. 2nd Int symposium on organization
and management of the clinical laboratory : The logic and economica of

clinical laboratory testing (YB A 1890)
IFCC. M&P M G Broughton, University Dept of Chemical Pathology General
Infirmary, Leeds LS1 3EX, UK.
1978 Mar 4-12 Berlin (West)

12th Int Tourism Exchange (ITB) Berlin 1978, Ex.
AMK Berlin. Ausstellungs-Messe-Kongress GmbH, 1 Berlin 19, Messedamm 22

1978 Mar 5-8 NEW YORK (USA)
Atomic Industrial Forum. Fuel cycle conference '78.
Conference Office, Atomic Industrial Forum, Inc., 7101. Wisconsin Avenue,
Washington, DC 20014, USA.

1978 Mar 5-10 Brighton (UK)
Institution of Mining and Metallurgy and other societies. Oceano-
logy Int 78, 4th conference and exhibition. (YB A 2371)
BPS Exhibition, Ltd, 4 Seaford Court, 220-222 Great Portland Street London
W1N 3PH, UK.

1978 Mar 5-11 Singapore (Singapore)
3rd Asian congress of secretaries. P : 400.
Singapore Ass of Personal and Executive Secretaries, c/o PQ8 411 co.
Jommo Court Post Office, Singapore 6.

1978 Mar 5-17 Chicago (Ill, USA)
Int Association of Hospital Central Service Management. Educational con-
ference : Central service technician training program. (YB B 0654)
IAHCSM, 1340 North Astor Street, Suite 2608, Chicago Ill 60S10, USA.

1978 Mar 6-9 Rio de Janeiro (Brazil)
Latin American Iron and Steel Institute. Engineering and equipment manu-
facturers congress. Ex. (YB A 2884)
ILAFA, General secretariat, POB 16065, Santiago 9, Chile.
1978 Mar 6-10 Cleveland (Ohio, USA)
29th Conference on analytical chemistry and applied spectroscopy.
Dr E S Hodge, Society for Analytical Chemists of Pittsburgh, Mellon Inst
4400 Fifth Avenue, Pittsburgh, PA 15213, USA.

1978 Mar 6-10 Kingston (Jamaica)
Commonwealth Committee on Mineral Resources and Geology / Common-
wealth Geological Liaison Office. Seminar : Geological services in the
Commonwealth Caribbean. P: 20. C: 10. (YB A 0364)
Marlborough House, Pall Mall, London SW1Y 5HX, UK.

1978 Mar 6-10 Toulouse (France)
European Space Agency/Centre National d'Etudes Spatiales. Int conference:
Earth observation from space and management of planetary resources. Ex.
(YB A 0868)
OST, BP n°4130, F-31030 Toulouse cedex.

1978 Mar 6-10 Vienna (Austria)
Int Atomic Energy Agency : Int symposium on problems associated with
the export of nuclear power plants. (YB A 1383)
Conference Service Section, IAEA, POB 590, A-1011 Vienna.

1978 Mar 6-11 Toulouse (France)
Meeting : Highlights in solar physics. P : 300.
Monique Pick. D.A.S.O.P., Meudon Observatory, F-92190 Meudon.

1978 Mar 6-18 Palm Coast (Fla. USA)
1978 Sanibel symposia. 1) 6-8 Mar : Workshop on quantum mechanical
methods : 2) 9-11 Mar : Int symposium on quantum mechanical
pharmacology. 3) 13-18 Mar : int symposium on atomic, molecular and
solid-state theory, collision phenomena, quantum statistic, and computational methods.

Director, Sanibel Symposia, Williamson Hall. University of Florida Gaines-
ville. FL 32611, USA.

Have you renewed your subscription for 1978 ?

If you have, may we thank you for having done so, and we trust that you will enjoy reading Transnational Associations in 1978.

If you haven't, please turn to page 515 for details, and we look forward to hearing from you as soon as possible.
Please Note : Subscription fees remain the SAME as for 1977 !

Avez-vous renouvelé votre abonnement pour 1978?

Si oui, nous vous remercions vivement de l'avoir fait et de l'avoir fait vite.

Si non, voyez page 515 tous les renseignements concernant les abonnements.

Notez que les prix restent inchangés pour 1978.

Aidez-nous en nous envoyant sans tarder votre chèque, votre virement ou votre ordre.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

29th year

vol XXIX



(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

29e année

1977

Index of articles

Editorial par / by Robert Fenaux

A société ouverte mentalité nouvelle; suite du Colloque de Genève, No. 1/2, 6.

Le prince et la cité; l'art de la paix, No. 3, 62.

Les associations effectivement transnationales; le mot et la chose, No. 4, 118.

Le fait social actuel; développement et liberté, No. 5, 174.

Suite et suites d'une réflexion essentielle; notre Colloque de Genève, No. 6, 230.

Le statut consultatif et le nouvel ordre mondial, No. 9, 342.

(By A.J.N. Judge) : Enhancing Transnational Network action, No. 10, 401.

L'ONU et le sixième continent, No. 11, 462.

Le temps des associations et des régions. No. 12, 518.

General studies and studies on transnational organization and movements / Etudes générales et études sur l'organisation et les mouvements transnationaux.

Les intérêts communs des associations, par Georges Langrod. No. 1-2, 8.

INASEN, by Cyril Ritchie. No. 1-2, 11.

Spécificité des associations féminines, par Maryvonne Stephan. No. 1-2, 13.

Pour plus d'efficacité des ONG et une meilleure coopération entre les OIG, par J. Moerman. No. 1-2, 15.

L'indépendance statutaire des associations, par M. Descamps. No. 1-2, 17.

Aspect régional des relations internationales, par Claude-Laurent Genty. No. 1-2, 19.

La multinationalisation de l'entreprise, par R. Vermeire. No. 1-2, 21.

Les ONG à la Conférence Générale de l'UNESCO, par Georges Malempré. No. 1-2, 22.

Toward an anticipatory democracy, by Alvin Toffler. No. 1-2, 25.

Citizen participation in world affairs. No. 1-2, 28.

The Catholic Church and Catholic International Organizations, by H.E. Cardinale. No. 3, 64.

Comment maintenir une langue française de la science, par Joan Langevin. No. 3, 67.

A network in embryo : The Habitat Foundation, by Susan Traill. No. 3, 75.

Les katas institutionnels, par Thierry Gaudin. No. 3, 77.

Global computer networks: democracy or tyranny? by Richard Bridger and Susan Traill. No. 3, 80.

Complexity, by A.J.N. Judge. 1 : Introduction. No. 4, 120.

2 : Information. No. 4, 124.

3 : Organizational alternatives. No. 5, 178.

4 : Alternative meetings. No. 5, 183.

5 : Institutional « Games ». No. 5, 187.

The term « NGO »; provisional comments by the NGO Environment Liaison Centre, Nairobi. No. 4, 136.

L'Opinion publique dans la politique mondiale; Introduction, par Grigori Morozov. No. 4, 143.

Limits to human potential : 2. No. 4, 147.

Sociologie des relations internationales, recension et extrait du manuel de M. Merle. No. 5, 176.

La CEE et les ONG :

La coopération européenne au développement et la politique des ONG. No. 5, 197.

Les cofinancements des projets opérationnels des ONG. No. 5, 198.

La concertation inter-ONG, par Thom Kerstiens. No. 5, 199.

The International Relations of Scranton. by Basil Karp. No. 5, 201.

The management of an NGO secretariat, by W. van der Bruggen. No. 5, 204.

Le Colloque de Genève (suite) : L'avenir des associations transnationales dans les perspectives du nouvel ordre mondial. No. 6, 232.

(1) Les modes de transnationalité par / Methods of transnationality by : J. Galtung, M. Merle, L. Kopelmanas, P.E. Hiernaux, G. Marchand, L. Kopelmanas, P. Lalive, J. Moerman, M. Habicht. No. 6, 233.

(2) Les relations entre les associations transnationales (OING) et l'ordre international par; A. Tévoédjré, C. Ritchie, J. Stassen, A. Roch, R. Martineau, T. Coratékin, J. Fernand-Lauront, Ch. A. Schussele. No. 6, 247.

(3) Premières Conclusions du Colloque. No. 6, 257.

Organizational terminology and organizational types, by A.J.N. Judge. No. 6, 260.

L'Information on deux langues mondiales. No. 6, 264.

The Holy See and the International Order, by H.E. Cardinale. No. C, 265.

Index — XXIX — 1977 — Index

Le mémorandum de la Conférence des ONG de l'ECOSOC, par Edith Ballantyne. No. 7-8, 288.
Les associations religieuses, par H. de Riedmatten O.P. No. 7-8, 293.
Public access to international food networks : an overview, by L. Julian Efrid. No. 7-8, 296.
Social action transmutation : 1. No. 7-8, 302.
Networking : a case study of the Northern Westchester resource network, by Marc Eichen. No. 7-8, 312.
EXPLORING THE NETWORK ALTERNATIVE (Montréal, 18-20 Nov. 1976)
— The Network Alternative. No. 9, 352.
— Types of Networks. No. 9, 356.
— Organisational systems versus network organisation : 1. No. 9, 360.
— System / Network complementarity, by A.J.N. Judge. No. 9, 365.
Organizational systems versus network organisation : II. No. 11, 479.
A Network Transition. No. 11, 484.
Experiences in Networking. No. 11, 485.
Data Networks and Information Systems for Development. No. 11, 487.
Networks and Networking Roles. No. 11, 490.
LA COMPLEXITE (Paris, mars, 1977)
— Rencontre de la complexité, par R.P. Dubarle. No. 9, 369.
— La complexité définie, par J. Blum. No. 9, 373.
— Les ravages de la complexité, par A. Holleaux. No. 9, 375.
— Note sur la complexité, par C.J. Maestre. No. 9, 376.
L'Organisation mondiale du tourisme et les organisations non-gouvernementales, par Jean-Claude Neyret. No. 11, 464.
Mémorandum on consultative relations between the NGOs and the UN., by the President, on behalf of the Board of the Conference of NGOs in consultative status with ECOSOC. No. 11, 467.
Le présent et l'avenir du réseau des ONG. No. 11, 470.
Le témoignage d'Alvin Toffler. No. 11, 471.
Les suggestions oubliées de Bradford Morse, extraits. No. 11, 474.
Mondialisme 1977, par Guy Marchand. No. 11, 476.
La consultation des ONG à l'Unesco. No. 12, 525.
Association et innovation, par F. Bloch-Lainé, No. 12, 541.
Les organismes privés à but non lucratif ou l'économie sociale et l'innovation sociale par J.B. Gins. No. 12, 543.

Grouped articles — Spécial issues/ Articles groupés — dossiers

- No. 1-2 Le colloque genevois de l'UAI (2e partie) / UAI Geneva Colloquium (2nd part).
No. 4 Strasbourg January 1977 : NGO Meeting / Strasbourg janvier 1977 : Réunion ONG.
No. 5 La CEE et les ONG / The EEC and NGOs.
No. 6 Le colloque genevois de l'UAI (suite) / UAI Geneva Colloquium (Cont.).
No. 9 Sassenage mai 1977 : le 20e anniversaire du CILF / Montreal November 1976 : Exploring the network alternative / Paris mars 1977 : la complexité.
No. 10 Special issue : Computer conferencing.
No. 11 Montreal November 1976 (2nd part).
No. 12 La consultation des ONG à l'Unesco.

NGO Portraits/Portraits d'ONG

World Federal Authority. No. 1-2, 42.
La paix par les hommes : La journée mondiale de la Croix Rouge. No. 5, 190.
No passivity and no acceptance of the status quo, by Margreet Wijnstroom. No. 5, 192.
A la mémoire de Louis Philippart. No. 5, 208.
Le 50e anniversaire de l'IFLA. No. 6, 259.
Le 20ème anniversaire du Conseil internationale de la langue française— Allocution inaugurale, du Président J. Hanse
— Rapport moral du Secrétaire Général H. Joly — Fiche d'identité du CILF. No. 9, 344.
CIOS : Conseil mondial de management, par Fedor Lederer No. 9, 377.
Fiftieth anniversary of IFLA, by Robert Fenaux. No. 11, 477.
Le Mouvement Richelieu. No. 11, 491.
The International Federation of Agricultural Producers. La Fédération internationale des producteurs agricoles. No. 12, 530.

International meetings /Réunions internationales

Au Club des Congrès de langue française, par André Schreurs. No. 3, 70.
Habitat Forum reconsidered : lessons for the future, by J.G. van Putten. No. 3, 71.
Strasbourg :
— L'Europe des Peuples depuis 1976, par Claude-Laurent Genty. N. 4, 126.
— Réunion générale des ONG. No. 4, 127.
— Discours du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. No. 4, 128.
— Allocution du Président de la Commission de Liaison. No. 4, 130.
— Le point de vue d'une association féminine, par Maryvonne Stephen. No. 4, 131.
— Commission de Liaison des ONG : membres. No. 4, 131.
Le CLOING : naissance à Paris. No. 4, 133.
3rd IAPCO Seminar. No. 4, 153.
Journées mondialistes à Paris, par Guy Marchand. No. 5, 209.
4rd IAPCO Seminar. No. 11, 505.

The congress phenomenon / Le phénomène congrès

Geographical distribution of international congresses in 1975 by continents, countries and cities/Repartition géographique des congrès internationaux organisés en 1975 par continents, pays et villes. No. 1-2, 43.
Congrès francophones. No. 5, 207.
Worth a thousand words, by Anthony Smith. No. 7-8, 300.
Computer conferencing in context. No. 10, 403.
Future of computer conferencing. No. 10, 404.
PLANET/FORUM:
Les conférences par ordinateur. No. 10, 409.
CONFER :
CONFER at the ISTA Congress. No. 10, 412.
Organising a computer-based conference. No. 10, 418.
SYMPHONIE :
Unesco /Nairobi - Paris via Symphonie. No. 10, 423.
EIES (Electronic Information Exchange System) : On-line intellectual communities. No. 10, 425.
Computer-facilitated informal organisations. No. 10, 428.
Assisting « invisible colleges » by EIES. No. 10, 431.

Index — XXIX — 1977 — Index

Computer conferencing and productivity in science. No. 10, 434.
Computer conferencing issues :
1 : The threat of premature regulation of computer conferencing. No. 10, 436.
2 : Impacts of computer conferencing upon organisational styles. No. 10, 437.
Costs, Sources and examples :
Conference facilitation by computer-aided sharing. No. 10, 440.
International computer conferencing by NGOs and IGOs. No. 10, 446.
Costs. No. 10, 447.
Select bibliography. No. 10, 448.
Congress Documentation by R.P. Manson. No. 10, 449.
Le Congrès contre les Congrès ? par Ghislaine de Coninck. No. 11, 501.
Enhancing communication at a large conference festival. No. 12, 532.
The Great American Congress Embargo. No. 12, 553.

UA1 Affaire / Nouvelles de l'UA1

L'assemblée générale de l'UA1 : Rapport d'activité et de politique générale. No. 1-2, 31.

UA1 General Assembly : Report on activities and general policy. No. 3, 87.
The Yearbook of International Organizations, 16th edition No. 4, 139.
Liste des publications de l'UA1. No. 7-8, 319.
UA1 publications list. No. 11, 511.

Regular Features/Chroniques

Supplement to the International Congress Calendar, 17th edition: No. 1-2, 47; No. 3, 97; No. 4, 157; No. 5, 215; No. 6, 268; No. 7-8, 330; No. 9, 385; No. 10, 452; No. 11, 507; No. 12, 558.
Congressalia : No. 1-2, 43; No. 3, 94; No. 4, 153; No. 5, 211; No. 7-8, 325; No. 11, 502; No. 12, 555.
IAPCO News : No. 1-2, 40; No. 4, 153; no. 6, 267; No. 11, 505; No. 12, 556.
Supplements to the Yearbook of International Organizations/Supplements à l'Annuaire des organisations internationales :
15th supplement to the 15th edition : No. 1-2, 36; Supplements to the 16th edition : No. 6, 268; No. 7-8, 321; no. 9, 379; No. 11, 492; No. 12, 546.
FEVC News /Chronique de la FEVC : No. 1-2, 45.
Bibliography/Bibliographie : no. 3, 93.

Author's index

Batlantyne Edith. No. 7-8, 288.
Blum J. No. 9, 373.
Bridger R. No. 3, 80.
Coratékin T. No. 6, 251, 252.
De Coninck Ghislaine. No. 11, 501.
De Riedmatten H. O.P. No. 7-8, 296.
Descamps M. No. 1-2, 15.
Dubarle R.P. No. 9, 369.
Efird Julian. No. 7-8, 296.
Eicnen Marc. No. 7-8, 312.
Fenaux Robert. No. 1-2, 6; No. 3, 62; No. 4, 118; No. 5, 174; No. 6, 230; No. 7-8, 286; No. 9, 342; No. 11, 462; No. 11, 477; No. 12, 518.
Fernand-Laurent. No. 6, 254.
Freeman Linton C. No. 10, 434.
Galtung J. No. 6, 234.
Gaudin Thierrey. No. 3, 77.
Genty Claude-Laurent. No. 1-2, 19.
Genty Claude-Laurent. No. 4, 126.
Habicht M. No. 6, 244.
Hanse J. No. 9, 345.
Hench, H. Chris. No. 10, 418.
Hiernaux P.E. No. 6, 243.
Hiltz Starr Roxane. No. 10, 431; No. 10, 436.
Holleaux A. No. 9, 375.
Joly H. No. 9, 348.
Johnson-Lenz, Peter and Trudy. No. 10, 441.
Judge, A.J.N. No. 4, 120; No. 5, 178; No. 6, 260; No. 9, 438; No. 10, 401.
Karp Basil. No. 5, 201.
Kerstiëns Thorn. No. 5, 199.
Kochen Manfred. No. 10, 425.
Kopelmanas L. No. 6, 237, 243.

Index des auteurs

Lalive P. No. 6, 234.
Langevin Jean. No. 3, 67.
Langrod Georges. No. 1-2, 8.
Lederer Fedor. No. 9, 377.
Liebaers H. No. 6, 259.
Maestre C.J. No. 9, 376.
Malempre Georges. No. 1-2, 22.
Manson R.P. No. 10, 449.
Marchand Guy. No. 5, 209; No. 6, 245; No. 11, 476.
Merle M. No. 5, 176; No. 6, 239.
Moerman J. No. 1-2, 15; No. 6, 243.
Morozov Grigori. No. 4, 143.
Morse Bradford. No. 11, 474.
Martineau R. No. 6, 249.
Neyret Jean-Claude. No. 11, 464.
Parnes Robert. No. 10, 418.
Putten J.G. No. 3, 71.
Ritchie Cyril. No. 1-2, 11.
Roch A. No. 6, 253, 255.
Schreurs André. No. 3, 70.
Schusseté Ch. A. No. 6, 256.
Stassen J. No. 6, 251.
Smith Anthony. No. 7-8, 300.
Sommerlad E. Lloyd. No. 10, 423.
Toffler Alvin. No. 1-2, 25; No. 11, 471.
Traill Susan. No. 3, 75, 80.
Turff Murray. No. 10, 431; No. 10, 436.
Vallée Jacques. No. 10, 409.
Van der Bruggen W. No. 5, 205.
Vermeire R. No. 1-2, 21.
Whitescarver James. No. 10, 431.
Wijnstroom M. No. 5, 192.
Zinn, Karl L. No. 10, 412; No. 10, 418.

Index — XXIX — 1977 — Index

Index of Advertisers

COMPAGNIES DE TRANSPORT AERIEN ET
FERROVIAIRES/AIRLINES AND RAILWAY COMPANIES

AIR FRANCE 2nd cover of May & June issues, 3rd cover
of January-Feb A April issues, 4th cover
of March, July-August, September, Octo-
ber, November and December issues.

SABENA ... 30, 57, 113, 196, 228, 282, 338, 393, 496,
516.

SAS ... 3 rd cover of March, July-August, September, Oc-
tober, November and December issues.

SCNF ... 60.

UTA ... 2nd cover of September issue, 396, 457.

HOTELS & RESTAURANTS

CASINO D'ENGHIEN ... 52, 108, 165, 224, 273, 334, 392,
455, 508, 562.

HOTEL AMIGO, Brussels ... 54, 105, 167, 222, 278, 331,
391.

HOTEL CHATEAU ROYAL, Noumea ... 50, 336.

HOTEL DOLDER, Zurich ... 56, 95, 166, 221, 277, 335, 388,
455.

HOTEL INTERCONTINENTAL IVORY COAST, Abidjan ... 2,
58, 114, 214, 226, 281, 381, 2nd cover of October and
November issues, 514.

HOTEL MAEVA BEACH, Tahiti ... 275, 560.

HOTEL MERIDIEN, Paris ... 51, 100, 158, 170.

HOTEL DU PARC/HOTEL TIAMA, Abidjan ... 220, 500.

HOTEL PLM ST. JACQUES, Paris ... 110, 328, 390.

HOTEL PRESIDENT, Yamoussoukro ... 106, 389.

Index des Annonceurs

HOTEL TRIANON PALACE, Versailles ... 104, 161, 218,
274, 333, 454.

HOTEL TERANGA, Dakar 164, 453.

BANQUES ET INDUSTRIES/BANKS AND INDUSTRIES

ELECTROBEL ... 55, 244, 310, 367, 421, 486, 550, 600

SOCIETE GENERALE DE BANQUE ... 1. 2nd cover of
March issue, 116, 210, 225, 2nd cover of July-August issue
340, 397, 458, 513.

SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE ... 156, 402.

OFFICES DE TOURISME/TOURIST OFFICES

DANISH CONVENTION BUREAU ... 111.

DIRECTION DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONA-
CO ... 76, 154, 219, 332, 386, 507.

KONGRESSBETRIEBE DER STADT SALZBURG ... 109
162, 217, 387, 456, 509.

LONDON CONVENTION BUREAU 53, 107.

OFFICE NATIONAL ESPAGNOL DU TOURISME ... 2nd
cover of January-February and April issues, 3rd cover of
May and June issues.

OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS ... 172,
510.

VILLE DE NICE ... 46, 103, 216, 270, 383, 506.

ORGANISATEURS, PALAIS ET SERVICES DE CONGRES

CONGRESS ORGANIZERS, CENTRES AND SERVICES

COMITE PARISIEN DES CONGRES ... 4, 96, 169, 384, 394,
2nd cover of December issue.

FAST INTERNATIONAL ... 504.

PALAIS DES CONGRES DE LIEGE ... 49, 92, 223, 266,
329, 337, 460.

SOCFI ... 99.

Index of page numbers

No.	Month	Pages	Mois
1-2	January / February	1- 56	janvier / février
3	March	57-112	mars
4	April	113-168	avril
5	May	169-224	mai
6	Juny	225-280	juin
7-8	July /August	281-336	juillet / août
9	September	337-392	septembre
10	October	393-456	octobre
11	November	457-512	novembre
12	December	513-568	décembre

Index de pagination